

COMMUNE DE FRONTIGNAN DE COMMINGES

Haute-Garonne (31)

PLAN DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION DES FORÊTS CONTRE
L'INCENDIE ET ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX DU 25 SEPTEMBRE 2006 :
RÈGLEMENTS DE DÉBROUSSAILLEMENT ET D'EMPLOI DU FEU

P.L.U.

Plan local d'urbanisme

4.4

• RÉVISION

> Arrêté le : 17/10/2007

> Publié le :

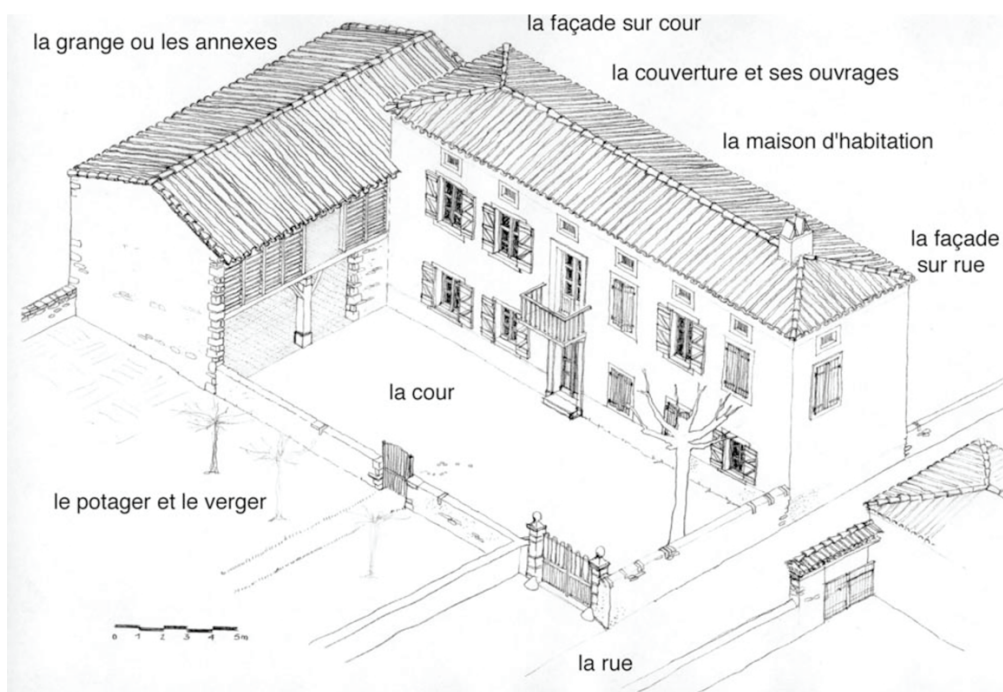
> Approuvé le :

• MODIFICATIONS

• VISA

> Date

> Signature de M. le Maire





PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

Service environnement, eau, forêt

ARRETE PREFECTORAL Portant règlement du débroussaillage dans le département de la Haute-Garonne

--- --

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code forestier et notamment les articles L. 321-1 à L. 323-2, R. 321-1 à R. 322-9,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code pénal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L.2215-1,

Vu le décret du 19 octobre 1950 classant les forêts constituant le massif de Bouconne comme particulièrement exposées aux incendies,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le plan départemental de protection des forêts contre les incendies arrêté par le préfet le 25 septembre 2006,

Vu l'avis favorable de la sous-commission de sécurité et d'accessibilité « feux de forêt et de landes », lors de sa séance du 18 septembre 2006,

Considérant que les bois, forêts, plantations, reboisements et landes d'un certain nombre de massifs du département de la Haute-Garonne sont particulièrement exposés aux incendies de forêts ; il

convient, en conséquence, de réglementer le débroussaillage afin de contribuer à assurer la prévention des incendies de forêts, à en faciliter la lutte et à en limiter les conséquences,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : Définition du débroussaillage

On entend par débroussaillage les opérations dont l'objectif est de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité du couvert végétal et en procédant à l'élagage des sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupes (article L. 321-5-3 du code forestier).

L'annexe I précise les modalités d'application du débroussaillage dans le département.

Article 2 : Massifs concernés

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au sein et à moins de 200 mètres des bois, forêts, landes, plantations et reboisements des massifs à risque dénommés ci-dessous et dans les cas cités au chapitres II et III :

- ◆ massif de Buzet,
- ◆ massif de Bouconne,
- ◆ massif de Rieumes,
- ◆ massif de la Montagne Noire,
- ◆ massif des coteaux de l'Ariège,
- ◆ massif de Fabas,
- ◆ massif de Cardeilhac,
- ◆ massif de Mauboussin,
- ◆ massif des coteaux du Volvestre,
- ◆ Petites Pyrénées,
- ◆ Piémonts des Pyrénées,
- ◆ les versants sud du massif des Pyrénées, sur un cône d'exposition sud compris dans un angle entre 120° et 240° .

La carte des massifs listés ci-dessus se trouve en annexe II.

La liste des communes concernées se trouve en annexe III. Les limites géographiques détaillées des massifs par communes sont localisées sur les cartes du disque compact annexé au plan départemental de protection des forêts contre les incendies.

Les autres massifs forestiers du département sont soumis à un risque d'incendie de forêt faible. Conformément à l'article L.321-6 du code forestier, ces massifs sont exclus du plan départemental de protection des forêts contre l'incendie. Par conséquent, le présent arrêté et les obligations en découlant ne s'appliquent pas à ces massifs.

Article 3 : Période d'application

Il est recommandé, dans les secteurs situés à moins de 500 mètres d'altitude, de réaliser les travaux entre les mois d'octobre et février afin de préserver la reproduction de la faune et de la flore, et en tout état de cause sur l'ensemble des massifs concernés avant le 1^{er} juin de chaque année pour prévenir le risque incendie.

Chapitre II : Dispositions applicables aux habitations, constructions et sur certains terrains (art. L.322-3 du code forestier)

Article 4 : Dispositions applicables aux habitations, constructions et terrains mentionnés aux a, b, c, d et e de l'article L.322-3 du code forestier

Dans les massifs définis à l'article 2 du présent arrêté, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones situées à moins de 200 mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, plantations ou reboisements et répondant à l'une des situations suivantes :

a) abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de cinquante mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie. Les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit ;

b) terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan local d'urbanisme rendu public ou approuvé, ou un document d'urbanisme en tenant lieu. Les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit ;

c) sur la totalité des terrains servant d'assiette à une zone d'aménagement concerté (ZAC), à un lotissement, à une association foncière urbaine. Les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit.

d) terrains de campings ou de stationnement de caravanes. Les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants-droits.

e) terrains situés dans les zones devant être débroussaillées en vue de la protection des constructions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions.

Article 5 : Travaux réalisés d'office

En application de l'article L. 322-4 du code forestier, la commune, après mise en demeure du propriétaire et à la charge de celui-ci, pourvoira d'office aux travaux non effectués par les intéressés.

Les dépenses auxquelles donnent lieu les travaux sont des dépenses obligatoires pour la commune. Le maire émet un titre de perception du montant correspondant aux travaux effectués à l'encontre

des propriétaires intéressés. Il est procédé au recouvrement de cette somme au bénéfice de la commune, comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

En cas de carence du maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police définis par l'article L. 322-3 et le présent article, le représentant de l'Etat dans le département se substitue à la commune après une mise en demeure restée sans résultat. Le coût des travaux de débroussaillage effectués par l'Etat est mis à la charge de la commune qui procède au recouvrement de cette somme à l'encontre des propriétaires défaillants dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Article 6 : Sanctions

Les infractions à l'obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé prescrites par l'article 4 sont passibles des contraventions de 4^{ème} ou 5^{ème} classe prévues par les articles R. 322-5 et R. 322-5-1 du code forestier.

Chapitre III : Dispositions applicables aux infrastructures d'équipement

Article 7 : Lignes électriques

Les gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique se conformeront dans le cadre des opérations d'entretien de la végétation sous et aux abords des lignes électriques, à l'arrêté technique interministériel en vigueur fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Lorsque les lignes concernées se trouvent à moins de 10 m du bord extérieur d'une voie ouverte à la circulation publique des engins motorisés, soumise à obligation de débroussailler, ils devront soit broyer les rémanents, soit les incinérer dans le strict respect des réglementations en vigueur, soit les évacuer."

Article 8 : . Voies ouvertes à la circulation publique des engins motorisés

Les propriétaires des voies ouvertes à la circulation publique des engins motorisés (autoroutes, routes nationales, départementales et communales) doivent débroussailler sur une largeur de 3m de part et d'autre de la bordure de la chaussée.

Les arbres situés dans la bande traitée qui surplombent la chaussée devront être élagués afin de maintenir une hauteur libre de 4m.

Article 9 : Voies ferrées

Les propriétaires de voies ferrées doivent débroussailler sur une largeur de 5m de part et d'autre de la bordure extérieure de la voie.

Chapitre IV : Mise en œuvre

Article 10 : Mesures dans des secteurs spécifiques

Un comité technique de suivi et d'évaluation composé des membres de la sous commission de sécurité et d'accessibilité « feux de forêts et de landes » et des gestionnaires de réseaux se réunira à la demande du préfet et au moins une fois par an.

Une évaluation des dispositions du présent arrêté sera présentée aux membres du comité technique. Le comité fera, le cas échéant, des propositions à la sous-commission de sécurité pour adapter les modalités du débroussaillage à des secteurs spécifiques.

Article 11 : Exécution du présent arrêté

le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,
le directeur de cabinet du préfet,
les sous-préfets de Muret et de Saint-Gaudens,
Mmes et MM les Maires des communes concernées du département,
le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
le commandant du groupement de gendarmerie,
le directeur départemental de la sécurité publique,
le directeur d'agence de l'office national des forêts de la Haute-Garonne,
les gardes nationaux de la chasse et de la faune sauvage,
les gardes nationaux du conseil supérieur de la pêche,
le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
le directeur régional et départemental de l'équipement,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les mairies et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Toulouse, le 25 septembre 2006

Signé Le Préfet, André Viau

ANNEXE I

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement
du débroussaillage dans le département de la Haute-Garonne)

Modalités d'application du débroussaillage dans le département

Le débroussaillage consiste notamment à :

- couper au ras du sol la végétation herbacée, semi-ligneuse et ligneuse basse,
- supprimer les groupes d'arbres morts, les arbres morts isolés n'étant pas problématiques,
- élaguer les arbres d'espèces sensibles au feu, notamment les pins :
 - o si leur hauteur totale est supérieure ou égale à 6 mètres, sur 2 m ;
 - o si leur hauteur totale est inférieure à 6 mètres, sur 1/3 de leur hauteur ;
- éliminer les rémanents par broyage, évacuation ou brûlage dans le strict respect des règles relatives à l'emploi du feu. Par « rémanents » on entend les résidus végétaux d'arbres et d'arbustes abandonnés sur le parterre d'une coupe après une exploitation, une opération sylvicole ou des travaux.

Aux abords des constructions, les branches des arbres surplombant les toitures devront être coupées.

ANNEXE II

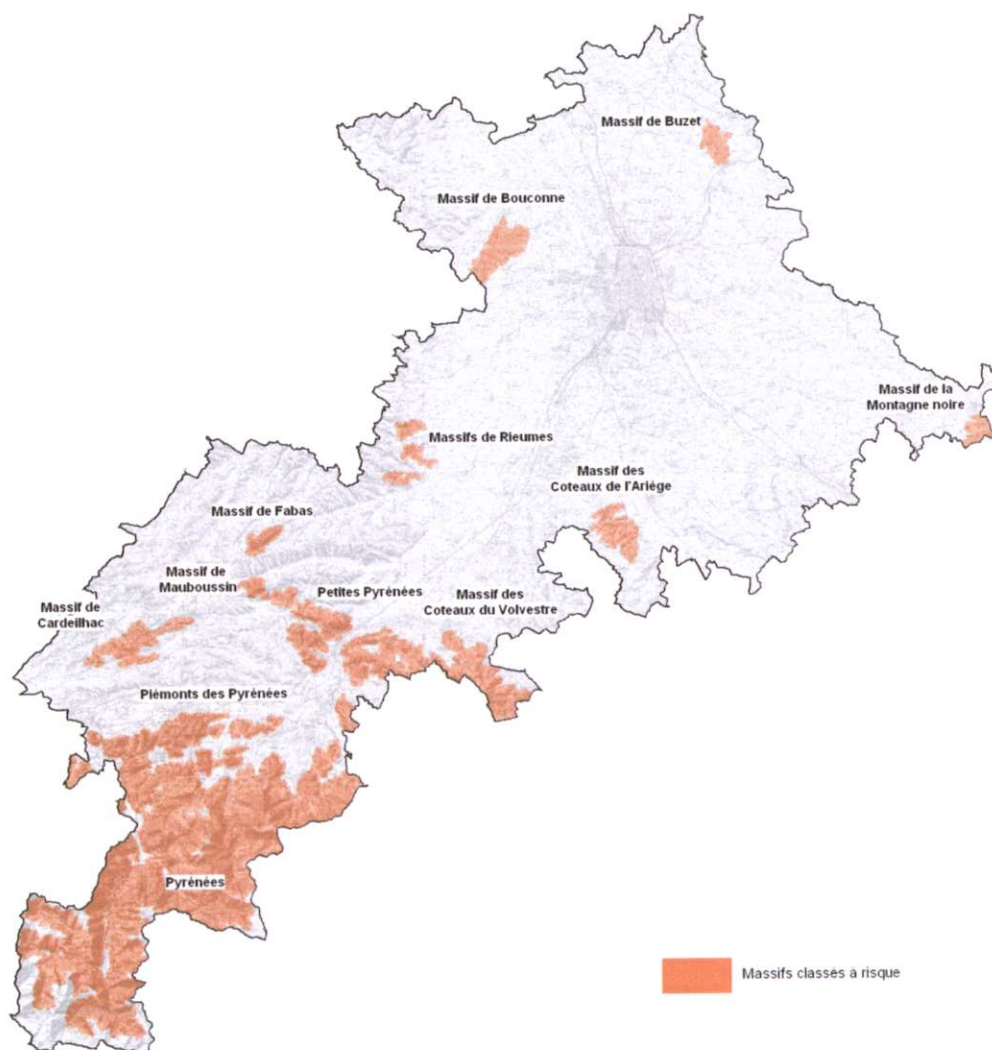
(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement
du débroussaillage dans le département de la Haute-Garonne)

Carte des massifs classés à risque dans le plan départemental de
protection des forêts contre l'incendie pour l'application de l'article 2.



Département
de la Haute-Garonne

Massifs classés à risque
dans le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie
pour l'application de l'art.3



Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt
de la Haute-Garonne
Service Informatique
et des Systèmes d'Information

- Mai 2006 -

Fonds :
© IGN - BD CARTO ®
© IGN - SCAN 100 ®
Sources : DDAF Haute-Garonne
IFN 3ème inventaire 1999

CASTELBIAGUE	Pyrénées
	Piémonts des Pyrénées
CASTILLON-DE-LARBOUST	Pyrénées
CATHERVIELLE	Pyrénées
CAUBOUS	Pyrénées
CAUJAC	Massif des coteaux de l'Ariège
CAZARIL-LASPENES	Pyrénées
CAZAUNOUS	Piémonts des Pyrénées
	Pyrénées
CAZAUX-LAYRISSE	Pyrénées
CAZEAUX-DE-LARBOUST	Pyrénées
CHAUM	Pyrénées
CHEIN-DESSUS	Pyrénées
CIER-DE-LUCHON	Pyrénées
CIER-DE-RIVIERE	Piémonts des Pyrénées
CIERP-GAUD	Pyrénées
CIRES	Pyrénées
COURET	Piémonts des Pyrénées
DAUX	Massif de Bouconne
ENCAUSSE-LES-THERMES	Piémonts des Pyrénées
ESPERCE	Massif des coteaux de l'Ariège
ESTADENS	Piémonts des Pyrénées
	Pyrénées
ESTENOS	Pyrénées
EUP	Pyrénées
FABAS	Massif de Fabas
FORGUES	Massifs de Rieumes
FOS	Pyrénées
FOUGARON	Pyrénées
FRANCAZAL	Pyrénées
FRONSAC	Pyrénées
FRONTIGNAN-DE-COMMINGES	Pyrénées
GAILLAC-TOULZA	Massif des coteaux de l'Ariège
GALIE	Piémonts des Pyrénées
GANTIES	Piémonts des Pyrénées
GARIN	Pyrénées
GEMIL	Massif de Buzet
GENOS	Piémonts des Pyrénées
GOUAUX-DE-LARBOUST	Pyrénées
GOUAUX-DE-LUCHON	Pyrénées
GOURDAN-POLIGNAN	Piémonts des Pyrénées
GOUZENS	Massif des coteaux du Volvestre
GRAZAC	Massif des coteaux de l'Ariège
GURAN	Pyrénées
HERRAN	Pyrénées
HIS	Piémonts des Pyrénées
HUOS	Piémonts des Pyrénées
IZAUT-DE-L'HOTEL	Pyrénées
	Piémonts des Pyrénées
JURVIELLE	Pyrénées
JUZET-DE-LUCHON	Pyrénées
JUZET-D'IZAUT	Pyrénées
LABARTHE-RIVIERE	Piémonts des Pyrénées
LABROQUERE	Piémonts des Pyrénées
LAFFITE-TOUPIERE	Petites Pyrénées
LAGRACE-DIEU	Massif des coteaux de l'Ariège

LAHAGE	Massifs de Rieumes
LAHITERE	Massif des coteaux du Volvestre
LALOURET-LAFFITEAU	Massif de Cardeilhac
LARROQUE	Massif de Cardeilhac
LASSERRE	Massif de Bouconne
LAUTIGNAC	Massifs de Rieumes
LE CUIING	Massif de Cardeilhac
LE FRECHET	Petites Pyrénées
LE PLAN	Massif des coteaux du Volvestre
	Petites Pyrénées
LEGE	Pyrénées
LEGUEVIN	Massif de Bouconne
LESPITEAU	Piémonts des Pyrénées
LEVIGNAC	Massif de Bouconne
LEZ	Pyrénées
LILHAC	Massif de Fabas
LODES	Massif de Cardeilhac
LOUDET	Massif de Cardeilhac
LOURDE	Piémonts des Pyrénées
LUSCAN	Piémonts des Pyrénées
MALVEZIE	Pyrénées
	Piémonts des Pyrénées
MANCIOUX	Petites Pyrénées
MARIGNAC	Pyrénées
MARIGNAC-LASPEYRES	Petites Pyrénées
MARSOULAS	Piémonts des Pyrénées
MARTRES-TOLOSANE	Petites Pyrénées
MAURAN	Petites Pyrénées
MAURESSAC	Massif des coteaux de l'Ariège
MAYREGNE	Pyrénées
MELLES	Pyrénées
MERENVIELLE	Massif de Bouconne
MILHAS	Pyrénées
MIRAMONT-DE-COMMINGES	Piémonts des Pyrénées
MONCAUP	Pyrénées
MONDONVILLE	Massif de Bouconne
MONTAIGUT-SUR-SAVE	Massif de Bouconne
MONTASTRUC-DE-SALIES	Pyrénées
MONTAUBAN-DE-LUCHON	Pyrénées
MONTBERAUD	Massif des coteaux du Volvestre
MONTBRUN-BOCAGE	Massif des coteaux du Volvestre
MONTCLAR-DE-COMMINGES	Petites Pyrénées
MONT-DE-GALIE	Piémonts des Pyrénées
MONTESPAN	Piémonts des Pyrénées
MONTESQUIEU-VOLVESTRE	Massif des coteaux du Volvestre
MONTGAILLARD-DE-SALIES	Piémonts des Pyrénées
MONTGRAS	Massifs de Rieumes
MONTOULIEU-SAINT-BERNARD	Petites Pyrénées
MOUSTAJON	Pyrénées
OO	Pyrénées
ORE	Pyrénées
	Piémonts des Pyrénées
PALAMINY	Petites Pyrénées
PAULHAC	Massif de Buzet
PAYSSOUS	Piémonts des Pyrénées
PIBRAC	Massif de Bouconne

PLAGNE	Petites Pyrénées
PLAGNOLE	Massifs de Rieumes
POINTIS-INARD	Piémonts des Pyrénées
PORTET-D'ASPET	Pyrénées
PORTET-DE-LUCHON	Pyrénées
POUBEAU	Pyrénées
PUYDANIEL	Massif des coteaux de l'Ariège
RAZECUEILLE	Pyrénées
REGADES	Piémonts des Pyrénées
REVEL	Massif de la Montagne Noire
RIEUCAZE	Piémonts des Pyrénées
RIEUMES	Massifs de Rieumes
ROQUEFORT-SUR-GARONNE	Petites Pyrénées
SACCOURVIELLE	Pyrénées
SAINT-ANDRE	Massif de Mauboussin
	Massif de Fabas
SAINT-AVENTIN	Pyrénées
SAINT-BEAT	Pyrénées
SAINT-BERTRAND-DE-COMMINGES	Piémonts des Pyrénées
SAINT-CHRISTAUD	Petites Pyrénées
	Massif des coteaux du Volvestre
SAINT-FRAJOU	Massif de Fabas
SAINT-GAUDENS	Piémonts des Pyrénées
SAINT-IGNAN	Massif de Cardeilhac
SAINT-MAMET	Pyrénées
SAINT-MARCET	Massif de Cardeilhac
SAINT-MARTORY	Petites Pyrénées
SAINT-MICHEL	Petites Pyrénées
SAINT-PAUL-D'OUEIL	Pyrénées
SAINT-PE-D'ARDET	Piémonts des Pyrénées
	Pyrénées
SAINT-PLANCARD	Massif de Cardeilhac
SAJAS	Massifs de Rieumes
SALEICH	Pyrénées
	Piémonts des Pyrénées
SALERM	Massif de Fabas
SALIES-DU-SALAT	Piémonts des Pyrénées
SALLES-ET-PRATVIEL	Pyrénées
SAUVETERRE-DE-COMMINGES	Piémonts des Pyrénées
SAVERES	Massifs de Rieumes
SEDEILHAC	Massif de Cardeilhac
SEILHAN	Piémonts des Pyrénées
SENGOUAGNET	Pyrénées
SIGNAC	Pyrénées
SODE	Pyrénées
SQUEICH	Piémonts des Pyrénées
TOUILLE	Piémonts des Pyrénées
TREBONS-DE-LUCHON	Pyrénées
URAU	Piémonts des Pyrénées
	Pyrénées
VALENTINE	Piémonts des Pyrénées
VAUDREVILLE	Massif de la Montagne Noire



PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

**Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt**

Service environnement, eau, forêt

ARRETE PREFECTORAL Portant règlement de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code forestier et notamment les articles L. 321-1 à L. 323-2, R. 321-1 à R. 322-9,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code pénal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L.2215-1,

Vu le décret du 19 octobre 1950 classant les forêts constituant le massif de Bouconne comme particulièrement exposées aux incendies,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'avis favorable de la sous-commission de sécurité contre les risques d'incendie de forêt et de landes, lors de sa séance du 18 septembre 2006,

Considérant que les bois, forêts, plantations, reboisements et landes du département de la Haute-Garonne sont des espaces naturels combustibles exposés aux incendies et que les résidus de culture (chaumes) y sont également exposés, il convient, en conséquence, de réglementer l'emploi du feu afin de contribuer à assurer la prévention des incendies de forêts, à en faciliter la lutte et à en limiter les conséquences,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 : Zone exposée aux incendies de forêt

Dans le département de la Haute-Garonne, tous les bois, forêts, plantations, reboisements et landes , qui sont des espaces naturels combustibles, ainsi que tous les terrains situés à moins de 200m de ceux-ci, constituent la « zone exposée » aux incendies de forêts.

Chapitre II : Dispositions applicables au public

Article 2 : Emploi du feu

Il est interdit à toute personne autre que les propriétaires des terrains ou leurs ayants droit, de porter ou d'allumer du feu et de jeter des objets en combustion dans les zones exposées. Cette interdiction s'applique toute l'année et en toutes circonstances.

Elle concerne notamment les brûlages de végétaux en tas ou sur pied, feux de camp, barbecues, méchouis, jets de mégots en combustion, etc...

Article 3 : Foyers aménagés

Lorsqu'une forêt est aménagée pour l'accueil du public, un arrêté préfectoral, pris à la demande du propriétaire, peut autoriser l'emploi du feu uniquement dans des foyers spécialement aménagés et en dehors de la période du 15 juin au 15 septembre.

Chapitre III : Dispositions applicables aux propriétaires et aux ayants-droits

Article 4 : Généralités

Du 15 juin au 15 septembre et toute l'année par « vent fort », tout usage du feu et jet d'objets en combustion est interdit aux propriétaires et ayants droit dans la « zone exposée ».

Il s'agit notamment des brûlages de végétaux en tas ou sur pied, feux de camp, barbecues, méchouis, jets de mégots en combustion , etc...

Les dispositions du chapitre III ne s'étendent pas aux habitations, à leurs dépendances ainsi qu'aux chantiers, ateliers ou usines sous réserve de l'observation des prescriptions édictées par l'autorité publique et des dispositions relatives aux obligations de débroussaillage.

Article 5 : Brûlage des végétaux coupés

Conditions de pratique et prescriptions

Le brûlage des végétaux coupés par les propriétaires ou ayants droit dans la « zone exposée » est autorisé en dehors de la période du 15 juin au 15 septembre aux conditions suivantes :

- pas de vent supérieur à 40 km/h ,
- les foyers ne doivent pas se trouver sous les branches, mais à l'extérieur de l'aplomb des arbres,
- il doit exister, à proximité du foyer, une prise ou une réserve d'eau,
- les entassements de végétaux à incinérer ne doivent pas dépasser 1,50 mètres de diamètre et un mètre de hauteur. Si plusieurs tas sont allumés simultanément, ils doivent être séparés d'une distance minimale de 10 mètres et être cantonnés dans un rayon de 10 mètres,
- les foyers doivent rester sous surveillance constante et être noyés en fin de journée, le recouvrement par de la terre est interdit.

Article 6 : Brûlage de végétaux sur pied (écobuages)

6-1 : Conditions d'autorisation

Le brûlage de végétaux sur pied (écobuage) par les propriétaires ou ayants droit dans la « zone exposée » est autorisé en dehors de la période du 15 juin au 15 septembre après déclaration en mairie et aux conditions suivantes.

La déclaration est déposée en mairie en double exemplaire. L'un d'eux est restitué au déclarant, visé par le maire, pour valoir récépissé de déclaration.

Le déclarant s'engage à respecter des prescriptions de sécurité détaillées dans le présent arrêté et l'imprimé de déclaration.

La déclaration se compose d'un formulaire conforme au modèle présenté en annexe n° II et d'un fond de carte au 1/25000ème sur lequel est reportée la zone à brûler.

6-2 : Cas des communes relevant d'une commission locale d'écobuage

La déclaration est déposée à la mairie avant le 15 septembre de chaque année.

Le maire transmet immédiatement la déclaration avec ses observations éventuelles à la commission locale d'écobuage. Il procède à son affichage en mairie. Cette déclaration reste valable jusqu'au 15 juin.

La commission locale, dès réception de la déclaration, en transmet une copie au service départemental d'incendie et de secours, à la brigade de gendarmerie locale, et au service local de l'office national des forêts. Si l'écobuage est prévu à proximité d'une commune limitrophe, la commission envoie une copie de la déclaration au maire concerné.

La commission examine la déclaration lors de sa séance d'automne. Elle informe le déclarant sur les préconisations particulières à mettre en œuvre. La commission informe également le maire de la

commune, le service départemental d'incendie et de secours, les gendarmes et le service local de l'office national des forêts sur ces prescriptions particulières.

La veille ou le matin de la mise à feu, le déclarant doit informer le service départemental d'incendie et de secours et la brigade de gendarmerie locale. De même, il informe sans délai les propriétaires riverains de la parcelle à brûler. Si ces parcelles relèvent du régime forestier, il en informe le service local de l'office national des forêts.

6-3 : Cas des communes ne relevant pas d'une commission locale d'écobuage

Dans les communes ne relevant pas d'une commission locale d'écobuage, la déclaration doit être déposée à la mairie 15 jours à l'avance. Elle mentionne une période de 10 jours durant laquelle l'écobuage doit avoir lieu.

Le maire procède immédiatement à son affichage en mairie.

Dès réception de la déclaration, le maire en transmet une copie au service départemental d'incendie et de secours, à la brigade de gendarmerie locale, et au service local de l'office national des forêts. Si l'écobuage est prévu à proximité d'une commune limitrophe, le maire envoie une copie de la déclaration au maire concerné.

La veille ou le matin de la mise à feu, le déclarant doit informer le service départemental d'incendie et de secours et la brigade de gendarmerie locale. De même, il informe sans délai les propriétaires riverains de la parcelle à brûler. Si ces parcelles relèvent du régime forestier, il en informe le service local de l'office national des forêts.

Dans le cas où le brûlage n'aurait pu intervenir durant la période 10 jours déclarés, la déclaration devra être renouvelée.

6-4 : Prescriptions

Les brûlages de végétaux sur pied sont soumis aux mesures préventives suivantes, ainsi que celles éventuellement fixées par le maire ou par la commission locale d'écobuage :

- Si l'accès est neutralisé en temps normal, il doit être rendu disponible aux véhicules de secours avant l'écobuage.
- Si la zone à brûler est traversée par un sentier balisé, signaler l'opération par la mise en place de panneaux mobiles portant la mention « Danger - brûlage en cours ».
- Création de coupes-feux et abattage des troncs morts préalablement à l'opération de brûlage proprement dite.
- S'assurer que les réserves d'eau disponibles sont remplies.
- Procéder à la mise à feu par temps calme uniquement : absence de vent. A titre indicatif les branches ne sont pas agitées.
- Le feu doit être allumé après le lever du soleil et avant 14 heures (heure légale).
- Le responsable de la mise à feu (propriétaire ou ayant-droit ayant effectué la déclaration) est tenu d'être présent sur les lieux afin d'exercer une surveillance permanente. Il prévoit et met en œuvre toutes les mesures de sécurité adaptées, en particulier :

- ❖ il se munit d'un téléphone mobile ou d'un radio-téléphone,
- ❖ il se fait assister de personnes munies de pelles, battes à feu. Si la topographie des lieux le permet il se munit de réserves d'eau mobiles largement suffisantes.
- Le brûlage est conduit de façon à ce que le front de flammes ne dépasse pas 200 m linéaires.
- L'extinction du feu doit être complète une heure avant l'heure légale du coucher du soleil.
- L'opération terminée, l'équipe de surveillance reste sur les lieux le temps nécessaire afin d'éviter la reprise du feu.
- Le déclarant renvoie, à la commission locale d'écobuage, dans les 10 jours, la fiche de bilan dont le modèle est joint en annexe III. S'il n'y a pas de commission locale, il transmet la fiche à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

Article 7 : Dispositions applicables en cas de travaux

Dans la « zone exposée », du 15 juin au 15 septembre, les propriétaires, ayants droit, ou entreprises utilisant du matériel susceptible de provoquer des départs de feu doivent disposer de moyens d'intervention pour éteindre un départ de feu.

Article 8 : Barbecues – méchouis

Dans la « zone exposée » et en dehors de la période d'interdiction du 15 juin au 15 septembre, les feux de type barbecues ou méchouis réalisés par les propriétaires et ayants droit sont autorisés.

Ils doivent faire l'objet d'une surveillance continue. Une prise d'arrosage, prête à fonctionner doit être située à proximité.

En aucun cas une installation fixe ou mobile pour barbecue ou méchouis ne peut être installée sous couvert d'arbres.

Il est rappelé que ces dispositions, comme pour l'ensemble des articles de ce chapitre, ne concernent pas les habitations, leurs dépendances, les chantiers, ateliers et usines qui sont débroussaillés.

Article 9 : Brûlage des résidus de cultures (chaumes)

Sur l'ensemble du département, y compris en dehors des zones exposées, le brûlage des chaumes, pailles et déchets de récolte est interdit toute l'année.

Article 10 : Responsabilités

L'observation des prescriptions édictées par le présent arrêté ne dégage en aucun cas les propriétaires et ayants droit de leur responsabilité civile en ce qui concerne les dommages pouvant être subis par des tiers du fait des opérations de brûlage, des travaux ou de la réalisation de barbecues ou méchouis.

Article 11 : Risques exceptionnels

En cas de risques exceptionnels (sécheresse, vents forts), le préfet pourra interdire l'usage du feu sur tout ou partie du territoire du département.

Chapitre IV : Travaux de prévention des incendies par brûlage et incinérations dirigés

Article 12 :

Dans les zones où la protection contre les incendies de forêt les rendent nécessaires, des travaux de prévention desdits incendies peuvent être effectués par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'office national des forêts et les services départementaux d'incendie et de secours, ainsi que les associations syndicales autorisées.

Les travaux peuvent comprendre des incinérations et des brûlages dirigés, mis en œuvre sous réserve du respect des cahiers des charges présentés en annexes IV, V et VI.

Les travaux sont réalisés soit dans des périmètres où ils sont déclarés d'utilité publique, soit en dehors de ces périmètres avec l'accord écrit ou tacite des propriétaires.

La pratique de l'écobuage par un propriétaire ou ses ayants droit, y compris avec la participation du service départemental d'incendie et de secours, ne rentre pas dans le cadre des travaux de prévention des incendies de forêts par incinération et brûlage dirigé.

Chapitre V : Mise en œuvre

Article 13 : Sanctions

Les infractions aux dispositions des articles 2, 4, 5, 6, 8, 11 sont passibles de contraventions de 4^{ème} classe prévue par l'article R. 322-5 du code forestier.

Les personnes ayant provoqué un incendie s'exposent aux sanctions prévues par la loi.

Article 14 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 20 novembre 2002 portant réglementation des incinérations de végétaux sur pied (écobuage) est abrogé.

Article 15 : Exécution du présent arrêté

le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,
le directeur de cabinet du préfet,
les sous-préfets de Muret et de Saint-Gaudens,
Mmes et MM les Maires des communes concernées du département,
le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
le commandant du groupement de gendarmerie,
le directeur départemental de la sécurité publique,
le directeur d'agence de l'office national des forêts de la Haute-Garonne,
les gardes nationaux de la chasse et de la faune sauvage,
les gardes nationaux du conseil supérieur de la pêche,
le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans les mairies et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Toulouse, le 25 septembre 2006

Signé le Préfet, André Viau

ANNEXE I

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne)

Glossaire

Ayant droit :

Toute personne qui tient son droit d'une autre personne appelée auteur, en l'occurrence le propriétaire.

Sont notamment ayants droit : les titulaires d'un droit quelconque d'occupation pour usage agricole et pastoral (fermier, locataire, commanditaire, etc...), les adjudicataires de coupes dans les forêts relevant du régime forestier, le mandataire, les héritiers réservataires.

Bois-forêts :

Formation végétales, principalement constituées par des arbres ou arbustes appartenant à des essences forestières dont le couvert apparent est d'au moins 10% de la surface du sol, ou quand il s'agit de jeunes tiges, présentant au moins 500 sujets d'avenir bien répartis à l'hectare.

Dans le cas de plantations à grand écartement régulièrement entretenues, la densité est ramenée à 300 sujets à l'hectare.

Les peupleraies comportant au moins 100 tiges à l'hectare de peupliers cultivés dont au moins 50 tiges vivantes.

La superficie est d'au moins 5 ares et la largeur moyenne en cime d'au moins 15m.

Cette définition correspond à celle retenue par l'Inventaire Forestier National pour les formations boisées de production, les peupleraies, et les autres formations boisées ayant essentiellement un rôle de protection, esthétique, récréatif ou culturel.

Les terrains précédemment en nature de bois-forêt qui ont subi une coupe rase ou dont la végétation a été détruite, s'ils continuent à bénéficier d'une utilisation forestière, continuent à appartenir à cette catégorie.

Les bois se distinguent des forêts par leur plus faible superficie.

Brûlage dirigé :

Destruction par le feu, à des fins exclusivement de défense des forêts contre les incendies et hors maîtrise d'ouvrage du propriétaire ou de son ayant droit, des herbes, broussailles, litières, rémanents de coupe, branchages, bois morts, sujets d'essences forestières ou autres lorsqu'ils présentent de façon durable un caractère dominé et dépérissant, dont le maintien est de nature à favoriser la propagation des incendies.

Cette opération est conduite de façon planifiée et contrôlée sur un périmètre prédéfini, avec obligation de mise en sécurité vis-à-vis des personnes, des biens, des peuplements forestiers et des terrains limitrophes, conformément aux dispositions d'un cahier des charges arrêté par le préfet après avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendies de forêt et de lande.

Débroussaillage :

Opérations dont l'objectif est de diminuer l'intensité et de limiter la propagation des incendies par la réduction des combustibles végétaux en garantissant une rupture de la continuité verticale et horizontale du couvert végétal et en procédant à l'élagage des sujets maintenus et à l'élimination des rémanents de coupe.

Ecobuage :

Destruction par le feu à des fins agricoles ou pastorales, sous la maîtrise d'ouvrage du propriétaire ou de son ayant-droit, de végétaux sur pied : herbes, broussailles, litières, rémanents de coupe, branchage, bois morts.

Incinération dirigée :

Destruction par le feu, à des fins exclusivement de défense des forêts contre les incendies et hors maîtrise d'ouvrage du propriétaire ou de son ayant droit, et lorsqu'ils sont regroupés en tas ou andains, des rémanents de coupe, branchages et bois morts dont le maintien est de nature à favoriser la propagation des incendies.

Landes :

Formations végétales, non cultivées ni régulièrement entretenues, buissonnantes, souvent impénétrables, basses et fermées, dont 25% au moins du couvert végétal est constitué par des arbustes, arbrisseaux et plantes ligneuses, et qui n'appartiennent pas à la catégorie des bois-forêts.

Plantations-reboisement :

Formations végétales, d'origine artificielle, faisant partie de la catégorie des bois-forêts.

Rémanents :

Résidus végétaux abandonnés sur le parterre d'une coupe après l'exploitation ainsi que les produits non commercialisables et non enlevés.

Temps calme :

Un temps calme est caractérisé par l'absence de vent (à titre indicatif lorsque les feuilles ou les jeunes rameaux des végétaux sont immobiles ou légèrement agités sans que les branches ne le soient).

Vent fort :

Un « vent fort » est caractérisé par une vitesse supérieure à 40km/h (à titre indicatif lorsque les grosses branches ou les troncs des jeunes arbres sont agités).

ANNEXE II

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne)

Fiche de déclaration d'« écobuage »

Je soussigné,déclare vouloir pratiquer des travaux de brûlage de végétaux sur pied (écobuage) détaillés ci-dessous, durant la période du.....au.....(10 jours maximum). La période est facultative en cas de commission locale d'écobuage.

Situation des parcelles (joindre un plan cadastral ou un plan de situation au 1/25 000ème) :

Commune :

Lieu-dit :

N° de parcelle cadastrale :

Surface :

Propriétaire des terrains :

J'atteste avoir pris connaissance de l'arrêté préfectoral cité ci-dessous et je m'engage à en respecter les prescriptions notamment :

- ♦ Si l'accès est neutralisé en temps normal, le rendre disponible aux véhicules de secours avant le brûlage.
- ♦ Si la zone à brûler est traversée par un sentier balisé, signaler l'opération par la mise en place de panneaux mobiles portant la mention « Danger - brûlage en cours ».
- ♦ Créer des coupe-feux et abattre les troncs morts préalablement à l'opération de brûlage proprement dite.
- ♦ M'assurer que les réserves d'eau disponibles sont remplies.
- ♦ Procéder à la mise à feu par temps calme uniquement : absence vent. A titre indicatif les branches ne sont pas agitées.
- ♦ Allumer le feu après le lever du soleil et avant 14 heures (heure légale).
- ♦ Rester présent sur les lieux afin d'exercer une surveillance permanente. Prévoir et mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité adaptées, en particulier :
 - ❖ me munir d'un téléphone mobile ou d'un radio-téléphone ;
 - ❖ me faire assister de personnes munies de pelles, bates à feu, et réserves d'eau mobiles.
- ♦ Conduire le brûlage de façon à ce que le front de flammes ne dépasse pas 200 m linéaires.
- ♦ M'assurer de l'extinction complète du feu une heure avant l'heure légale du coucher du soleil.
- ♦ L'opération terminée, rester avec l'équipe de surveillance sur les lieux le temps nécessaire afin d'éviter toute reprise du feu.
- ♦ Je retournerai dans les 10 jours, la fiche de bilan dont le modèle est joint au présent arrêté a la commission locale d'écobuage. Si n'y a pas de commission locale, je retournerai la fiche à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.

L'observation de ces prescriptions ne me dégage en aucun cas de ma responsabilité civile en ce qui concerne les dommages pouvant être subis par des tiers du fait de la présente opération d'incinération.

Je m'engage également, le jour du brûlage, à téléphoner au service départemental d'incendie et de secours. Je communiquerai mes coordonnées (téléphone mobile ou radio-téléphone).

Je me conformerai aux prescriptions du code forestier qui me seront indiquées par les agents de l'office national des forêts, le cas échéant.

Fait àle.....

L'intéressé,

COMMUNE DE

Le soussigné, Maire de

Vu la demande présentée par M. domicilié à.....

tel :.....

Vu l'arrêté préfectoral du

enregistre la déclaration de M. dans le but de pratiquer des travaux de brûlage de végétaux sur pied (écobuage)

au lieu-dit appartenant à :

durant la période allant du au (10 jours maximum).

(facultatif en cas de commission locale d'écobuage)

Observations éventuelles du maire :.....

.....

.....

Copie de la présente déclaration sera adressée immédiatement par le maire, pour information :

- Si la commune est dotée d'une commission locale d'écobuage : au secrétariat de la commission
- Si la commune n'est pas dotée d'une commission locale d'écobuage :
 - à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie.
 - à M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours.
 - au service local de l'office national des forêts,
 - aux maires des communes limitrophes le cas échéant

Fait en mairie, le.....

Le Maire,

(signature et cachet)

Projet examiné par la commission locale d'écobuage le

Avis de la commission

.....

.....

.....

ANNEXE III

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement
de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne)

Fiche bilan « écobuage »

① IDENTIFICATION DU DECLARANT

Raison sociale :

Personne responsable du brûlage :

Adresse :

② IDENTIFICATION DE L'OPERATION

1) Localisation (joindre carte au 1/25000^{ème})

commune : lieu dit :

propriétaire du terrain ☐ état ☐ département ☐ commune ☐
particulier ☐

date du précédent brûlage exposition : N ☐ NE ☐ E ☐
SE ☐ S ☐ SO ☐
O ☐ NO ☐
Toutes ☐

2) Objectifs du projet :

☐ agricole ☐ pastoral ☐ paysager
☐ environnemental (faune, flore) ☐ sylvicole ☐ cynégétique
☐ sécurité (DFCI) ☐ expérimental ☐ autres

(préciser :

☐ ouverture ☐ entretien ☐ brûlage seul ☐ brûlage combiné { ☐ broyage
☐ pâturage
autre :

3) Description de la végétation :

Strates de végétation	% de recouvrement	Répartition Homogène ou Hétérogène	Espèces Dominantes
Hauteurs > à 1.50 m			
Hauteurs entre 0.50 et 1.50 m			
Hauteurs < à 0.50 m			

✓ Couverture morte au sol (litière)

Nature : ☐ feuilles ☐ aiguilles ☐ brindilles ☐ broyats
Epaisseur moyenne (en cm) :

✓ Rémanents :

☐ éparpillés ☐ tas ☐ andains ☐ arbres morts sur pied (devant être abattus préalablement)

Humidité au sol : ☐ détrempé ☐ humide
☐ moyen pliant ☐ plutôt sec (cassant) ☐ très sec (friable)

4)

Préparation du chantier et dispositifs de sécurité :

- ☐ Pare feu positionnement : (localiser sur carte)
 -Naturels ☐ piste ☐ rochers/éboulis ☐ - largeur : cours d'eau ☐
 pelouse ☐ muret ☐ neige ☐ autre ☐
 -Débroussaillage ☐ ☐ manuel réalisation : -nb d'heures-nb de personnes
☐ mécanique : -nb. d'heures-nb.de personnes
☐ autre
 -Bande brûlée ☐ - largeur :-réalisation : date :.....- nb.d'heure :-nb de personnes :
☐ Accès : - nb. : - Description : (localiser sur carte).....
☐ Points d'eau : - nb.:- Nature : (localiser sur carte).....
 Distance :
☐ Matériel de communication : ☐ tél.portable : n°.....
☐ radio téléphone
☐ autre :

5)

Conduite du chantier

- Date de réalisation : heure début..... heure fin
 Conditions météo : température mini :..... – maxi : vent :
 Composition de l'équipe ☐ éleveurs : - nb.....- noms :
☐ forestiers : - nb.....- noms :
☐ chasseurs : - nb.....- noms :
☐ autres :
 Matériel utilisé : ☐ torches – nb. :
☐ battes à feu : nb.
☐ seau – pompe : nb
☐ autre :.....
 Conduite : ☐ à contre vent ☐ descendant ☐ au vent ☐ montant
☐ courbes de niveau successives ☐ lignes simultanées dans la pente (râteau)
☐ lignes successives dans la pente ☐ périmétral
☐ par taches ☐ autre :
 Difficultés éventuelles : ☐ changement météo ☐ débordements ☐ appel pompier
 Surveillance : ☐ visite après extinction :heures après
 Intervention : ☐ oui ☐ non

6)

Evaluation :

→Efficacité :

strates	objectif (en %)	réalisation (en %)
Hauteurs > à 1.50 m		
Hauteurs entre 0.50 et 1.50 m		
Hauteurs < à 0.50 m		

→Croquis du chantier :

Indiquer par des flèches, les orientation ▶

Nord	Vent	Pente montante

ANNEXE IV

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne)

Cahier des charges des travaux d'incinérations dirigés

Les travaux de prévention des incendies de forêt effectués par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'office national des forêts (ONF) et les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), peuvent comprendre l'emploi du feu, en particulier l'incinération sous réserve du présent cahier des charges.

I. Définition (article R.321-34 du code forestier)

Pour l'application de l'article L 321-12 Il est entendu par incinération la destruction, par le feu, lorsqu'ils sont regroupés en tas ou en andains, des rémanents de coupe, branchages et bois morts dont le maintien est de nature à favoriser la propagations des incendies. Cette opération est conduite de façon planifiée et contrôlée sur un périmètre prédéfini, avec obligation de mise en sécurité vis à vis des personnes, des biens, des peuplements forestiers et des terrains limitrophes, conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

II. Respect de la législation

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'office national des forêts et les services départementaux d'incendie et de secours, appelés ci-après maître d'ouvrage, mettant en œuvre des incinérations, devront respecter les règles en vigueur, et spécialement les prescriptions du code forestier, du code rural et des arrêtés préfectoraux réglementant l'emploi du feu. Ils devront en particulier s'assurer, conformément à l'article R.321-38 du code forestier, que l'autorisation des propriétaires a été recueillie et que la procédure d'information a été appliquée. Ils devront également respecter les prescriptions ci-après.

III Assurance

Le maître d'ouvrage du chantier de brûlage dirigé ou son mandataire doit s'assurer que son contrat d'assurance responsabilité civile couvre les risques liés à ce type d'opération ou, la cas contraire, souscrire un contrat accident et incendie.

IV Formation

Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit confier la responsabilité du chantier d'incinération à une ou des personnes possédant une attestation de formation de responsable de travaux d'incinération délivrée par un établissement cité en annexe 4 de l'arrêté interministériel du 15 mars 2004.

V Etude préalable à la mise en œuvre d'incinérations

Toute opération d'incinération doit être préparée avec précision par le maître d'ouvrage ou son mandataire. Pour cela, il doit constituer un dossier en deux exemplaires qu'il transmet, l'un pour

information au maire de la commune concernée, l'autre pour déclaration à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF), au moins un mois avant la date présumée de démarrage de l'opération et comprenant les éléments suivants :

- 1. l'imprimé descriptif, joint en annexe VI, dûment renseigné,
- 2. une carte de situation du chantier sur un extrait de carte IGN au 1/10 000ème ou au 1/25 000ème,
- 3. un tableau du foncier des références cadastrales des terrains concernés par l'opération (n° de parcelle, propriétaire),
- 4. le présent cahier des charges lu et approuvé, et signé,
- 5. le cas échéant, la convention passée entre la maître d'ouvrage et son mandataire.

A réception du dossier, la DDAF dispose d'un délai de trois semaines pour viser la déclaration. Sans réponse, passé ce délai, le chantier ne sera soumis à aucune prescription complémentaire et pourra être mis en œuvre jusqu'au 15 juin.

La DDAF adressera une copie de la déclaration visée au maire, au SDIS et à la brigade de gendarmerie locale.

VI Dispositions opérationnelles

a) Information

Prévenir :

- le maire et la brigade de gendarmerie locale par télécopie ou appel téléphonique, la veille ou le matin de l'opération,
- le centre de traitement de l'alerte au SDIS, la veille et au moment de la mise à feu, en indiquant :
 - la commune concernée, le lieu-dit et les coordonnées UTM,
 - l'heure d'allumage et l'heure estimée de fin du chantier,
 - les modalités de communication (téléphone –numéro- ou réseau radio –fréquence, indicatif-)

Ces dispositions doivent être suivies pendant le chantier afin de s'assurer en permanence de son bon déroulement.

b) Suivi des conditions climatiques pendant l'opération

Prendre en compte les conditions climatiques avant la mise à feu et pendant le brûlage et s'assurer de leur conformité avec le volet dispositions opérationnelles de l'imprimé descriptif.

Noter tout changement météorologique important.

c) Mesures de sécurité

Etre en mesure d'effectuer sans délai une extinction du feu si nécessaire.

S'assurer à tout moment que les mesures de sécurité prévues ci-après puissent être mises en œuvre.

Le maître d'ouvrage ou le mandataire du brûlage dirigé devra tout mettre en œuvre pour rester maître de la situation quel que soit le déroulement du chantier. En particulier, il respectera les consignes suivantes :

- pouvoir être immédiatement en contact radio ou téléphonique avec le centre de traitement de l'appel (demande de renfort en cas d'accident ou accès aux serveur de Météo-France),
- opérer au minimum à deux personnes, quelle que soit la taille du chantier, dont au moins une formée aux techniques de l'incinération,
- doter l'équipe de moyens radio à raison d'au moins un poste par groupe de trois, équipés d'une fréquence propre au chantier,
- en fin d'opération, procéder à une inspection des tas ou des andains,
- assurer si nécessaire une surveillance postopératoire, aussi longue qu'un risque de reprise demeure.

Après les opérations, prévenir le centre de traitement de l'appel du SDIS :

- de la fin de la combustion,
- de la fin de la surveillance.

	A	A
	Lu et approuvé, le	Lu et approuvé, le
Signature du (1)	Maître d'ouvrage	Mandataire

(1) Rayer la mention inutile

ANNEXE V

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne)

Cahier des charges du brûlage dirigé

Les travaux de prévention des incendies de forêt effectués par l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'office national des forêts (ONF) et les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), peuvent comprendre l'emploi du feu, en particulier l'incinération sous réserve du présent cahier des charges.

I. Définition (article R.321-33 du code forestier)

Pour l'application de l'article L 321-12, il est entendu par brûlage dirigé la destruction, par le feu des herbes, broussailles, litières, rémanents de coupe, branchage, bois morts, sujets d'essence forestière ou autres, lorsqu'ils présentent de façon durable un caractère dominé et dépérissant, dont le maintien est de nature à favoriser la propagation des incendies. Cette opération est conduite de façon planifiée et contrôlée sur un périmètre prédéfini, avec obligation de mise en sécurité vis à vis des personnes, des biens, des peuplements forestiers et des terrains limitrophes, conformément aux dispositions du présent cahier des charges.

II. Respect de la législation

L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements ou leurs mandataires tels que l'office national des forêts (ONF) et les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), appelés ci-après maître d'ouvrage, mettant en œuvre un brûlage dirigé, devront respecter les règles en vigueur, et spécialement les prescriptions du code forestier, du code rural et de l'arrêté préfectoral réglementant l'emploi du feu. Ils devront en particulier s'assurer, conformément à l'article R 321-38 du code forestier, que l'autorisation des propriétaires a été recueillie et que la procédure d'information a été appliquée. Ils devront également respecter les consignes ci-après.

III Assurance

Le maître d'ouvrage du chantier de brûlage dirigé ou son mandataire doit s'assurer que son contrat d'assurance responsabilité civile couvre les risques liés à ce type d'opération ou, la cas contraire, souscrire un contrat accident et incendie.

IV Formation

Le maître d'ouvrage ou son mandataire doit confier la responsabilité du chantier d'incinération à une ou des personnes possédant une attestation de formation de responsable de travaux d'incinération délivrée par un établissement cité en annexe 3 de l'arrêté interministériel du 15 mars 2004.

V Etude préalable à la mise en œuvre d'un brûlage dirigé

Toute opération de brûlage dirigé doit être préparée avec précision par le maître d'ouvrage ou son mandataire. Pour cela, il doit constituer un dossier en deux exemplaires qu'il transmet, l'un pour

information au maire de la commune concernée, l'autre pour déclaration à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF), au moins un mois avant la date présumée de démarrage de l'opération et comprenant les éléments suivants :

- 1. l'imprimé descriptif, joint en annexe VI dûment renseigné,
- 2. une carte de situation du chantier sur un extrait de carte IGN au 1/10 000ème ou au 1/25 000ème,
- 3. un tableau du foncier des références cadastrales des terrains concernés par l'opération (n° de parcelle, propriétaire),
- 4. le présent cahier des charges lu et approuvé, et signé,
- 5. le cas échéant, la convention passée entre la maître d'ouvrage et son mandataire.

A réception du dossier, la DDAF dispose d'un délai de trois semaines pour instruire le dossier et valider l'opération. Sans réponse, passé ce délai, la validation sera réputée acquise et reste valable jusqu'au 15 juin.

La DDAF en adressera une copie au maire, au SDIS et à la brigade de Gendarmerie locale.

VI Dispositions opérationnelles

a) Information

Prévenir :

- le maire et la brigade de Gendarmerie locale par télécopie ou appel téléphonique, la veille ou le matin de l'opération,
- le centre de traitement de l'alerte du SDIS, la veille et au moment de la mise à feu, en indiquant :
 - la commune concernée, le lieu-dit et les coordonnées UTM,
 - l'heure d'allumage et l'heure estimée de fin du chantier,
 - les modalités de communication (téléphone –numéro- ou réseau radio –fréquence, indicatif-)

Ces dispositions doivent être suivies pendant le chantier afin de s'assurer en permanence de son bon déroulement.

b) Suivi des conditions climatiques pendant l'opération

Prendre en compte les conditions climatiques avant la mise à feu et pendant le brûlage et s'assurer de leur conformité avec le volet dispositions opérationnelles de l'imprimé descriptif.

Noter tout changement météorologique important.

c) Mesures de sécurité

Etre en mesure d'effectuer sans délai une extinction du feu si nécessaire.

S'assurer à tout moment que les mesures de sécurité prévues ci-après puissent être mises en œuvre.

Le maître d'ouvrage ou le mandataire du brûlage dirigé devra tout mettre en œuvre pour rester maître de la situation quel que soit le déroulement du chantier. En particulier, il respectera les consignes suivantes :

- pouvoir être immédiatement en contact radio ou téléphonique avec le centre de traitement de l'appel (demande de renfort en cas d'accident ou accès aux serveur de Météo-France),

- opérer au minimum à deux personnes, quelle que soit la taille du chantier, dont au moins une formée aux techniques de l'incinération,
- doter l'équipe de moyens radio à raison d'au moins un poste par groupe de trois, équipés d'une fréquence propre au chantier,
- en fin d'opération, procéder à une inspection des lisières,
- assurer si nécessaire une surveillance postopératoire, aussi longtemps qu'un risque de reprise demeure.

Après les opérations, prévenir le centre de traitement de l'appel du SDIS :

- de la fin de l'extinction,
- de la fin de la surveillance.

VI Evaluations

Avant le 01 Août, le maître d'ouvrage ou son mandataire fera l'évaluation des résultats obtenus en prenant pour support la fiche technique de type INRA « Evaluation » et en transmettra un exemplaire à la DDAF.

	A	A
	Lu et approuvé, le	Lu et approuvé, le
Signature du (1)	Maître d'ouvrage	Mandataire

(1) Rayer la mention inutile

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne)

Maître d'ouvrage (nom, adresse, téléphone, mel)* :

Mandataire (nom, adresse, téléphone, mel)* :

Responsable du chantier (nom, qualité, coordonnées, formation) :

Intitulé de l'opération :

1. Localisation (joindre carte au 1/10 000 ème ou 1/25 000 ème)

Commune(s) : Coordonnées DFCI :

Propriétaire du terrain : ☐ Etat ☐ Département ☐ Commune ☐ Autres (préciser) _____

☐ Autres (préciser).....

☐ Cynégétique ☐ Environnement ☐ Autres (préciser) _____

Type de chantier :

☐ Ouverture ☐ Entretien ☐ Autres(*décrire*).....

3. Description physique : Altitude maxi.....m

Topographie : ☐ Plat ☐ Sommet ☐ versant

Exposition :

Sol :

Surface totale du chantier (ha) : Nombre d'enceintes prévues :

4. Contraintes :

☐ Environnementales (faunes, flore, paysage) (*détailler*).....

☐ Expérimentales ☐ Pastorales ☐ Sécurité ☐ Sociologiques

☐ Sylvicoles ☐ Autres.....

5. Description de la végétation (opération de brûlage dirigé) :

5.1 Description succincte (plantations résineuses, taillis de chênes, lande arbustive, friche...)

.....

5.2 Strate arborée :

.....

5.3 Strate arbustive :

.....

5.4 Strate herbacée :

.....

5.5 Couverture morte au sol :

.....

5.6 Masse totale de combustible :

☐ Très faible ☐ Faible ☐ Moyenne ☐ Abondante

☐ Très abondante

6. Description des volumes à incinérer (opération d'incinération) :

.....

.....

.....

7. Projet d'entretien ultérieur :

☐ Brûlage dirigé ☐ Pastoral ☐ Mécanique ☐ Chimique ☐ Autre

.....

Fait le

Reçu pour validation à la Direction
Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
le

Signature du Maître d'ouvrage*
du mandataire*

Cachet

Certificat d'affichage en mairie reçu par
la DDAF le

Transmis au(x) maire(s) concerné(s)
Pour information et affichage en mairie,
le

Cachet

Cachet

N°
Validé par la DDAF, le
Pour la DDAF,

Signature et cachet

Nombre de pièces jointes :
Tableau des références cadastrales :
Plan cadastraux :
Cartes IGN :

* Rayer la mention inutile

ANNEXE VII

(à l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 portant règlement
de l'emploi du feu dans le département de la Haute-Garonne et relative aux articles 1, 4, 5, 6, 8, 9)

**Réglementation applicable dans les « zones exposées » qui
comprennent les bois, forêts, plantations, reboisements et landes ainsi
que tous les terrains situés à moins de 200m.**

Propriétaires ou ayants-droit	Vent >40 km/h Tout emploi du feu et jet d'objet en combustion	Interdit du 1er janvier au 31 décembre		
	Brûlage des végétaux coupés	Autorisé du 1er janvier au 14 juin si vent < 40km/h	Interdit du 15 juin au 15 septembre	Autorisé du 16 septembre au 31 décembre si vent <40 km/h
	Brûlage des végétaux sur pied (écobuage)	Autorisé avec déclaration en mairie du 1er janvier au 14 juin	Interdit du 15 juin au 15 septembre	Autorisé avec déclaration en mairie du 16 septembre au 31 décembre
	Barbecues, méchouis	Autorisé du 1er janvier au 14 juin	Interdit du 15 juin au 15 septembre	Autorisé du 16 septembre au 31 décembre
Public Autres usagers	Tout emploi du feu et jet d'objet en combustion	Interdit du 1er janvier au 31 décembre		

Le dispositif ci-dessus ne s'étend pas aux habitations, à leur dépendances, ainsi qu'aux chantiers, ateliers et usines sous réserve de l'observation des prescriptions édictées par l'autorité publique et des dispositions relatives aux obligations de débroussaillage.

Réglementation applicable dans tout le département

Propriétaires ou ayants- droit	Brûlage des résidus de cultures (chaumes)	Interdit du 1er janvier au 31 décembre
--------------------------------------	---	--



PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

**Direction Départementale
de l'Agriculture et de la Forêt**

Service environnement, eau, forêt

ARRETE PREFECTORAL

Portant approbation du plan départemental de protection des forêts contre l'incendie

- - - - -

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code forestier et notamment les articles L. 321-1 à L. 323-2, R. 321-1 à R. 322-9,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code pénal,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L.2215-1,

Vu le décret du 19 octobre 1950 classant les forêts constituant le massif de Bouconne comme particulièrement exposées aux incendies,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu l'avis favorable de la sous-commission de sécurité contre les risques d'incendie de forêt et de landes, lors de sa séance du 18 mai 2006,

Considérant les informations données aux maires dans le cadre des réunions des 30 juin et 03 juillet 2006 à l'occasion desquelles aucune remarque n'a été présentée,

Considérant qu'aucune observation n'a été présentée dans le cadre des consultations effectuées,

Considérant les objectifs de diminution du nombre d'éclosions de feux de forêts et des superficies brûlées ainsi que la prévention des conséquences des incendies sur les personnes, les biens, les activités économiques et sociales et les milieux naturels assignés au plans départementaux de protection des forêts contre l'incendie,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

ARRETE

Article 1 : Approbation

Le plan départemental de protection des forêts contre l'incendie (PDPFCI) de la Haute-Garonne est approuvé pour la période 2007-2013.

Le plan est tenu à la disposition du public dans les services suivants :

- Préfecture de la Haute-Garonne – Cabinet – Service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile.
- Sous-préfecture de Muret
- Sous-préfecture de Saint-Gaudens

Il peut également être consulté sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante : www.haute-garonne.pref.gouv.fr

Article 2 : Suivi

La sous commission de sécurité « feux de forêts et de lande » est chargée veiller à la mise en œuvre des actions du PDPFCI. Elle se réunit au moins une fois par an.

Article 3 : Modification et renouvellement

Le plan peut être modifié avant la fin de sa validité selon la même procédure que son approbation.

A la fin de sa période de validité un nouveau plan est élaboré.

Article 4 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne et fera l'objet d'une insertion dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de la Haute-Garonne. Il sera également affiché dans les mairies du département pendant deux mois.

Article 5 : Exécution

le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,
le directeur de cabinet du préfet,
les sous-préfets de Muret et de Saint-Gaudens,
Mmes et MM les Maires des communes concernées du département,
le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
le commandant du groupement de gendarmerie,
le directeur départemental de la sécurité publique,
le directeur d'agence de l'office national des forêts de la Haute-Garonne,
le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulouse, le 25 septembre 2006

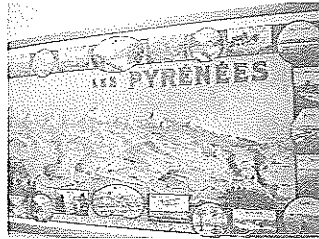
Signé Le Préfet, André Viau



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Plan départemental de protection des forêts contre les incendies



VALIDE PAR LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
DE FORÊTS ET DE LANDES LE 18 MAI 2006

APPROUVE PAR ARRÊTÉ PREFECTORAL DU 25 SEPTEMBRE 2006

Sommaire

Introduction.....	5
Contexte réglementaire	6
Contenu du plan	7
Méthode d'élaboration	8
Rapport de présentation	10
Caractéristiques du département.....	11
<i>Relief et hydrographie.....</i>	<i>11</i>
<i>Climat.....</i>	<i>11</i>
<i>Météorologie</i>	<i>12</i>
<i>Massifs boisés</i>	<i>13</i>
<i>L'érosion des sols</i>	<i>14</i>
<i>Enjeux environnementaux.....</i>	<i>15</i>
<i>Agriculture.....</i>	<i>17</i>
Bilan des incendies et de leurs principales causes	20
<i>Bilan global et évolution</i>	<i>20</i>
<i>Évolution au cours de mois, des jours et des heures</i>	<i>25</i>
<i>Les plus grands incendies du département</i>	<i>30</i>
<i>Les principales causes</i>	<i>30</i>
<i>Conditions météorologiques.....</i>	<i>31</i>
<i>Conclusion</i>	<i>34</i>
Bilan des actions et stratégies	35
<i>Rappels des conclusions du plan de 2001</i>	<i>35</i>
<i>Actions réalisées</i>	<i>36</i>
Document d'orientation	39
Cartographie des risques.....	40
<i>Cartographie de l'aléa</i>	<i>40</i>
<i>Cartographie des enjeux.....</i>	<i>45</i>
<i>Délimitation des massifs à risque.....</i>	<i>58</i>
Priorités par massif	64
Modalités de débroussaillage	67
Doctrines départementales	69
Emploi du feu.....	70
Fiches actions et indicateurs de suivi	71
<i>Action 1. Information et sensibilisation des publics</i>	<i>73</i>
<i>Action 2. Constitution d'une équipe « brûlage dirigé »</i>	<i>75</i>
<i>Action 3. Accompagnement des écobuages.....</i>	<i>76</i>
<i>Action 4. Amélioration de la connaissance des causes.....</i>	<i>77</i>
<i>Action 5. Amélioration et coordination des dispositifs de surveillance.....</i>	<i>78</i>
<i>Action 6. Amélioration de la prévision et de la connaissance du risque incendie.....</i>	<i>79</i>
<i>Action 7. Mise en place de plans de massif prioritaires (accès et eau).....</i>	<i>80</i>
<i>Action 8. Application de l'obligation de débroussailler</i>	<i>81</i>
<i>Action 9. Prise en compte du risque d'incendie dans l'urbanisme.....</i>	<i>83</i>
<i>Action 10. Mise à jour des documents d'information préventive.....</i>	<i>84</i>
<i>Action 11. Cartographie des points d'éclosion et des contours de feux</i>	<i>85</i>
<i>Action 12. Formation des maires</i>	<i>86</i>
<i>Action 13. Programmation des actions et suivi du plan</i>	<i>87</i>

Documents graphiques.....	88
Cartographie des massifs classés à risque d'incendie	89
Carte des aménagements et équipements préventifs	90
Cartographie des zones à débroussailler	91
Annexes.....	92
Glossaire.....	93
Documents consultés	93
Adresses utiles	94

Liste des illustrations

Liste des tableaux	
Tableau 1 : liste des réunions du comité de pilotage.....	8
Tableau 2 : surface du territoire par couverture et utilisation du sol (Inventaire Forestier National, 2000)	13
Tableau 3 : répartition des surfaces boisées par région forestière départementale.....	14
Tableau 4 : Surfaces concernées par les aléas des différents types d'enjeux écologiques recensés par la DIREN.....	15
Tableau 5 : liste des 17 feux de plus de 100 ha éclos depuis 1923	30
Tableau 6 : Niveaux de danger de l'IFM en Haute-Garonne et valeurs de l'IFM associées.....	31
Tableau 7 : niveaux de danger, cellule 37, années 2000-2005.....	32
Tableau 8 : niveaux de danger, cellule 39, années 2000-2005.....	32
Tableau 9 : Les niveaux de danger par mois, cellule 37 (S= Sévère, TS=Très Sévère, E=Exceptionnel).....	33
Tableau 10 : Les niveaux de danger par mois, cellule 39 (S= Sévère, TS=Très Sévère, E=Exceptionnel).....	33
Tableau 11 : synthèse par cellule des nombres moyens annuels de jour à risque élevé.....	33
Tableau 12 : mesures pour améliorer la défense de la forêt contre les incendies (Plan de protection des forêts contre les incendies, 1999-2001)	35
Tableau 13 : composantes de l'aléa.....	40
Tableau 14 : croisement de l'aléa historique et de l'aléa potentiel, donnant l'aléa global.....	41
Tableau 15 : aléa potentiel et nombre de logements individuels.....	49
Tableau 16 : aléa global et nombre de logements individuels.....	49
Tableau 18 : liste des massifs classés à risque et principales informations.....	63
Liste des cartes	
Carte 1 : Carte des pentes les plus fortes (supérieures à 30%)	15
Carte 2 : enjeux environnementaux et massifs classés à risque.....	16
Carte 3 : évolution du nombre d'exploitations agricoles entre l'année 1988 et 2000	18
Carte 4 : évolution de la Surface Agricole Utile (SAU) entre les années 1988 et 2000 ..	19
Carte 5 : nombre total de feux par commune (1992-2005).....	22
Carte 6 : surface totale brûlée par commune depuis 1992.....	23
Carte 7 : feux d'hiver et de printemps.....	28
Carte 8 : feux d'été	29
Carte 9 : carte de l'aléa potentiel.....	42
Carte 10 : carte de l'aléa historique.....	43
Carte 11 : carte de l'aléa global.....	44

Carte 12 : taux d'évolution de la population entre deux recensements de l'INSEE (1975 – 1999).....	46
Carte 13 : évolution du nombre de constructions individuelles entre 1995 et 2004	47
Carte 14 : variations du nombre de logements individuels, entre les périodes 1995-1999 et 2000-2004.....	48
Carte 15 : aléa potentiel et nombre de logements individuels	50
Carte 16 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes d'aléa global faible.....	51
Carte 17 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes d'aléa global moyen	52
Carte 18 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes d'aléa global élevé.....	53
Carte 19 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes d'aléa potentiel élevé.....	54
Carte 20 : État des documents d'urbanisme au 1er janvier 2006.....	55
Carte 21 : carte des massifs à risque listés par la sous-commission départementale de sécurité contre le risque incendie feux de forêt	59
Carte 22 : massifs de plus de 100 ha (hors ripisylve) et de plus de 500 ha	61
Carte 23 : massifs (en rouge) classés à risque	62
Carte 24 : Carte des terrains exposés au sud	69

Liste des figures

Figure 1 : évolution de la surface brûlée au cours de la période 1924-2005.....	20
Figure 2 : évolution du nombre de feux de forêts et de la surface brûlée au cours de la période 1992-2005.....	21
Figure 3 : part des feux de lande / forêt depuis 1992	24
Figure 4 : répartition des feux de lande et de forêt depuis 1992	24
Figure 5 : nombre de feux de lande, forêt ou mixte	25
Figure 6 : nombre de feux et surface brûlée chaque mois	26
Figure 7 : nombre de feux et surface brûlée chaque jour de la semaine.....	26
Figure 8 : nombre de feux et surface brûlée chaque heure.....	27

Introduction

Contexte réglementaire

Un plan départemental de protection des forêts contre l'incendie réalisé par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF), porte sur la période 1999-2001.

Une révision complète s'avère nécessaire du fait de l'évolution des techniques et des textes, notamment :

- ♦ la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR),
- ♦ le règlement communautaire 308/97, venu prendre la suite du règlement 2158/92, relatif aux aides de la CEE,
- ♦ la loi n°2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, modifiant l'article L. 321-6 du code forestier et instaurant, dans les régions Aquitaine, Corse, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et dans les départements de l'Ardèche et de la Drôme un plan départemental ou, le cas échéant, régional de protection des forêts contre les incendies, élaboré par le représentant de l'État et définissant des priorités par massif forestier
- ♦ le décret n°2002-679 du 29 avril 2002 relatif à la défense et à la lutte contre l'incendie et modifiant le code forestier,
- ♦ la circulaire DGFAR/SDFB/C2004-5007 du 26 mars 2004 relative aux plans de protection des forêts contre les incendies (PPFCI).

Contenu du plan

Conformément au décret n°2002-679 du 29 avril 2002 relatif à la défense et à la lutte contre l'incendie et modifiant le code forestier, le plan de protection des forêts contre les incendies est composé des 3 pièces suivantes :

- ♦ le rapport de présentation,
- ♦ le document d'orientation,
- ♦ les documents graphiques.

Le rapport de présentation comporte (Art. R.* 321-17 du code forestier) :

- ♦ un bilan descriptif des incendies intervenus depuis au moins les sept dernières années ainsi qu'une analyse de leurs principales causes,
- ♦ un diagnostic de la situation établissant un bilan complet des actions conduites au cours de la période 1987-2003. Ce diagnostic comporte une évaluation de la stratégie en matière de prévention et de prévision, en cohérence avec celle de la lutte.

Le document d'orientation est composé de 13 Fiches Actions précisant pour la durée du plan (Art. R.* 321-18) :

- ♦ les objectifs prioritaires à atteindre en matière de diminution des causes principales de feux, ainsi qu'en matière d'amélioration des systèmes de prévention, de surveillance et de lutte,
- ♦ la description des actions envisagées pour atteindre les objectifs,
- ♦ la nature des opérations de débroussaillage,
- ♦ les territoires sur lesquels des PPR doivent être prioritairement élaborés,
- ♦ les structures ou organismes associés à la mise en œuvre des actions, ainsi que les modalités de leur coordination,
- ♦ les critères ou indicateurs nécessaires au suivi de la mise en œuvre du plan et à son évaluation.

Selon l'article R.* 321-19 du code forestier, **les documents graphiques** :

- ♦ délimitent, par massif forestier, les territoires exposés à un risque d'incendie fort, moyen ou faible, ainsi que les territoires qui génèrent un tel risque,
- ♦ indiquent les aménagements et équipements préventifs existants, ceux dont la création ou la modification est déjà programmée ainsi que ceux qui sont susceptibles d'être créés,
- ♦ identifient également, en application de l'article L. 322-3, les zones qui sont situées à moins de deux cents mètres de terrains en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations et reboisements,
- ♦ localisent les territoires sur lesquels des plans de prévention des risques naturels prévisibles mentionnés à l'article L. 322-4-1 doivent être prioritairement élaborés.

Méthode d'élaboration

Ces documents ont été élaborés de la manière suivante :

- ♦ ils s'appuient sur les documents antérieurs (plan de protection antérieur, étude régionale d'aléa), ainsi que sur d'autres documents de cadrage (Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques,...) dont la liste figure en annexe,
- ♦ ils résultent de travaux réalisés à la fois par un prestataire extérieur et par les groupes de travail thématiques constitués des personnels des différents services concernés, en particulier pour les « fiches-actions »,
- ♦ ils ont été validés par les membres de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêt et landes, le 18 mai 2006.

Un groupe de pilotage spécifique a été formé pour assurer le suivi technique de ce travail. Il était constitué des membres de la sous-commission feux de forêt de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité et d'invités :

- ♦ le Conseil Général de la Haute-Garonne,
- ♦ Réseaux de Transport Électrique (RTE),
- ♦ Électricité de France (EDF),
- ♦ Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF),
- ♦ Autoroutes du Sud de la France (ASF),
- ♦ UMINATE,
- ♦ Nature Comminges,
- ♦ Inspection Académique.

Les réunions du comité de pilotage se sont déroulées aux dates suivantes (Tableau 1) :

Tableau 1 : liste des réunions du comité de pilotage

Date	Objet de la réunion
10 octobre 2005	Rappel des textes réglementaires Choix méthodologiques et bilan des données disponibles
16 décembre 2005	Premiers résultats Esquisses du rapport de présentation et des documents cartographiques Propositions d'orientation Formation des premiers groupes de travail
14 mars 2006	Synthèse des réunions des groupes de travail Présentation du document d'orientation
18 mai 2006	Validation du plan départemental de protection des forêts contre l'incendie Avis sur le projet d'arrêté préfectoral « débroussaillage »

3 réunions de groupes de travail se sont tenues, après décision du comité de pilotage du 16 décembre 2006 :

« **Débroussaillage** », réuni le 25 janvier 2006, à 10h30, salle Pyrénées de la Préfecture de Haute-Garonne avec pour participants :

M. ALEXANDRIAN (MTDA),	M. D'AVEZAC (MTDA),	Mme REYMOND (DDSP),
Mme CHAIX (DDAF),	M. FERNANDEZ (Maire de	M. SOTTIL (DDAF),
M. CONSTANSOU (CG 31 DVI),	Cierp-Gaud),	M. THERET (SDIS),
M. CONSTANTIN (ONF),	M. LUKOWICZ (SDIS),	Mme TOURNIE (DADRE 31),
M. COPPEY (SNCF),	M. MIQUEL (RTE),	M. ZINGARETTI (EDF).

Ce groupe de travail devait préparer la rédaction de l'arrêté préfectoral en définissant le débroussaillage, ses modalités et les largeurs à débroussailler le long des linéaires d'infrastructure.

« **Urbanisme et incendie** », réuni le 26 janvier 2006, à 9h30, salle Comminges de la Préfecture de Haute-Garonne avec pour participants :

Mme CHAIX (DDAF),	Mme MATHIEU-SUBIAS (DDE SRS),
M. D'AVEZAC (MTDA),	M. PULS (DIREN),
M. GOMEZ (Police Nationale),	M. SOTTIL (DDAF),
M. LUKOWICZ (SDIS),	Mme. ROUX (UNIMATE).

« **Information et communication** », réuni le 26 janvier 2006, à 14h00, salle Comminges de la Préfecture de Haute-Garonne avec pour participants :

M. ALEXANDRIAN (MTDA),	M. LUKOWICZ (SDIS),
Cap BOURGUIGNON (GENDARMERIE 31),	M. SOTTIL (DDAF),
Mme CHAIX (DDAF),	M. THERET (SDIS),
M. D'AVEZAC (MTDA),	Mme VERCHERE (INSPECTION
M. FAUCHER (CRPF),	ACADEMIQUE).

Rapport de présentation

Caractéristiques du département

Relief et hydrographie

Le département de Haute-Garonne s'étire le long de la vallée de la Garonne sur près de 160 kilomètres, entre la Mer Méditerranée et l'Océan Atlantique. Les altitudes varient de 100 mètres au nord à 3222 mètres (Pic de Perdiguère). Le département se divise en 3 régions :

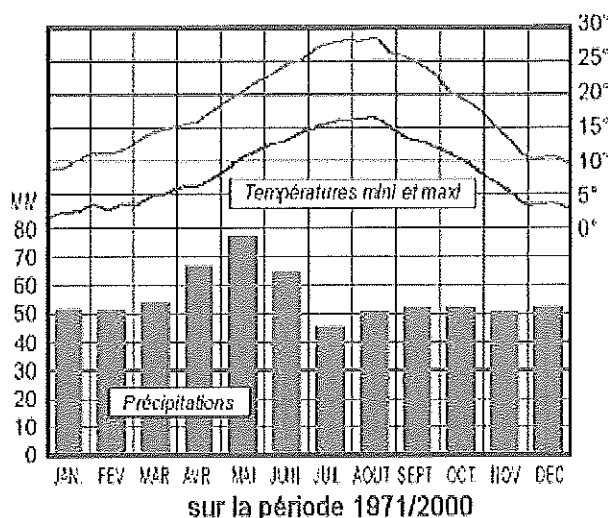
- ♦ Plaines alluviales, collines et coteaux. Ils constituent 80 % du territoire et s'articulent autour des principaux cours d'eau : la Garonne et deux de ses affluents (l'Ariège et le Tarn).
- ♦ Bordure sous-pyrénéenne. Cette zone d'avant-monts de faible altitude (800 m) couvre 9 % de la surface. Les formations géologiques sont principalement des calcaires du crétacé.
- ♦ Massif Pyrénéen. Cette zone couvre 11 % de la surface. Les formations géologiques y sont pour l'essentiel d'âge primaire, à base de calcaires ou schistes plus ou moins métamorphisés, de gneiss et de granite. Elles sont bordées au nord de formations secondaires (calcaires, grès, marnes, dolomies). Les vallées délimitent des reliefs fréquemment glaciaires et très escarpés.

Climat

On distingue trois « types » de climats :

- ♦ dans les régions des plaines alluviales, collines et coteaux, le climat est aquitain continental. Il est dominé par les vents d'ouest et caractérisé par des hivers doux et humides, des étés chauds et secs, perturbés par de violents orages ;
- ♦ en bordure Sous-Pyrénéenne, il s'agit d'un climat de transition plus océanique. Les influences méridionales persistent et sont localement accentuées par l'aridité édaphique de certains versants exposés au sud ;
- ♦ dans les montagnes Pyrénéennes, le climat est montagnard avec des précipitations abondantes toute l'année (maximum au printemps et à l'automne) et un enneigement notable. Des « microclimats » existent, liés à des expositions sud ou d'abri et sur des roches calcaires.

Normales de températures et de précipitations
à Toulouse-Blagnac



Météorologie

■ Températures

La température moyenne annuelle est de 12 à 13 °C aux altitudes inférieures à 300 mètres. La température moyenne du mois le plus froid (janvier) est de 4 °C à 5°C, celle des mois les plus chauds (juillet et août) de 20 °C à 21 °C.

Les fortes chaleurs d'été atteignent des valeurs parfois considérables (40.2°C en août 1947, 39.6°C enregistrés à la station météorologique de Toulouse-Blagnac le 10 août 2003) avec une forte variation interannuelle.

La variabilité des températures est forte, en fonction des modifications assez brusques de la direction des vents. Dans les Pyrénées, l'effet de Foehn (assèchement et réchauffement des masses d'air après franchissement d'un massif montagneux) provoque des hausses spectaculaires de températures.

■ Précipitations

La hauteur annuelle des précipitations est proche de la moyenne nationale, de 600 mm à 700 mm en plaine et jusqu'à 1500 mm dans la Haute-Chaine. Cependant, la variabilité interannuelle est supérieure à celle de la plupart des autres régions françaises (378 mm à Toulouse- Blagnac en 1967, 882 mm en 1974).

La pluviosité est faible en vallée de la Garonne à l'aval de Boussens.

Le relief augmente nettement le total des précipitations sur les reliefs : abords pyrénéens, sur le plateau de Lannemezan et en bordure de la Montagne Noire.

En montagne, une grande partie des précipitations tombe sous forme de neige (environ 50 jours/an dans les localités les plus hautes du Luchonnais), contre 5 jours/an entre décembre et février dans les plaines et coteaux.

Il faut noter la fréquence des orages (25 jours/an) à basse altitude.

■ Vents

Les vents dominants de secteur Ouest à Nord-Ouest soufflent en toutes saisons et s'accompagnent d'averses.

Toutefois, les vents de secteur Est (Auran), sont fréquents. Ces vents desséchants ont une influence nette sur les bilans hydriques durant la saison de végétation.

Le vent d'Auran est particulièrement intense au nord-est du département dans le Lauragais, ainsi que dans la vallée de la Garonne, à proximité de Toulouse. Il s'atténue progressivement vers le nord-ouest, et en amont de la vallée de la Garonne vers Cazères pour disparaître aux abords des Petites Pyrénées.

En montagne, le vent est modéré dans les vallées (sauf situations de vent de Sud localisé). Les vents chauds et desséchants du sud, en toutes saisons, sont extrêmement dangereux au regard du feu.

En altitude, les vents de secteur Ouest sont dominants et souvent forts.

Massifs boisés

Les données de l'Inventaire Forestier National (IFN), synthétisées dans le Tableau 2 indiquent que la Haute-Garonne est un département à dominante agricole, les forêts en couvrant à peine le 5^{ème} de la surface. Ces forêts se concentrent majoritairement dans le massif pyrénéen.

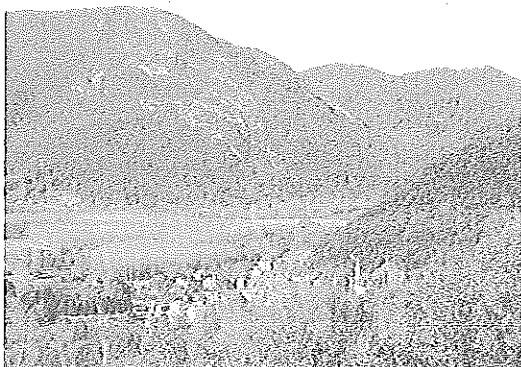


Tableau 2 : surface du territoire par couverture et utilisation du sol
(Inventaire Forestier National, 2000)

Couverture - utilisation du sol	Surface (en ha)	% de la surface
Forêt de production	116320	18
Autre forêt	9080	1
Lande	17710	3
Peupleraie	1340	0
Agricole	407130	64
Sans production végétale	77840	12
Eau	6330	1
Total :	635750	100

Forêts et landes formant la couverture potentiellement combustible du département, elles ne représentent que 22 % de la surface du territoire.

Selon les données de l'IFN, 70% des forêts (86 820 ha) appartiennent à des propriétaires privés, contre 20% et 10% étant respectivement communaux et domaniaux. Les terrains privés sont donc légèrement inférieurs en surface par rapport aux moyennes nationale (74 %) ou régionale (82%).



Le Tableau 3 présente la répartition des surfaces boisées du département par région forestière. Ces chiffres confirment la localisation de la majorité des forêts dans la partie montagneuse du département.

Tableau 3 : répartition des surfaces boisées par région forestière départementale

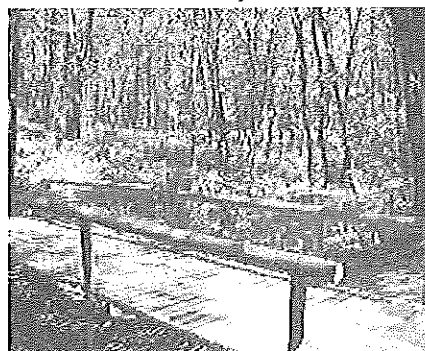
Région forestière	% de la surface boisée du département
VALLEES DE LA GARONNE ET AFFLUENTS	11.5
COTEAUX DE MONCLAR	1.1
LAURAGAIS	8.9
VOLVESTRE	5.6
COTEAUX DE LOMAGNE	2.5
COTEAUX DU BAS-COMMINGS	9.9
LANNEMEZAN ET COTEAUX ANNEXES	8.5
PRE- ET PETITES PYRENEES	19.9
FRONT PYRENEEN	26.1
HAUTE CHAINE	5.9
Total	100

L'espèce dominante est à 40 % le chêne, en formation de type futaie et taillis, suivi du hêtre dont les futaies représentent 10 % des surfaces de peuplements. Les feuillus sont donc largement majoritaires : ils représentent plus de 75% des types de peuplements présents sur le département.

Les massifs boisés et landes sont susceptibles de représenter divers enjeux :

- ♦ Des enjeux économiques, liés à l'exploitation des bois. Ces enjeux se situent essentiellement dans la partie pyrénéenne, ses piémonts.
- ♦ Des enjeux de protection vis-à-vis de l'érosion des sols et des crues torrentielles ;
- ♦ Des enjeux environnementaux regroupant des aspects paysagers, patrimoniaux et touristiques.

Deux types d'enjeux ont fait l'objet d'approche plus approfondie grâce aux éléments fournis par les différents partenaires : l'érosion des sols et les enjeux environnementaux « patrimoniaux ».



L'érosion des sols

L'analyse des secteurs susceptibles de subir une érosion des sols doit se baser sur les types de sols existants. Cette information n'étant pas disponible à l'échelle du département, une simple carte des pentes supérieures à 30 % a été produite à titre indicatif. En effet, même si la pente n'est pas le facteur prépondérant, elle accentue les phénomènes d'érosion.

Carte 1 : Carte des pentes les plus fortes (supérieures à 30%)

Enjeux environnementaux

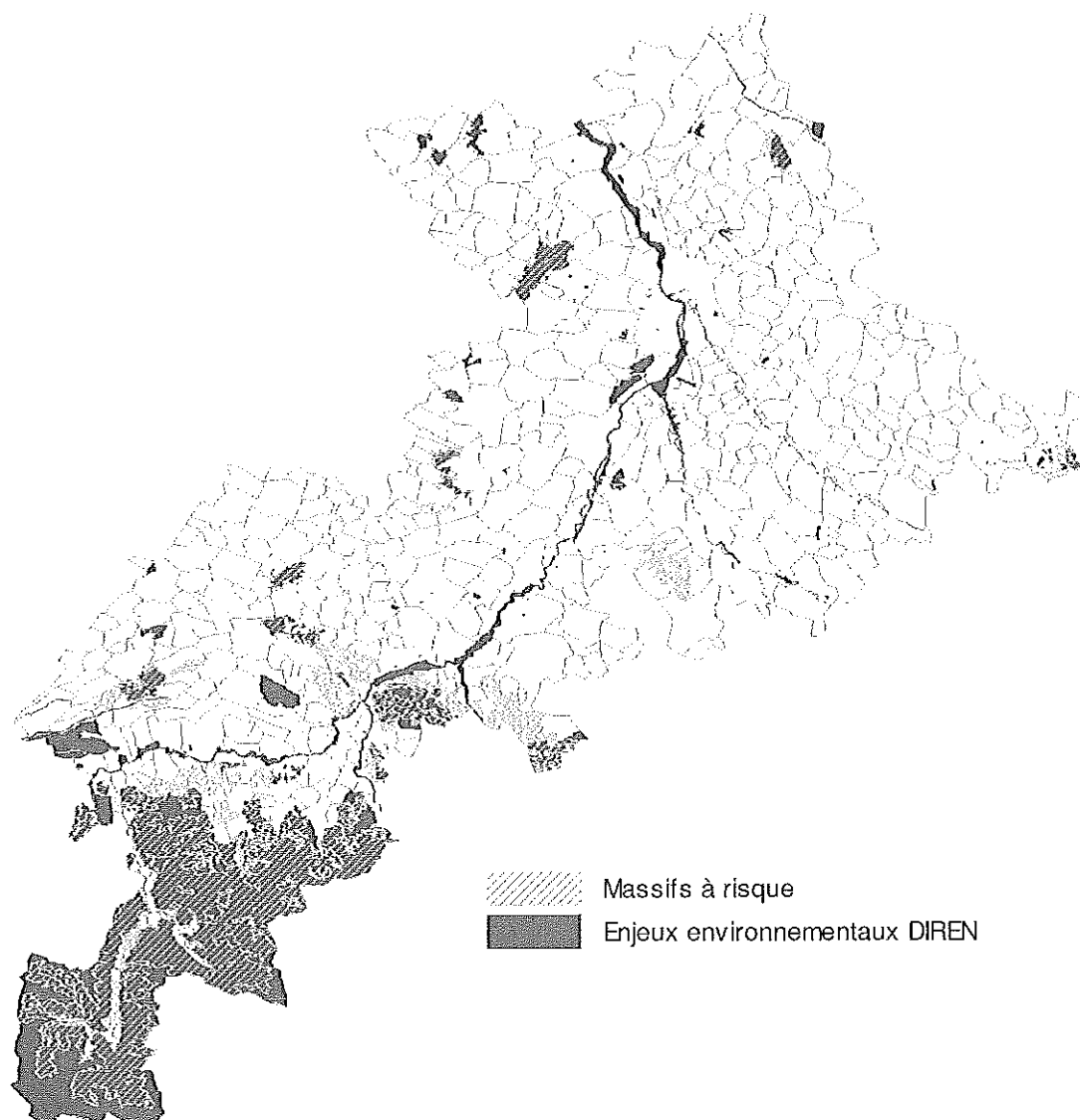
Le Tableau 4 synthétise les surfaces des différents types d'enjeux répertoriés par la DIREN, concernés par les aléas communaux. Le tableau indique également le pourcentage des surfaces de ces enjeux qui se trouvent sur les massifs retenus comme à risque dans le cadre de ce plan (cf Délimitation des massifs à risque, page 58).

Tableau 4 : Surfaces concernées par les aléas des différents types d'enjeux écologiques recensés par la DIREN

Type d'enjeux	Surface sur le département (ha)	Surface en aléa nul (ha)	Surface en aléa faible (ha)	Surface en aléa moyen (ha)	Surface en aléa élevé (ha)	Surface dans les massifs classés à risque (en ha et %)
Znieff type 1	70 087	9 005	27 117	23 229	10 736	41 035 (59%)
Znieff type 2	84 368	5 168	32 426	34 688	12 086	52 056 (62%)
ZPS	0	0	0	0	0	0
ZICO	21 765	1 922	9 351	1 310	9 182	10 841 (50%)
SIC	41 639	3 513	16 405	10 976	10 745	24 007 (58%)
RNV	63	63	0	0	0	0
PNR	0	0	0	0	0	0

APB	2 644	2 641	3	0	0	0
RN	0	0	0	0	0	0
PN	0	0	0	0	0	0
SC	3 751	556	2 929	266	0	606 (16%)
SI	11 080	595	4 503	1 433	4 549	5 383 (49%)
TOTAL	235 397	23 463	92 734	71 902	47 298	133 928 (57%)

Carte 2 : enjeux environnementaux et massifs classés à risque



Agriculture

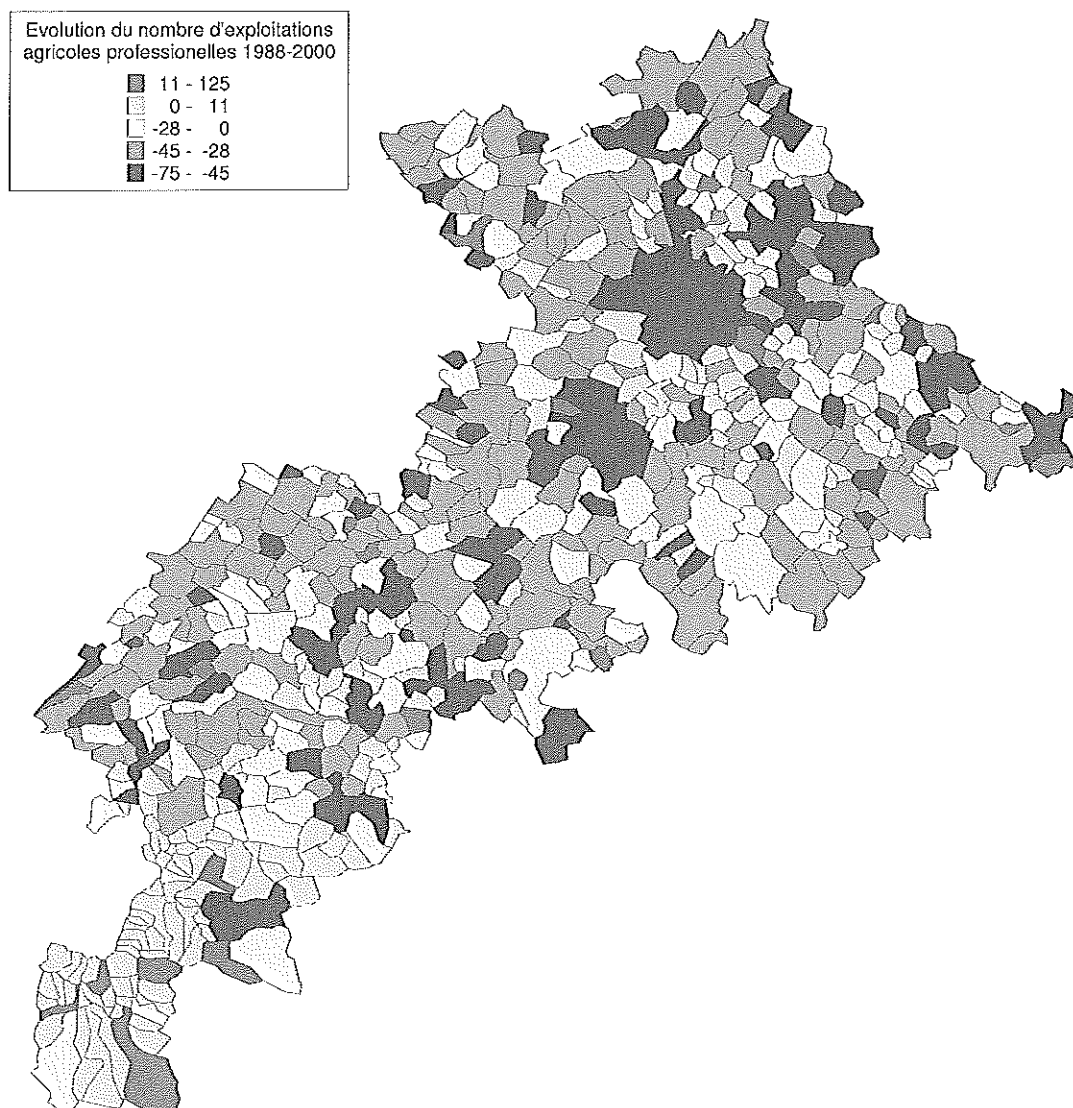
La Carte 3 représente l'évolution du nombre d'exploitations agricoles entre les années 1988 et 2000. Le secteur pyrénéen concentre une majeure partie des nouvelles exploitations agricoles, le reste se répartissant dans la grande périphérie de l'agglomération toulousaine et au nord-est de St Gaudens.

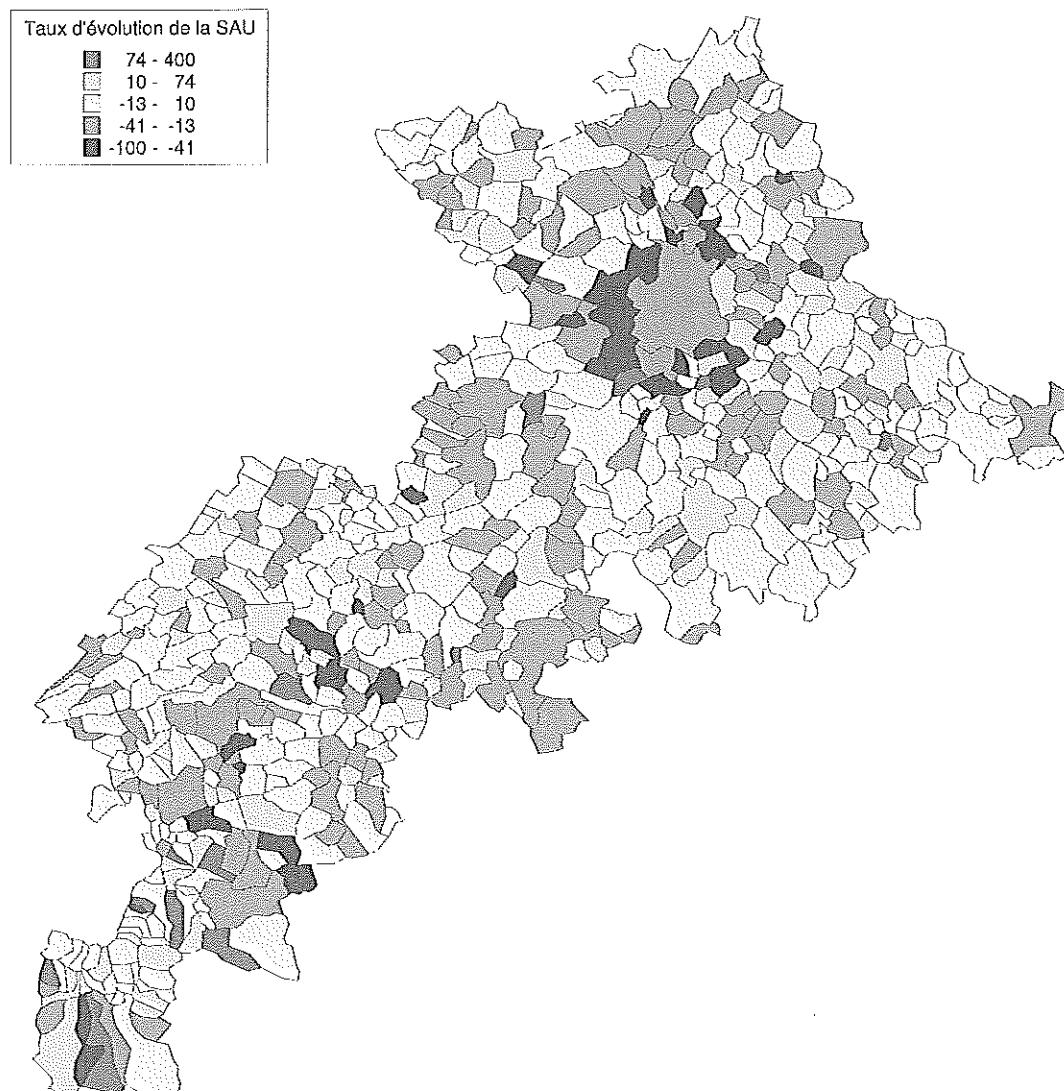


La Carte 4 représente l'évolution de la Surface Agricole Utile dans la même période. Cette dernière est beaucoup plus diffuse sur le département. L'ouest toulousain ressort par l'importance relative de la diminution de sa SAU et son étendue sur plusieurs communes. D'autres secteurs ressortent également pour la diminution de leur SAU mais dans une moindre mesure : Boutx, St Gaudens, Volvestre, Rieumes, St Jory.

L'agriculture sur le département semble se recentrer sur 2 secteurs. La problématique agricole est à prendre en compte selon deux constats :

- La déprise agricole conduit globalement à l'enfrichement des terrains. L'augmentation de la combustibilité qui en découle peut participer à l'augmentation de l'aléa feux de forêt. Toutefois, deux situations sont à considérer :
 - dans les secteurs à forte pression urbaine (métropole toulousaine), ces terrains peuvent évoluer en terrains constructibles. La combustibilité des terrains diminue par conséquent mais le risque d'éclosion, qui est en grande majorité corrélé à l'activité humaine, augmente ;
 - dans les secteurs plus accidentés ou faisant l'objet d'une pression urbaine moins forte, c'est la combustibilité, avec l'apparition de friches, qui va augmenter de manière significative.
- La pratique d'écobuage, lorsqu'elle n'est pas maîtrisée et contrôlée est responsable de nombreux départs de feux.

Carte 3 : évolution du nombre d'exploitations agricoles entre l'année 1988 et 2000

Carte 4 : évolution de la Surface Agricole Utile (SAU) entre les années 1988 et 2000

Bilan des incendies et de leurs principales causes

Bilan global et évolution

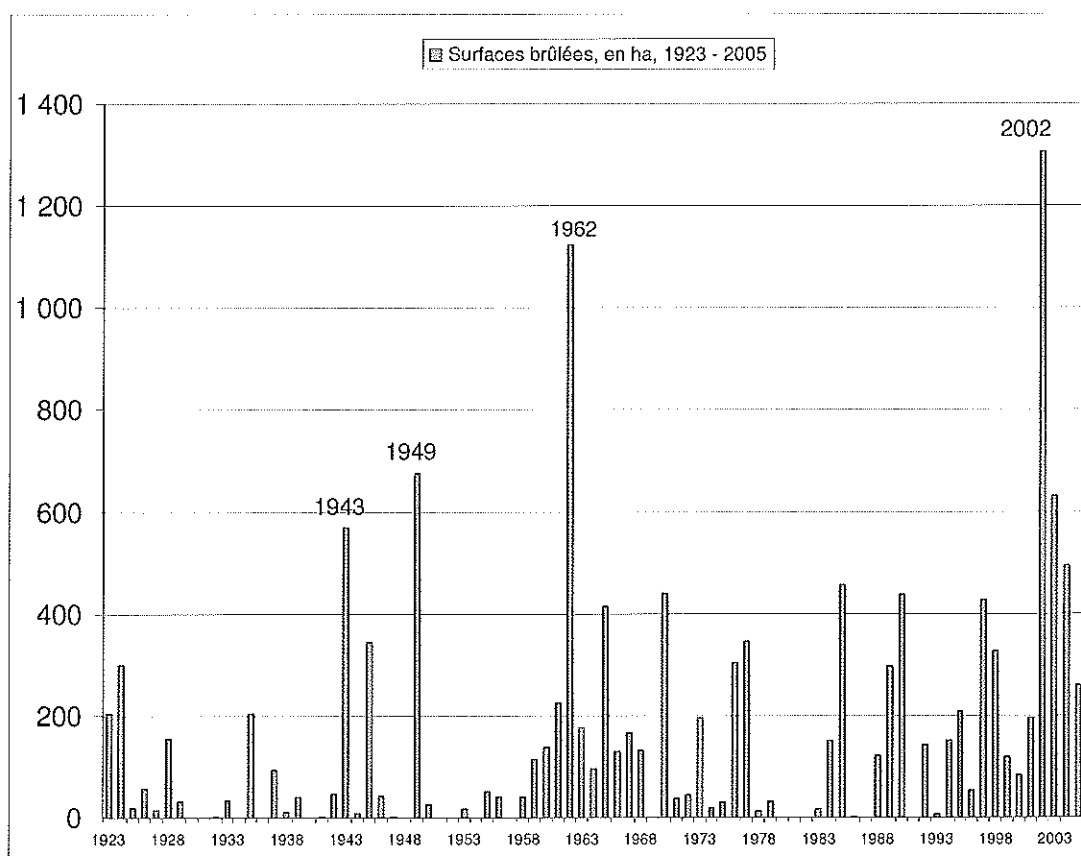
Il est possible de dresser un bilan fiable sur une période de 14 ans, grâce aux statistiques tenues par le SDIS et la DDAF : 852 feux ont parcouru 4396 ha au cours de la période 1992-2005, soit une moyenne de :

- ♦ 61 feux par an,
- ♦ 314 ha brûlés par an,
- ♦ 5,1 ha brûlés par feu.

Il convient de souligner la surface moyenne par feu faible.

Les archives ont permis de retracer un historique des surfaces brûlées depuis 1924. Toutefois, les données recueillies sont incomplètes, certaines années pouvant manquer.

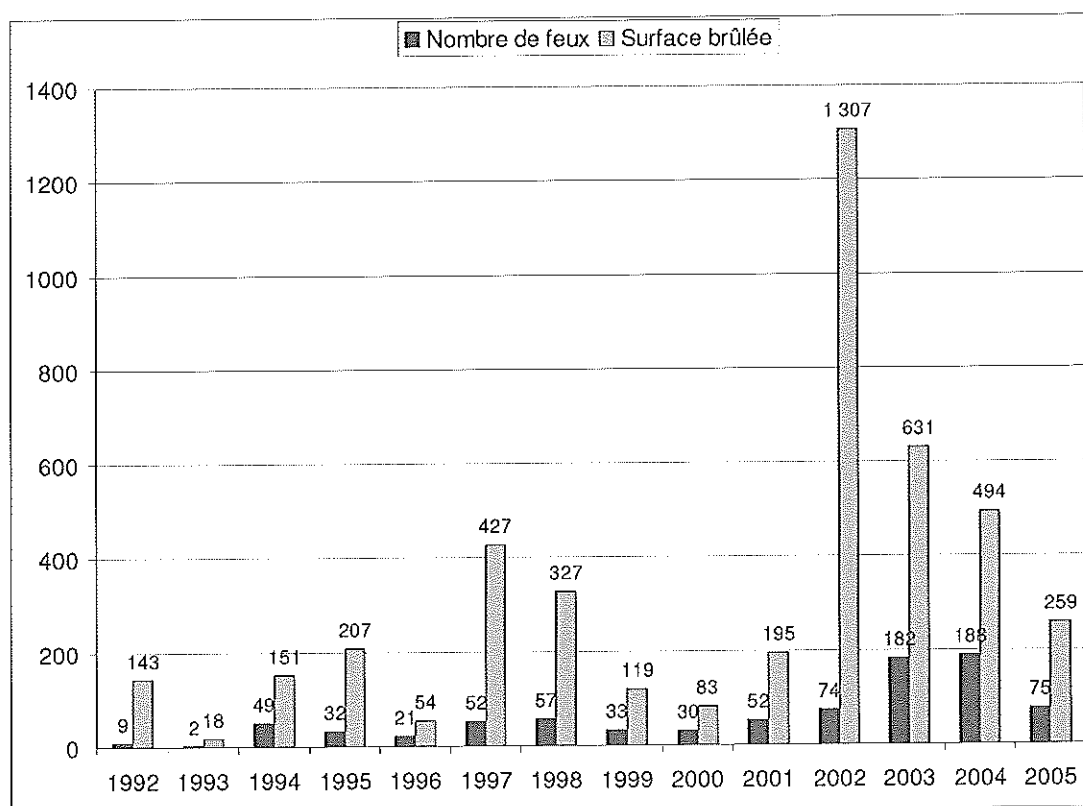
Figure 1 : évolution de la surface brûlée au cours de la période 1924-2005



La Figure 1 montre une périodicité de grands feux de quelques centaines d'hectares : années 1949, 1962 et 2002. Malgré les progrès en matière de prévention et de lutte, ce type d'évènement possède une probabilité élevée de se reproduire au cours des prochaines années, compte tenu de l'ensemble des facteurs potentiellement aggravants pouvant se conjuguer (fréquentation touristique, urbanisation en forêt, déprise agricole, changement climatique,...).

En dehors des ces années « exceptionnelles », la surface moyenne brûlée par an est de 138 ha.

Figure 2 : évolution du nombre de feux de forêts et de la surface brûlée au cours de la période 1992-2005



La Figure 2 montre une opposition de deux phases :

- ♦ Période 1992-2001. Les surfaces et nombres de feux sont inférieurs de moitié aux moyennes de la période 2002 – 2005 (33 feux et 171 ha brûlés, en moyenne par an), malgré deux années plus marquantes (1997 et 1998).
- ♦ Période 2002-2005. Une nette augmentation du nombre de feux entre 2003 et 2004 est visible (conséquence de la sécheresse ?). L'année 2005 serait-elle un retour « à la normale » ? Les 4 années totalisent 61 % de la surface brûlée depuis 1992 et 60% du nombre de feux.

L'année 2002 semble être une année exceptionnelle pour ce qui est des surfaces, le nombre de feux étant proche du nombre moyen annuel : 3 feux de la fin janvier – début février totalisent à eux seuls 58% des surfaces (Cazaux-Layrisse, 230 ha le 30 janvier ; Argut-Dessous, 200 ha et Fos, 332 ha le 2 février).

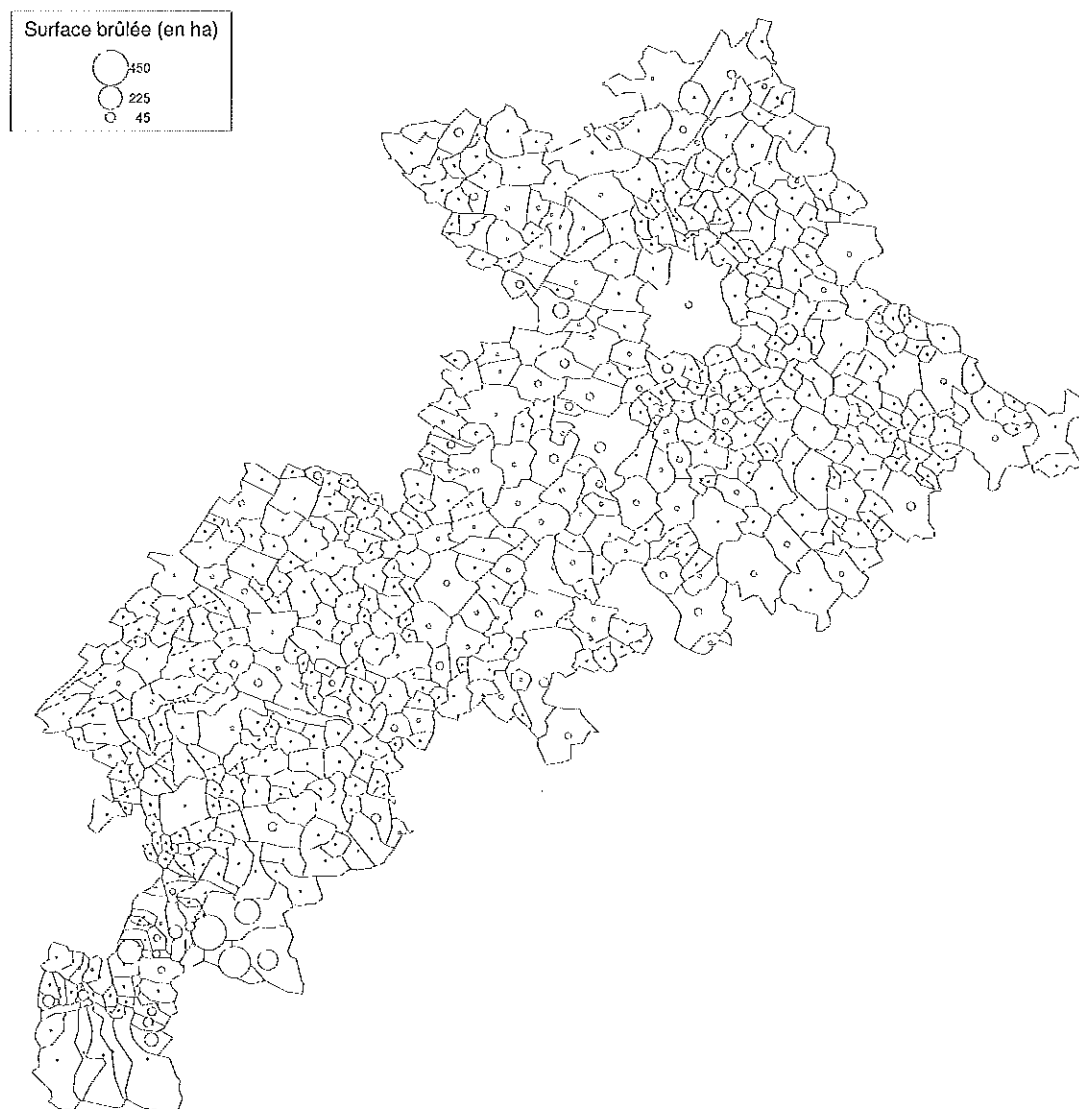
La Carte 5 localise les départs de feux des 14 dernières années par commune (précision maximale actuelle de repérage). Deux secteurs semblent plus sujets aux départs de feux : le sud-ouest toulousain et le secteur de Melles, Argut, Boutx.

Carte 5 : nombre total de feux par commune (1992-2005)



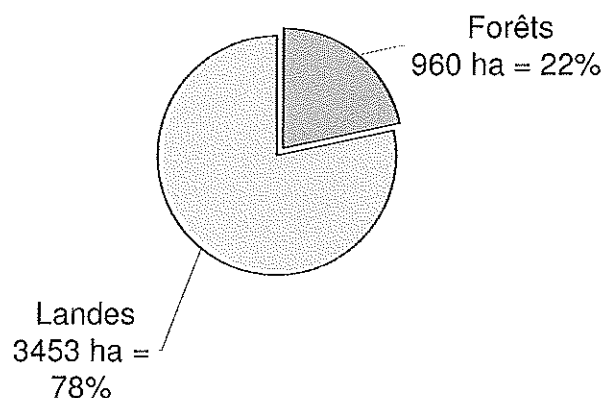
La Carte 6 comptabilise la surface totale brûlée par commune au cours des 14 dernières années. On retrouve la même tendance que dans la carte précédente (secteur du sud-ouest toulousain et le secteur de Melles, Argut...). Toutefois, la partie sud du département cumule la majeure partie des surfaces ; les 5 communes de Boutx, Argut, Melles, Fos et Saint Bât cumulent 1302 ha (1/4 de la surface brûlée) et 53 feux.

Carte 6 : surface totale brûlée par commune depuis 1992



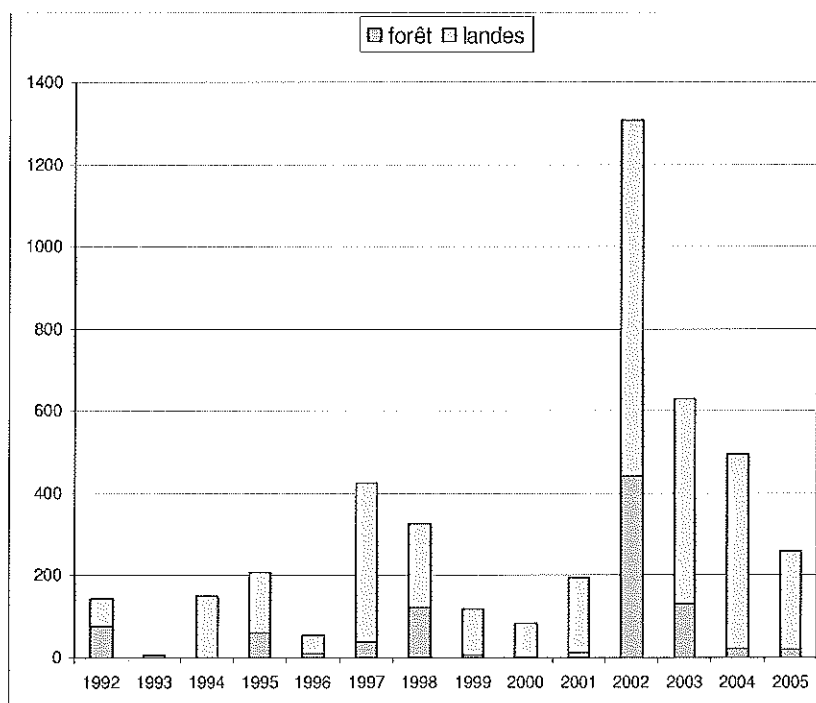
En pratique, la part des feux de landes est largement majoritaire en Haute-Garonne, comme dans une grande partie de la région Midi-Pyrénées où elle représente 80 % des surfaces. La Figure 3 présente le poids des feux de lande et de forêt dans le total des surfaces brûlées depuis 1992, grâce au distinguo fait dans les statistiques du SCEES (Service Central des Enquêtes et Études Statistiques).

Figure 3 : part des feux de lande / forêt depuis 1992



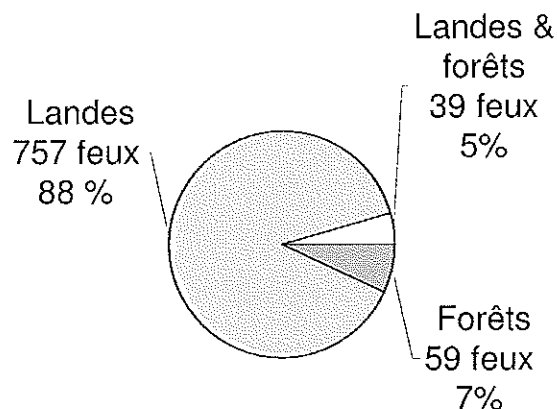
La Figure 4 reprend les surfaces totales brûlées entre 1992 et 2005 en distinguant les surfaces dues à des feux de landes de celles dues à des feux de forêt.

Figure 4 : répartition des feux de lande et de forêt depuis 1992



La Figure 5 présente la part des feux de lande, de forêt ou mixte (feux ayant touchés des landes et des forêts).

Figure 5 : nombre de feux de lande, forêt ou mixte

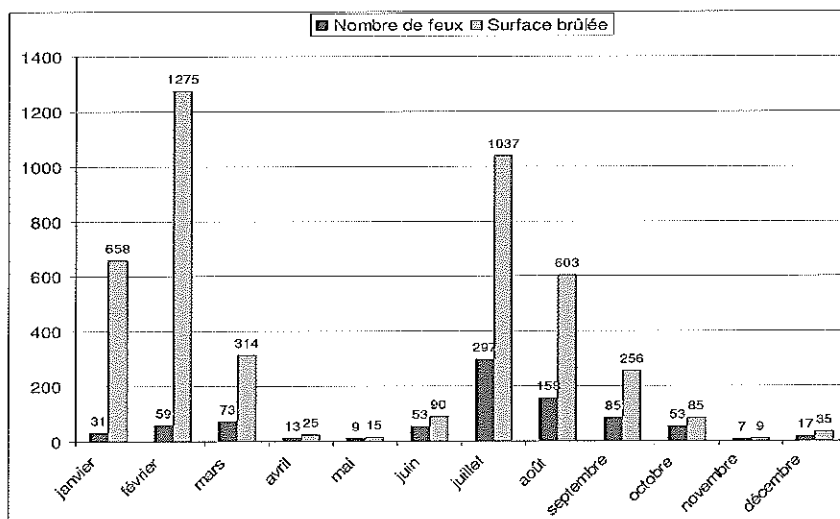


Évolution au cours des mois, des jours et des heures

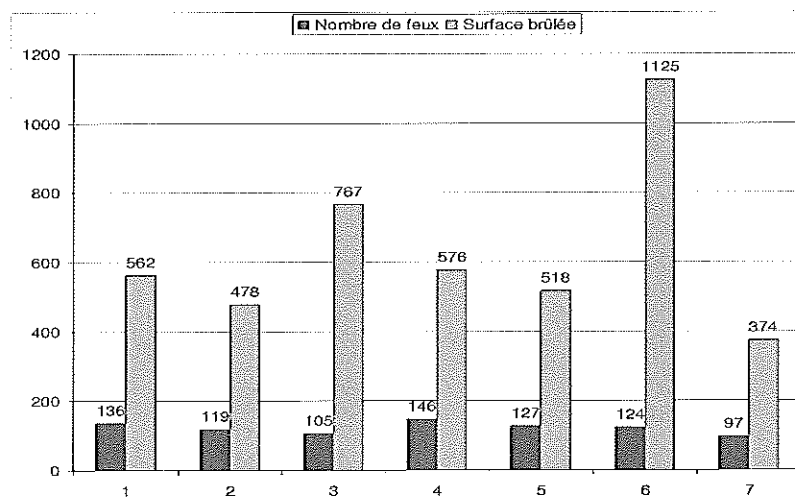
Cette analyse de données permet de mettre en évidence les périodes les plus dangereuses.

Au cours des 14 dernières années, le nombre de feux présente deux pics légèrement marqués : période de janvier à mars et période de juin à septembre. Ce constat se retrouve à l'analyse des surfaces brûlées (Figure 6).

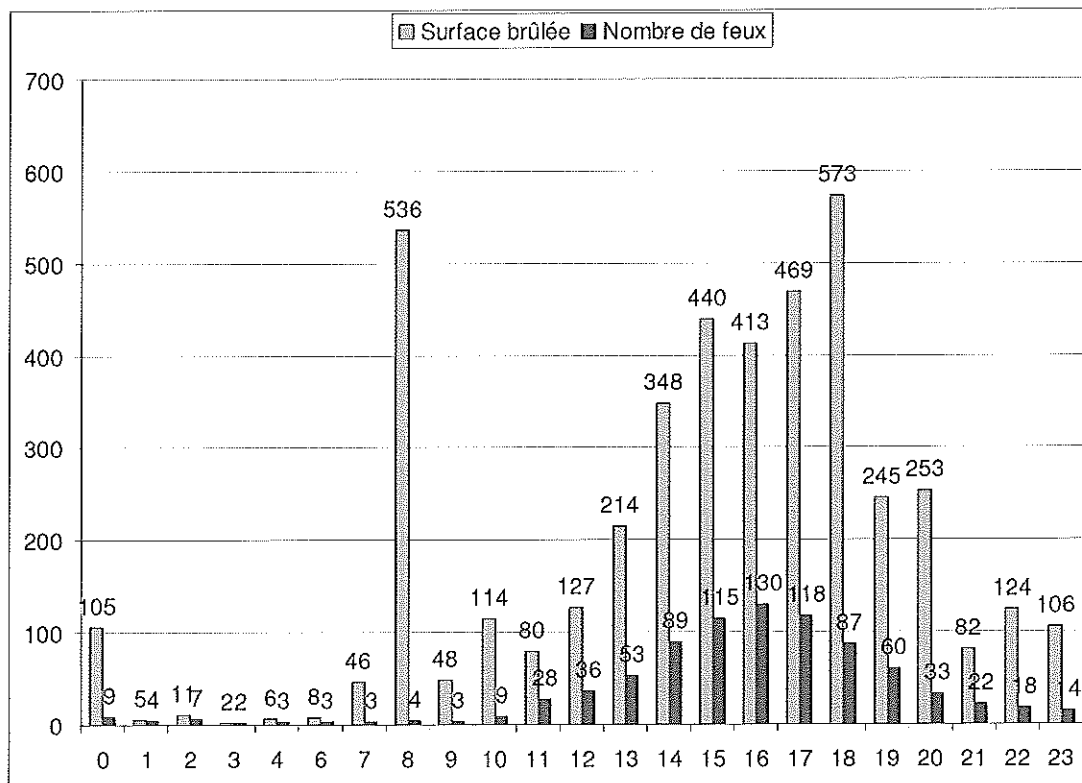
La période d'été présente un plus grand nombre de feux. La répartition des surfaces brûlées quant à elle est équilibrée.

Figure 6 : nombre de feux et surface brûlée chaque mois

La Figure 7 ne révèle pas de différence significative entre les jours de la semaine, le pic de surface brûlée observé le samedi n'étant dû qu'à un très faible nombre de feux (3 feux totalisent 630 ha).

Figure 7 : nombre de feux et surface brûlée chaque jour de la semaine

La Figure 8 montre au contraire un pic très net, à la fois du nombre de feux et de la surface brûlée, en milieu d'après midi, où il y a concomitance entre conditions météo défavorables (faible hygrométrie) et activités potentiellement pyrogènes.

Figure 8 : nombre de feux et surface brûlée chaque heure

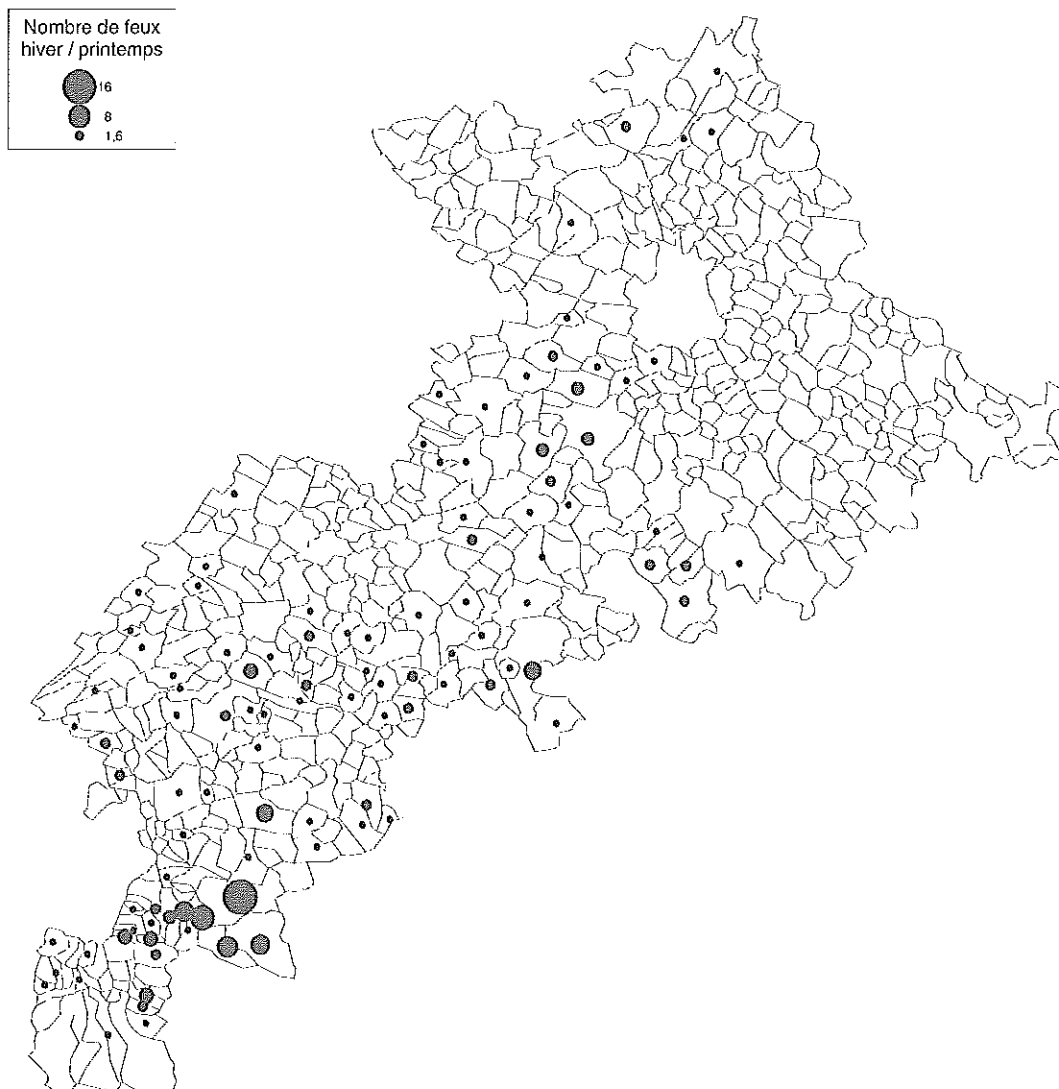
Les statistiques précédentes regroupent à la fois les feux de forêt et les feux de landes. Ils font tous deux l'objet de l'analyse du présent plan, car :

- ♦ ils sont considérés de manière équivalente par les textes du code forestier,
- ♦ ils mobilisent les secours de la même manière,
- ♦ lors des plus grands sinistres, ils peuvent se transformer de feux de landes en feux de forêts, en fonction de la disposition des massifs forestiers et de l'imbrication des types de végétation.

Enfin :

- ♦ les feux d'hiver et de printemps, déclarés entre janvier et avril, représentent 2300 ha.
- ♦ les feux d'été, période allant de juin à septembre, représentent quant à eux environ 2000 ha, soit environ le même poids dans les surfaces brûlées depuis 1992 que les feux de début d'année.

La Carte 7 et la Carte 8 illustrent pour l'ensemble du département, le nombre de feux d'hiver/printemps et de feux d'été par commune. Ces figures mettent clairement en évidence une typologie de feux : feux d'hiver/printemps dans les piémonts pyrénéens, feux d'été davantage dans la plaine, à proximité des agglomérations.

Carte 7 : feux d'hiver et de printemps

Carte 8 : feux d'été



Les plus grands incendies du département

Une liste, non exhaustive, des feux de surface supérieure à 100 ha figure dans le Tableau 5.

Tableau 5 : liste des 17 feux de plus de 100 ha éclos depuis 1923

Année	Date	Commune / Massif	Surface (ha)
1923	13 août	Bouconne	205
1924	13 mars	Bouconne	224
1943	4 avril	Buzet	310
1945	18 avril	Bouconne	278
1949	28 mars	Bouconne	385
1949	28 mars	Lévignac (Bouconne ?)	124
1962	20 septembre	Buzet	700
1963	14 mars	Cier-de-Luchon	110
1965	27 mars	Fronsac	140
1970	26 novembre	Fos	140
1973	24 novembre	Fronsac	121
1977	1 ^{er} mars	Oo	106
1984	21 avril	Boulx	110
1990	18 février	Saint-Mamet	120
2002	30 janvier	Argut-Dessous	332
2002	2 février	Fos	200
2002	2 février	Cazaux-Layrisse	230

D'après les archives consultées, quelques grands incendies ressortent sur les massifs de Bouconne et de Buzet qui ont brûlé en quasi-totalité par le passé : entre août 1918 et août 1923 pour environ 75 % du massif de Bouconne, et 700 ha du massif de Buzet l'année 1962. Les feux sont apparus majoritairement durant les mois de mars et avril.

A la suite des grands feux de la fin des années 40 qui l'ont affecté, le massif de Bouconne a été classé comme massif particulièrement exposé aux incendies (art. L321-1 du code forestier) par décret du 16 octobre 1950.

Enfin, les archives rapportent 48 feux ayant parcouru des surfaces supérieures à 50 ha. Ces feux se répartissent essentiellement sur 2 secteurs : massif de Bouconne et massif pyrénéen.

Les principales causes

Pour la période de 1992-2005, sur les 856 feux recensés, **87 % des feux sont de nature inconnue**. Dans les données transmises au SCEES, seulement 61 origines ont été saisies sur les 106 feux dont la nature est renseignée et connue, soit 57%.

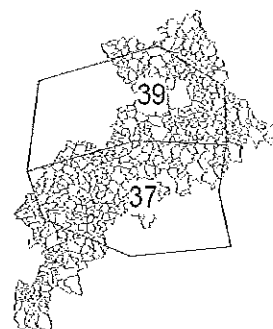
Ces proportions empêchent de faire toute statistique sur les causes de feux et d'en définir les principales.

On notera, toutefois, que parmi les feux de cause connue, la majorité est de nature accidentelle ou due à une négligence. 50% de ces accidents ou négligences a pour origine des feux ou des travaux agricoles.

Pour une action de prévention en profondeur, il est nécessaire que l'amélioration de la connaissance des causes soit l'un des objectifs du plan.

Conditions météorologiques

L'indice de danger météorologique retenu par Météo-France est l'Indice Forêt Météo (IFM) canadien. La référence quotidienne retenue est la valeur la plus forte de l'indice entre 12 et 15h UTC, soit entre 14 et 17heures légales (pour la période 15 juin - 30 septembre de chaque année). Les services de Météo France ont actuellement découpé la Haute-Garonne en deux cellules de zonage météorologique : la cellule n°37 correspond à une partie de la moitié sud du



département, la cellule n°39 correspondant à la partie nord du département.

Figure 9 : Cellules de zonage

Un découpage (cellules RADOME) plus précis a été expérimenté dans les Landes et en Gironde. Il donnera, à partir de l'été 2006, 14 cellules sur le département et donc une information météorologique beaucoup plus précise. Il n'a pas pu être utilisé à la date d'élaboration du présent plan. L'analyse effectuée ci-dessous se base sur les informations disponibles pour les deux cellules 37 et 39.

Pour chacune d'entre elles, Météo France calcule un IFM normalisé, prenant les valeurs allant de 0 à 20. Le Tableau 6 présente les 6 niveaux de danger correspondant.

Tableau 6 : Niveaux de danger de l'IFM en Haute-Garonne et valeurs de l'IFM associées

Niveau de danger (couleur associée)	Valeurs de l'IFM	Description du niveau de danger
Faible (bleu)	0 à 5	La zone est peu sensible au feu. L'éclosion d'un feu est improbable
Léger (vert)	6 à 10	La zone est légèrement sensible au feu. En cas de feu la vitesse de propagation est faible
Modéré (jaune)	11 à 15	La sensibilité au feu de la zone augmente. La vitesse de propagation reste modérée
Sévère (orange)	16 et 17	La zone est sensible au feu. Le feu pourrait se propager avec une vitesse élevée.
Très sévère (rouge)	18 et 19	La zone est très sensible au feu. Le danger d'éclosion est fort. La vitesse de propagation restera élevée
Exceptionnel (noir)	20	La zone est extrêmement sensible au feu. Le danger d'éclosion et la vitesse de propagation sont extrêmes

Les données de l'IFM ont été fournies par Météo France depuis le mois de juin 2000, pour les deux cellules. Elles ont permis de réaliser l'approche qui suit.

Toutefois, comme il est énoncé plus haut, le **zonage des cellules ne couvre pas l'ensemble du département** notamment la partie pyrénéenne qui est le théâtre des plus grands feux. Même si des tendances se dégagent, l'analyse ci-dessous doit être replacée dans son contexte : les feux d'hiver qui se déroulent en majorité dans les Pyrénées représentent près de la moitié des surfaces brûlées depuis 1992. La corrélation entre les valeurs de l'IFM et ces feux ne pourra donc pas être établie.

Le Tableau 7 présente le nombre de jours, par année, où un niveau de danger sévère, très sévère ou exceptionnel a été déclaré pour la cellule 37 (partie sud du département).

Tableau 7 : niveaux de danger, cellule 37, années 2000-2005

Année	Danger			
	Sévère	Très sévère	Exceptionnel	Total
2000	14	3		17
2001	37	9	1	47
2002	16	5		21
2003	46	19	8	73
2004	30	15	1	46
2005	31	20	1	52
Total	174	71	11	256

Le Tableau 8 présente le nombre de jours et par année où un niveau de danger sévère, très sévère ou exceptionnel a été déclaré pour la cellule 39 (partie nord du département).

Tableau 8 : niveaux de danger, cellule 39, années 2000-2005

Année	Danger			
	Sévère	Très sévère	Exceptionnel	Total
2000	8			8
2001	9	3		12
2002	8	5	1	14
2003	48	15	5	68
2004	16	5		21
2005	30	14		44
Total	119	42	6	167

Le Tableau 9 et le Tableau 10 présentent, respectivement pour les cellules 37 et 39, les mois pour lesquels ces niveaux de danger apparaissent.

Tableau 9 : Les niveaux de danger par mois, cellule 37 (S= Sévère, TS=Très Sévère, E=Exceptionnel)

Mois	Danger			Total
	S	TS	E	
Janvier	1			1
Février	1	1		2
Mars	12	3	1	16
Avril	10	1		11
Mai	20	3		23
Juin	30	8		38
Juillet	34	32	5	71
Août	24	17	5	46
Septembre	33	3		36
Octobre	3	1		4
Novembre	5	2		7
Décembre	1			1
Total	174	71	11	256

Tableau 10 : Les niveaux de danger par mois, cellule 39 (S= Sévère, TS=Très Sévère, E=Exceptionnel)

Mois	Danger			Total
	S	TS	E	
Janvier				
Février	3			3
Mars	13	4	1	18
Avril	20	4	1	25
Mai	17	9	1	27
Juin	13	2	1	16
Juillet	19	10	1	30
Août	16	7	1	24
Septembre	9	5		14
Octobre	3	1		4
Novembre	4			4
Décembre	2			2
Total	119	42	6	167

Sur les années pour lesquelles l'IFM a été fourni, le **Tableau 11** récapitule pour les deux cellules, le nombre moyen annuel de journées pour les différents niveaux de risque.

Tableau 11 : synthèse par cellule des nombres moyens annuels de jour à risque élevé

Cellule	Nombre moyen annuel de jour à risque		
	Sévère	Très sévère	Exceptionnel
37	29	12	2
39	20	7	1

Si les deux cellules présentent des ordres de grandeurs similaires, le **Tableau 9** et le **Tableau 10** confirment des disparités mensuelles entre le nord du département (cellule 39) et le sud (cellule 37).

Dans la cellule 37, les périodes sont plus contrastées : la période dangereuse couvre les mois de mai à septembre, avec un maximum en juillet. Les transitions entre les deux périodes sont nettement marquées.

Dans la cellule 39, le contraste entre période « dangereuse » et période « normale » est moins prononcé, la période dangereuse s'étalant de mars à septembre, avec :

- un pic identique en juillet bien que moins élevé que pour la cellule 37 ;
- des mois de mars et septembre à valeurs moyennes, faisant transition entre les deux périodes.

Conclusion

Le bilan des feux peut être résumé de la manière suivante :

- ♦ chaque année, il y a en moyenne 61 feux qui détruisent 314 ha (5,1 ha en moyenne par feu),
- ♦ les grands feux (de plusieurs centaines d'hectares) sont périodiques : on en a recensé 19 en 80 ans,
- ♦ les 4 dernières années (2002-2005) totalisent 61 % de la surface brûlée depuis 1992 et 60% du nombre de feux,
- ♦ deux secteurs concentrent les départs de feux : le sud-ouest toulousain et le secteur de Melles, Argut, Boutx ; la partie sud du département (massif pyrénéen) cumule la majeure partie des surfaces brûlées,
- ♦ il y a 2 saisons de feux : l'hiver (essentiellement dans les Pyrénées) et l'été (Sud-Ouest de Toulouse),
- ♦ les feux se déclarent en grande majorité l'après midi, avec un pic du nombre de feux à 16 heures,
- ♦ il n'y a pas de jour privilégié pour les éclosions des feux,
- ♦ les statistiques ne permettent pas de mettre en évidence un type de cause particulier (87% de causes inconnues),
- ♦ les feux de landes représentent près de 80% des surfaces brûlées (et du nombre de feux).

Bilan des actions et stratégies

Rappels des conclusions du plan de 2001

Le Tableau 12 résume les actions prioritaires retenues en vue d'améliorer la défense de la forêt contre les incendies (prévention et lutte).

**Tableau 12 : mesures pour améliorer la défense de la forêt contre les incendies
(Plan de protection des forêts contre les incendies, 1999-2001)**

Catégorie	Actions	Mesures
Prévention	Études pour une meilleure connaissance des causes d'incendies et de propositions d'actions pour les résorber	Étude d'évaluation des risques et propositions d'aménagement des massifs menacés
		Prise en compte des problèmes spécifiques de l'emploi du feu pastoral et propositions d'amélioration de la gestion des écobuages
		Propositions d'actions en matière de regroupement de propriétaires pour l'entretien des zones de pacage intermédiaires
		Propositions d'actions pour le financement des investissements, l'entretien des équipements spécifiques DFCI et la gestion des réserves d'eau à usage mixte en période estivale
	Réalisation de campagnes d'information et de sensibilisation du public, en direction de :	Utilisateurs du feu pastoral ou agricole (information sur la réglementation existante, la possibilité d'appui technique aux brûlages dirigés, la prise en compte des risques,...)
		Propriétaires forestiers (sensibilisation à la mise en œuvre d'actions de protection des forêts, par l'action quotidienne)
		En période de risque fort, tous publics (média)
		Prise en compte de l'aspect « protection contre le feu » dans les projets scolaires ayant trait à la connaissance de la forêt
	Amélioration du réseau de pistes et points d'eau	Création d'accès nouveaux dans les secteurs mal desservis et mise aux normes DFCI des accès existants
		Recensement des points d'eau existants, mise aux normes
		Entretien des zones cultivées en cloisonnement
	Amélioration des réseaux de surveillance	Amélioration de la surveillance en cas de risque sévère
	Amélioration de la collecte de l'information	Amélioration de la surveillance des écobuages
	Réalisation de documents cartographiques facilitant la prévention et la lutte	Prise en compte spécifique des incendies de forêt au niveau de la collecte du SDIS
		Cartographie des zones sensibles aux incendies de forêts
		Cartographie des infrastructures de prévention et de lutte existantes
Lutte	Formation aux techniques de lutte contre les feux de forêts	

Actions réalisées

Les actions, en cours ou réalisées dans le département par les différents services, sont résumées dans les paragraphes suivants.

■ Information du public

Peu d'information spécifique au risque incendie est réalisée par les différents acteurs forestiers ONF, CRPF, Association des Communes Forestières. Signalons toutefois :

- ♦ une information faite par la chambre d'agriculture lors de la mise en place de l'arrêté préfectoral du 20/11/2002 et de la commission locale d'écobuage de Luchon (plaquette sur les écobuages),
- ♦ une information faite par la Préfecture par communiqué de presse lors de la mise en place de mesures spéciales en périodes de risque fort (exemple : été 2003),
- ♦ une information très spécifique faite par le Conseil Général sur le massif de Buzet dont il est propriétaire : panneaux d'information au niveau des parkings de stationnement pour éviter le jet de mégots, plaquettes contenant la charte de « l'écocitoyen ».

■ Équipements DFCI

Aucun crédit (Europe / Etat / Région) n'a été utilisé pour la DFCI en l'absence de projet depuis 13 années.

Il n'existe pas à l'heure actuelle de cartographie des équipements et voies DFCI sur le département. Un travail d'inventaire est en cours de réalisation, associant le SDIS et l'ONF sur les cantons de Luchon et de St Bât. Le renforcement de la coopération à ce niveau permettrait d'accroître la rapidité et l'exhaustivité de ce travail.

Sur les communes de Melles et Argut-Dessous, deux cuves (20 et 12 m3) ont été mises en place en partenariat avec les services RTM.

Le Conseil Général a investi, sur le massif de Buzet, dans deux cuves de 60 m3 chacune à l'occasion des aménagements réalisés pour l'accueil du public. Ces cuves disposent d'un raccordement pompier. La desserte du massif, jugée très satisfaisante par les services techniques, a été réalisée dans le but de faciliter la gestion forestière et non dans le cadre DFCI.

Dans le cadre des équipements des forêts gérées par l'ONF, aucune piste n'a été réalisée sur la base du guide de normalisation DFCI (zone défense sud) ou d'une de ses déclinaisons locales.

La forêt privée ne dispose pas non plus d'équipements labellisés DFCI.

■ Surveillance

Aucune patrouille de surveillance ni vigie ne sont affectées spécifiquement à la DFCI. L'ONF déploie du personnel dans certains secteurs (notamment dans le massif de

Bouconne) pour de la surveillance « multiservice » (dont des préoccupations autres que DFCI).

Les patrouilles ne disposent pas de radio ni de gyrophare. Actuellement, seul le téléphone portable permettrait de signaler des alertes. Aucun personnel n'est par ailleurs formé spécifiquement pour la surveillance DFCI.

L'ONF renforce en cas de besoin lors de périodes sensibles, ses tournées, en partenariat avec le SDIS.

A Buzet, 6 agents du Conseil Général sont sur site pour l'entretien de la forêt. Ils sont appuyés par un agent de l'ONF. Ils participent ainsi directement ou indirectement à la surveillance de la forêt contre l'incendie.

■ Formation

Après concertation avec les SDIS des départements voisins, il semble indispensable au SDIS 31 de former et disposer de personnels propres, aptes aux techniques de luttas contre les feux de forêt. Le SDIS 31 souhaiterait que cette formation s'élargisse au personnel de l'ONF.

Le SDIS 31 va former 2 personnes pour le brûlage dirigé. L'une d'entre elles suivra l'année prochaine une formation de chef de chantier pour brûlages dirigés.

Aucune formation n'est réalisée en dehors de ce cas, pour la DFCI.

■ Prévention des feux liés à l'écobuage

Les écobuages (brûlages de végétation sur pied) sont régis par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2002.

Des commissions cantonales d'écobuage ont été instaurées dans la partie Pyrénéenne : canton de Luchon (mise en place par le SIVOM de Luchon), canton de St Bât (mise en place par la communauté de commune du canton de St Bât). Ces commissions sont animées par le service d'animation pastorale de la chambre d'agriculture. Elles planifient les écobuages sur les cantons.

Aucun brûlage dirigé n'est actuellement réalisé dans un but de prévention des feux liés à des écobuages.

■ Éléments d'archives

Les archives ont permis de retrouver quelques éléments datant de 1950. Ces éléments ont été mis en place dans le massif de Bouconne :

- ♦ un pylône de surveillance de 25 mètres de hauteur,
- ♦ 3 fosses de 60 m³ destinées à recueillir les eaux,
- ♦ 20 panneaux d'information, placés au niveau des contre-allées, signalant le danger d'incendie,
- ♦ des bandes pare-feu débroussaillées.

Les archives retracent différents faits.

- ♦ 1924, « consignes générales pour les incendies dans les forêts domaniales et communales soumises ».
- ♦ 1950, volonté de payer un cantonnier « qui ferait le guet en période dangereuse (février, mars avril et de juin à octobre), de 9 heures à 18 heures ».
- ♦ 1950, achat d'incinérateurs pour faire des contre feux et de pulvérisateurs portatifs.
- ♦ Période 1958-1963, travaux destinés à améliorer la desserte pour les services de secours, établissement de pare-feux feuillus et cultivés, creusement de puisard de 30m3.
- ♦ 1969, commandes de :
 - 9 camions citernes pour les feux de forêt
 - 2 véhicules légers pour les feux de reboisements

Document d'orientation

Cartographie des risques

L'objectif de cette cartographie est double :

- ♦ déterminer s'il existe des massifs à risque faible, pouvant être exclus des dispositions du code forestier, au titre de l'article L321-6 du code forestier,
- ♦ délimiter les communes dans lesquelles des Plans de Prévention des Risques (PPR) doivent être prioritairement élaborés.

Cartographie de l'aléa

■ Méthode utilisée

La cartographie de l'aléa présentée repose sur l'étude régionale d'aléa réalisée pour le compte de la DRAF par l'ONF et l'École Supérieure d'Agriculture de Purpan (ESAP).

Cette étude considère que l'aléa est fonction de deux éléments : l'occurrence spatiale (probabilité d'éclosion ou de propagation d'un incendie en un point donné) et l'intensité de l'incendie. Les modèles d'analyse intégreront des paramètres traduisant les principaux facteurs de prédisposition aux départs de feux et d'influence sur le développement et la propagation des feux.

La méthode retenue est indiciaire et présente 4 classes d'aléa : nul (ou non significatif), faible, moyen et élevé.

L'analyse s'est déroulée en trois phases : une analyse historique, la réalisation d'un zonage et d'une typologie du risque et enfin la modélisation cartographique.

Le Tableau 13 présente les paramètres retenus pour caractériser les deux composantes d'aléa « secondaires » retenus dans cette étude : aléa historique et aléa potentiel.

Tableau 13 : composantes de l'aléa

Composantes	Type	Paramètres
Composantes de l'aléa potentiel	Végétation	Combustibilité, continuité des espaces combustibles...
	Conditions stationnelles	Topographie, climat...
	Activités humaines aggravantes	Variation de la population, évolution des activités agricoles, intensité du tourisme...
Composantes de l'aléa historique	Historique des feux passés	Nombre de feux, surfaces brûlées...

Chacun des paramètres a un niveau d'influence soit sur l'occurrence spatiale, soit sur l'intensité des feux.

L'aléa potentiel a été obtenu par combinaison des indices suivants :

- ♦ Indice de station (combustibilité, pente, exposition au vent dominant, exposition chaude),
- ♦ Indice de discontinuité des espaces naturels combustibles,
- ♦ Indice de taux d'espaces naturels combustibles,
- ♦ Indice des activités humaines augmentant le niveau de risque.

L'aléa historique est issu d'une combinaison d'un indice lié au nombre de feux et d'un indice lié aux surfaces brûlées.

L'aléa global résulte ensuite d'une combinaison de ces deux niveaux d'aléa comme indiqué dans le Tableau 14.

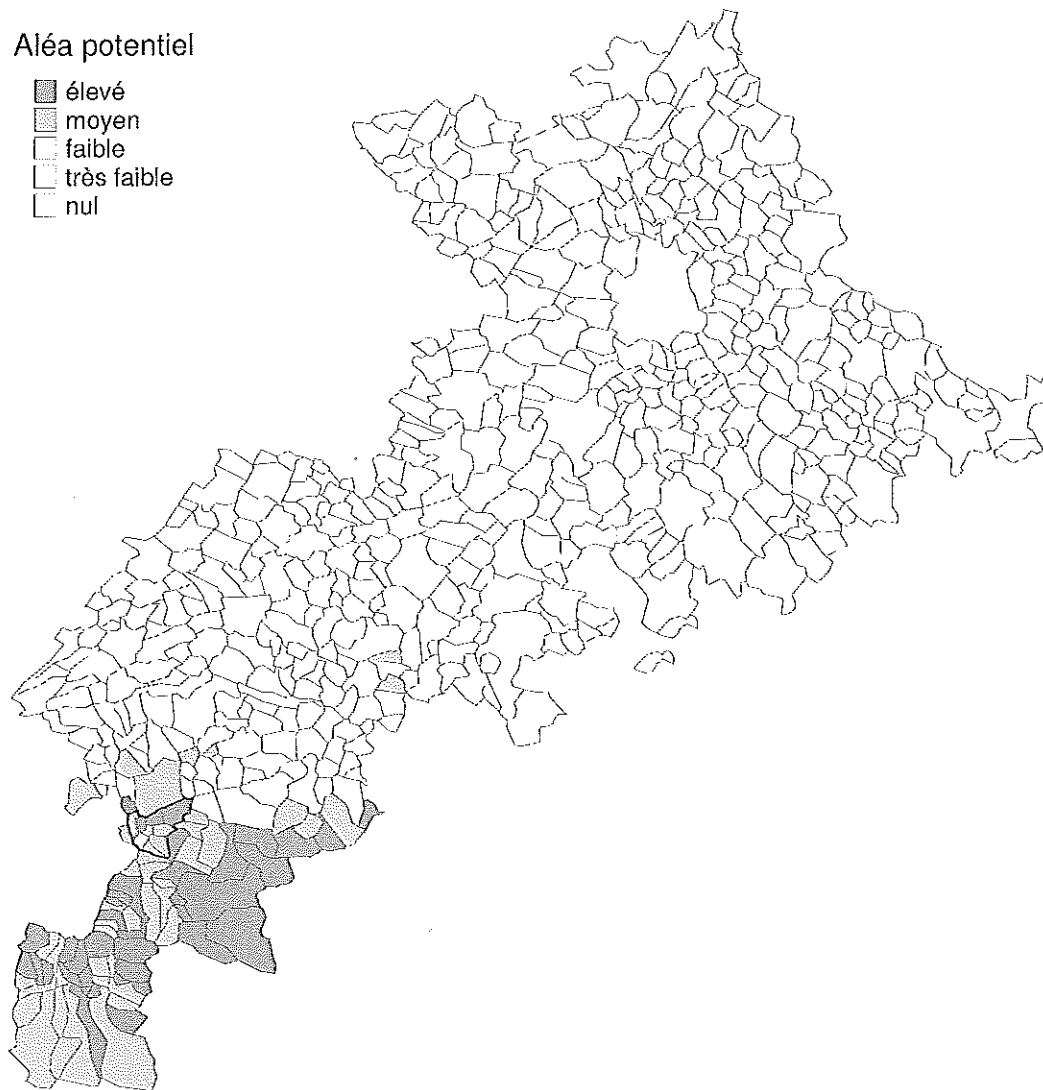
Tableau 14 : croisement de l'aléa historique et de l'aléa potentiel, donnant l'aléa global

N.B. : 0 = nul ; 1 = très faible ; 2 = faible ; 3 = moyen ; 4 = élevé

		Aléa potentiel				
		0	1	2	3	4
Aléa historique	0	nul	nul	faible	faible	moyen
	1	nul	faible	faible	moyen	moyen
	2	faible	faible	moyen	moyen	élevé
	3	faible	moyen	moyen	élevé	élevé
	4	faible	moyen	moyen	élevé	élevé

La Carte 9, la Carte 10 et la Carte 11 illustrent les résultats de l'étude régionale de l'aléa.

Carte 9 : carte de l'aléa potentiel

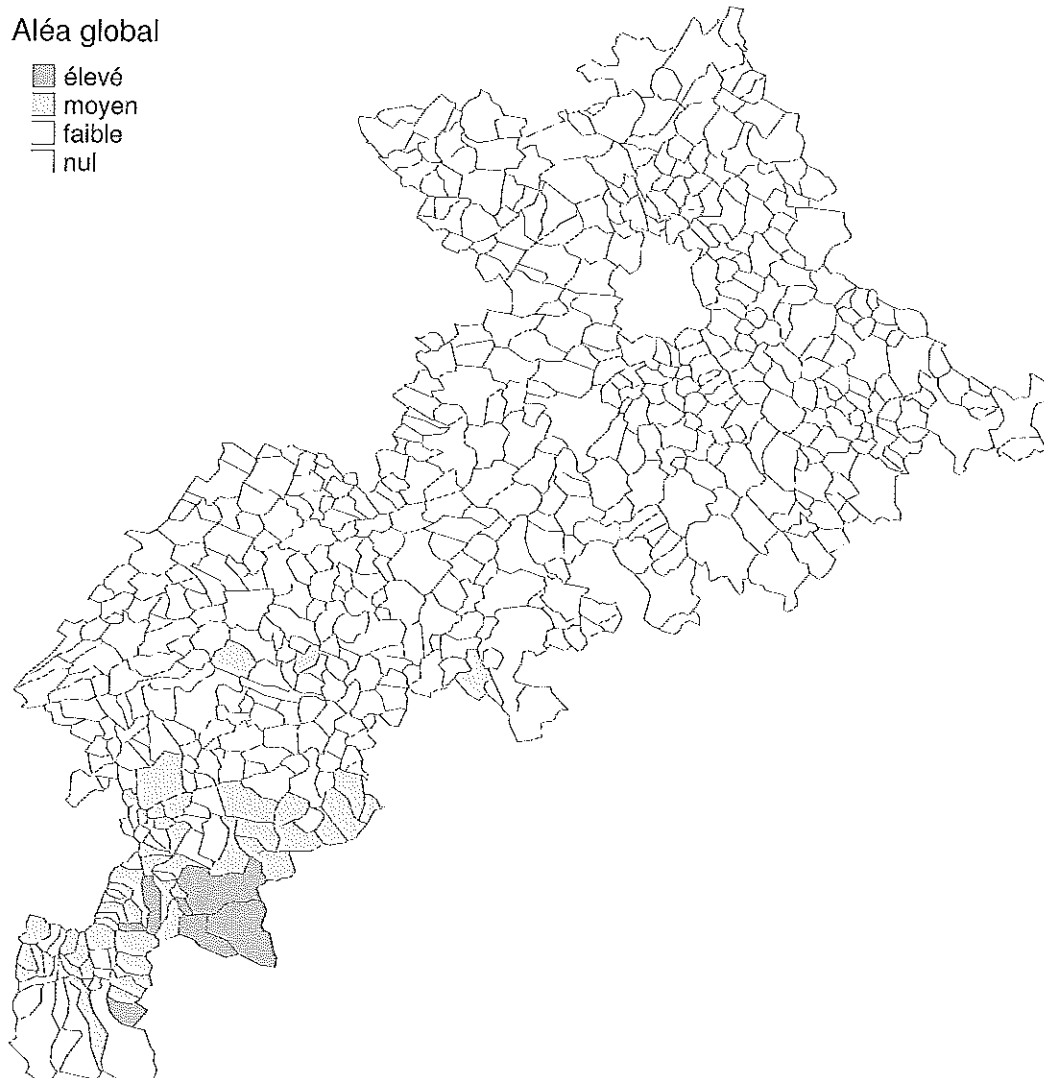


Carte 10 : carte de l'aléa historique

N.B. : le niveau d'aléa historique « élevé » n'est pas relevé sur la Haute-Garonne, la valeur maximale pour cet indice étant « moyen ».



Carte 11 : carte de l'aléa global



Cartographie des enjeux

Seuls les enjeux humains sont pris en compte ici, l'objectif étant de définir, in fine, les secteurs dans lesquels doivent être prioritairement prescrits des PPRif.

L'analyse qui est proposée dans cette partie se base sur plusieurs types de données :

- les statistiques du Recensement Général Agricole (RGA) et du Recensement Général de la Population (RGP), service Agreste ;
- le fichier SITADEL de la DRE (Direction Régionale de l'Équipement) ;
- l'état des POS – PLU arrêté par la DDE31-SUA en janvier 2006 ;
- la cartographie de l'aléa régional (cf partie précédente)
- le taux de boisement calculé à partir des données de l'IFN 2000.

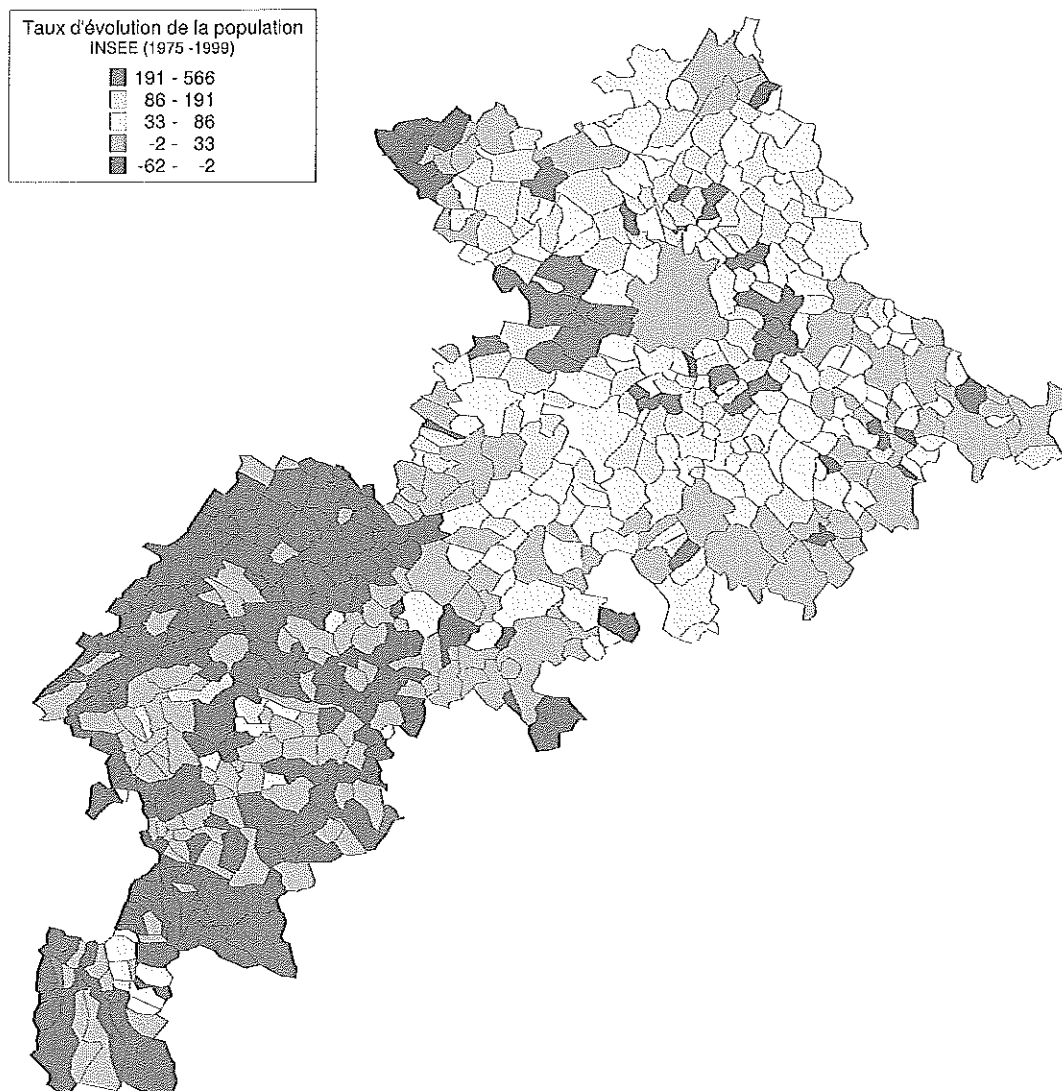
■ Tendances démographique et dynamique urbaine

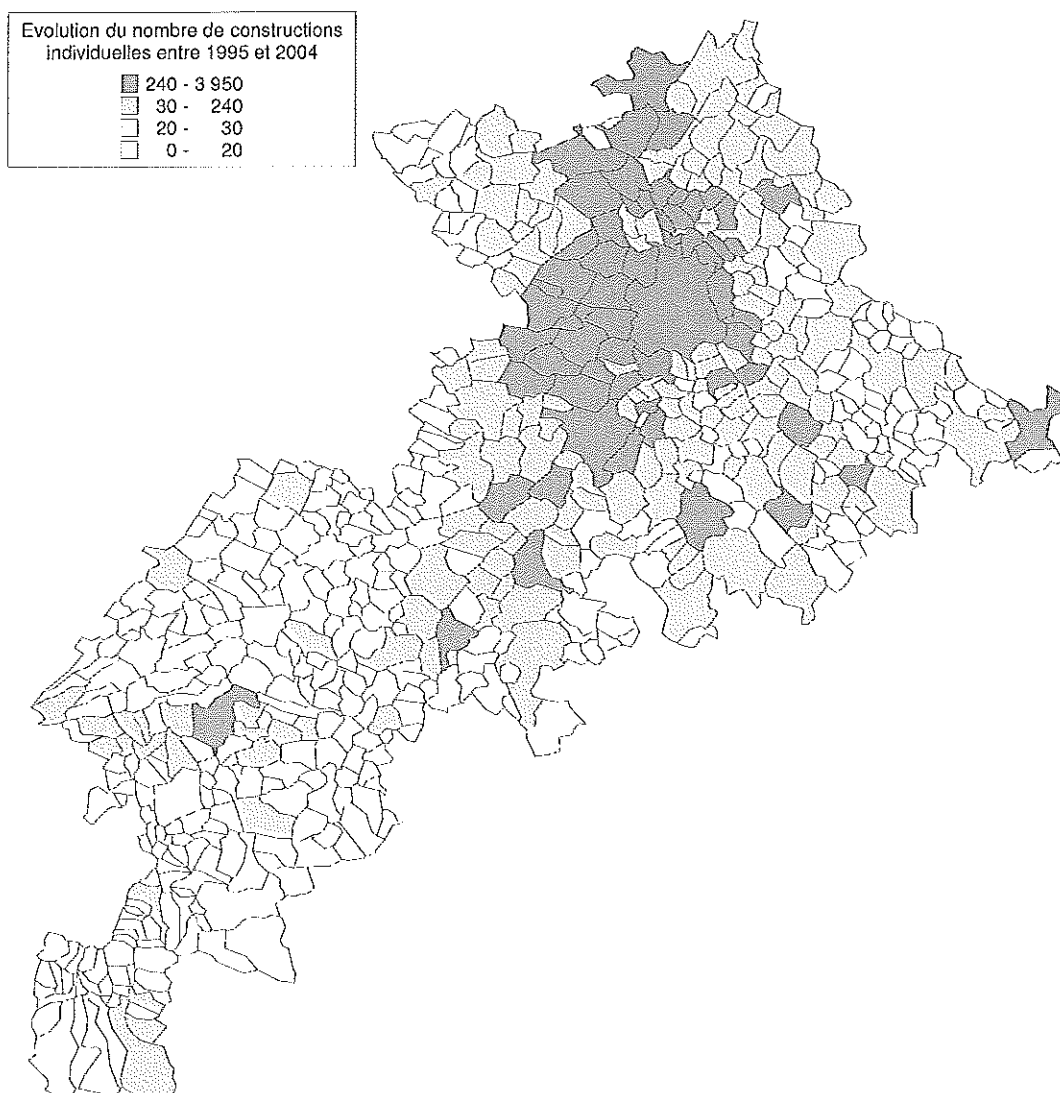
La Carte 12 représente l'évolution de la population entre deux recensements de l'INSEE (1975 et 1999). On note un net accroissement de la population de l'agglomération toulousaine. Cet accroissement est légèrement dissymétrique, centré sur l'ouest de l'agglomération. Il y a une opposition entre le nord et le sud du département, le solde du sud étant plutôt négatif, celui du nord positif.

Certaines communes de la Carte 12 présentent un taux d'évolution étonnamment élevé. Il s'agit pour certaines d'entre elles de petites communes ; Poubeau accueillait 10 habitants en 1975 ; 53 en 1999. Son taux d'évolution a été de 430 % durant cette période. De même, Francazal accueillait 5 personnes en 1975 et 16 en 1999, affichant un taux d'évolution de 220 %. Les résultats de la Carte 12 sont donc à relativiser par rapport à la population de chaque commune.

La Carte 13 présente l'évolution du nombre de nouvelles constructions par communes, entre les années 1995 et 2004. Ces informations sont issues du fichier SITADEL tenu par la DRE. Parallèlement à l'augmentation de la population dans la périphérie toulousaine, l'augmentation du nombre de constructions individuelles est la plus forte dans ce secteur et notamment dans la partie ouest de l'agglomération. Une tendance semble se dessiner également le long des grands axes de communications (autoroutes).

**Carte 12 : taux d'évolution de la population entre deux recensements de l'INSEE
(1975 – 1999)**



Carte 13 : évolution du nombre de constructions individuelles entre 1995 et 2004**■ Zones d'enjeux futurs**

L'analyse suivante se compose de deux approches, toujours en superposition avec la cartographie d'aléa régional :

- l'une, plus quantitative, se base sur les statistiques des constructions nouvelles depuis 1995 issues du fichier SITADEL ;
- l'autre plus qualitative, se base sur l'état des documents d'urbanisme au 1^{er} janvier 2006.

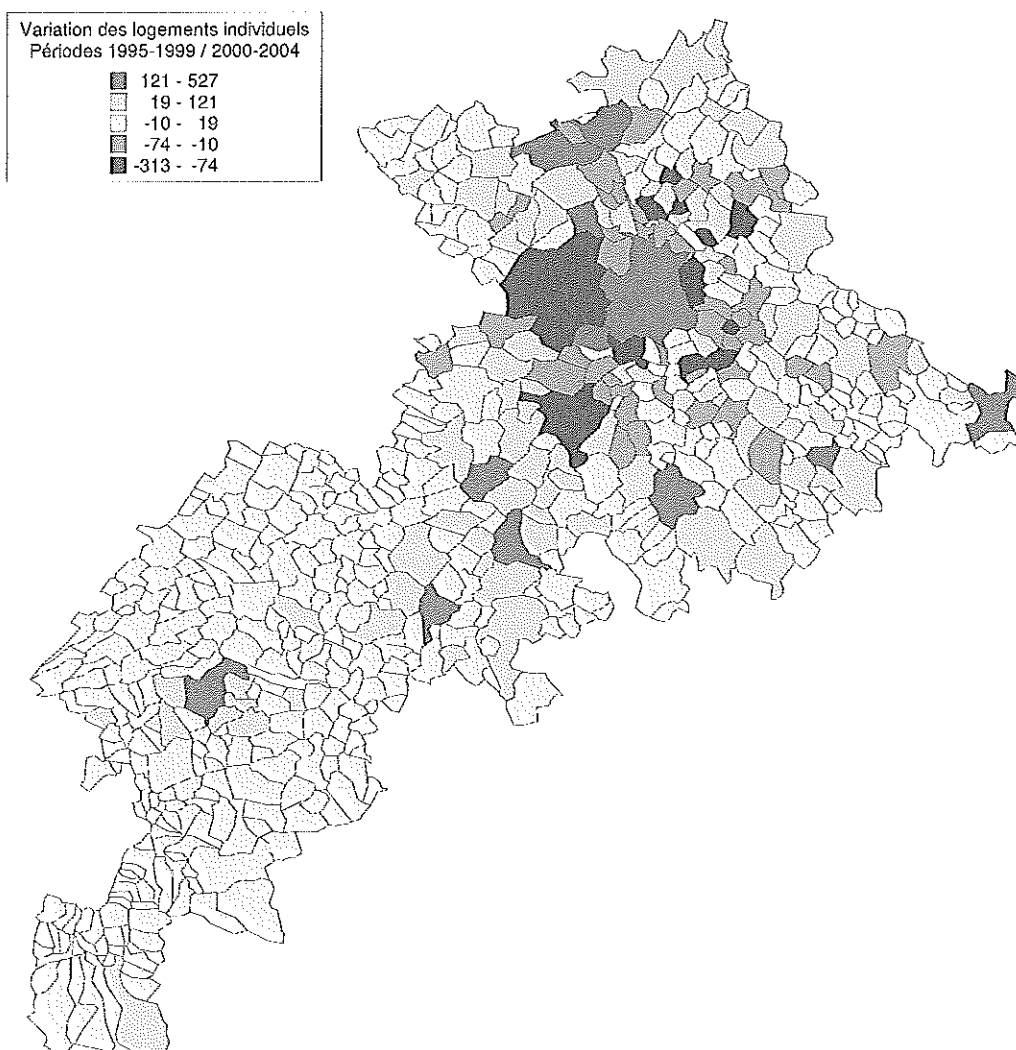
La synthèse de ces deux approches permettra de statuer sur les secteurs où des PPRif sont nécessaires, ou à défaut, dans les communes où la DFCI doit être prise en compte de manière prioritaire dans les décisions d'urbanisme.

• Constructions nouvelles et aléa

La Carte 14 représente la variation du nombre de logements individuels entre deux périodes de 5 ans : 1995-1999 et 2000-2004. La période de comparaison étant relativement faible, il est un peu hasardeux de commenter les tendances se dessinant sur la Carte 14.

Il faut relativiser cette carte avec le nombre de logements (Carte 13) afin de gommer les étonnantes variations des communes à faible nombre de constructions, constatées également sur la Carte 12.

Carte 14 : variations du nombre de logements individuels, entre les périodes 1995-1999 et 2000-2004



Les cartes suivantes permettent d'effectuer une analyse croisant aléa (aléa potentiel et aléa global), nombre de logements individuels et taux de boisement. L'objectif de cette analyse est de déterminer si l'urbanisme est étroitement lié à la problématique incendie

de forêt en Haute Garonne, au quel cas, la prescription de Plans de Prévention de Risque Incendie de Forêt serait une solution à envisager.

La Carte 15 présente le nombre de logements individuels par commune et les valeurs d'aléa potentiel. Il apparaît qu'aucune commune n'a, à la fois un aléa potentiel moyen ou élevé et un nombre élevé de constructions individuelles (>100), comme le résume le Tableau 15 ci-dessous :

Tableau 15 : aléa potentiel et nombre de logements individuels

Aléa potentiel	Nombre de logements individuels (1995 - 2004) *		
	<50	50< nombre <100	>100
Élevé	30	0	0
Moyen	55	0	0
Faible	41	1 : Lasserre	0
Très faible	72	7	17
Nul	211	43	111

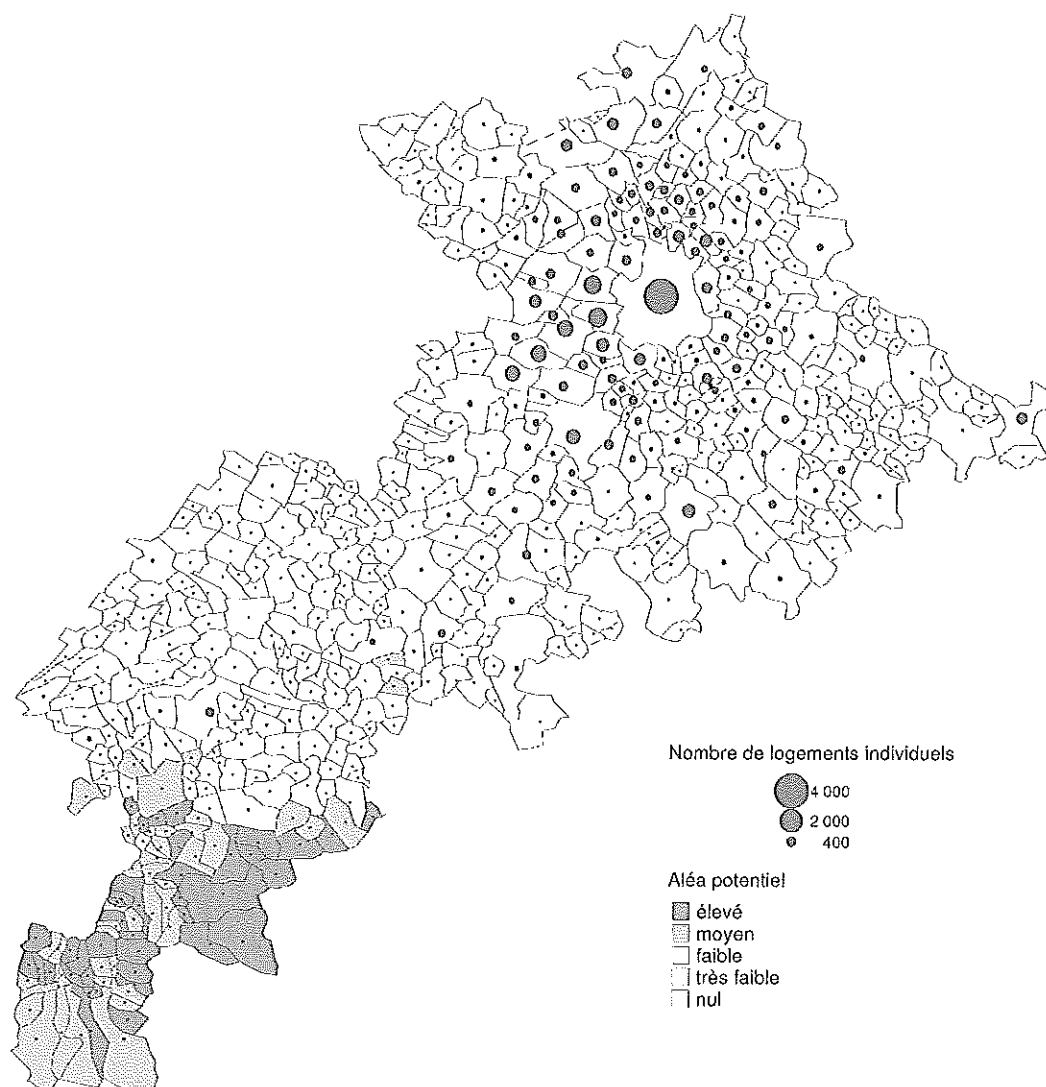
* Le cumul du nombre de logements individuels est effectué sur une période de 10 ans. Ainsi, les seuils proposés dans le Tableau 15 correspondent à moins de 5, entre 5 et 10 et plus de 10 permis de construire par an.

Le Tableau 16 présente pour l'aléa global, la même analyse qui a été faite pour l'aléa potentiel.

Tableau 16 : aléa global et nombre de logements individuels

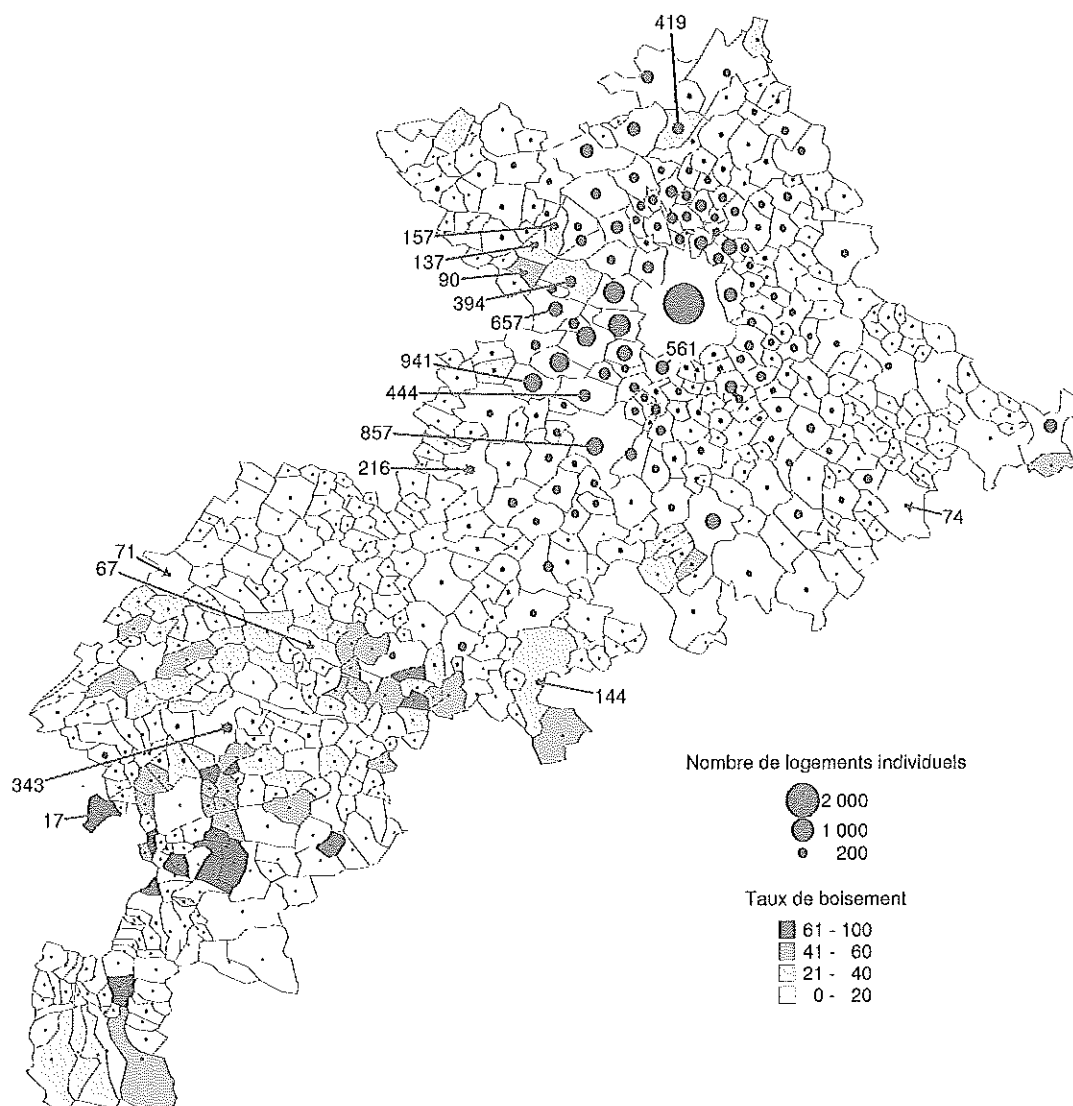
Aléa potentiel	Nombre de logements individuels (1995 - 2004)*		
	<50	50< nombre <100	>100
Élevé	7	0	0
Moyen	54	0	0
Faible	106	12	28
Nul	242	39	100

Carte 15 : aléa potentiel et nombre de logements individuels

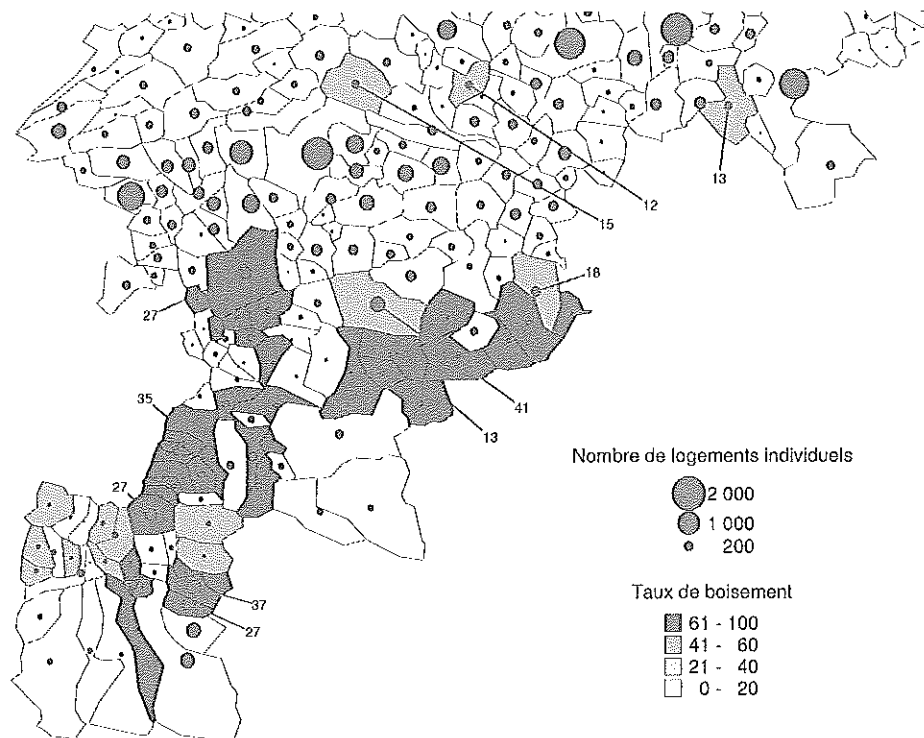


Les cartes suivantes (Carte 16, Carte 17, Carte 18) montrent, pour chaque valeur d'aléa global, le taux de boisement et le cumul du nombre de logements individuels par commune. Le taux de boisement permet d'affiner l'approche en donnant une information sur l'occupation du sol sur la commune. La Carte 18 représente une partie du secteur pyrénéen, les communes à aléa global élevé se trouvant uniquement dans ce secteur. Les communes concernées sont au nombre de 7 : Fos, Melles, Boutx, Saint-Mamet, Baren, Marignac, Argut-Dessous.

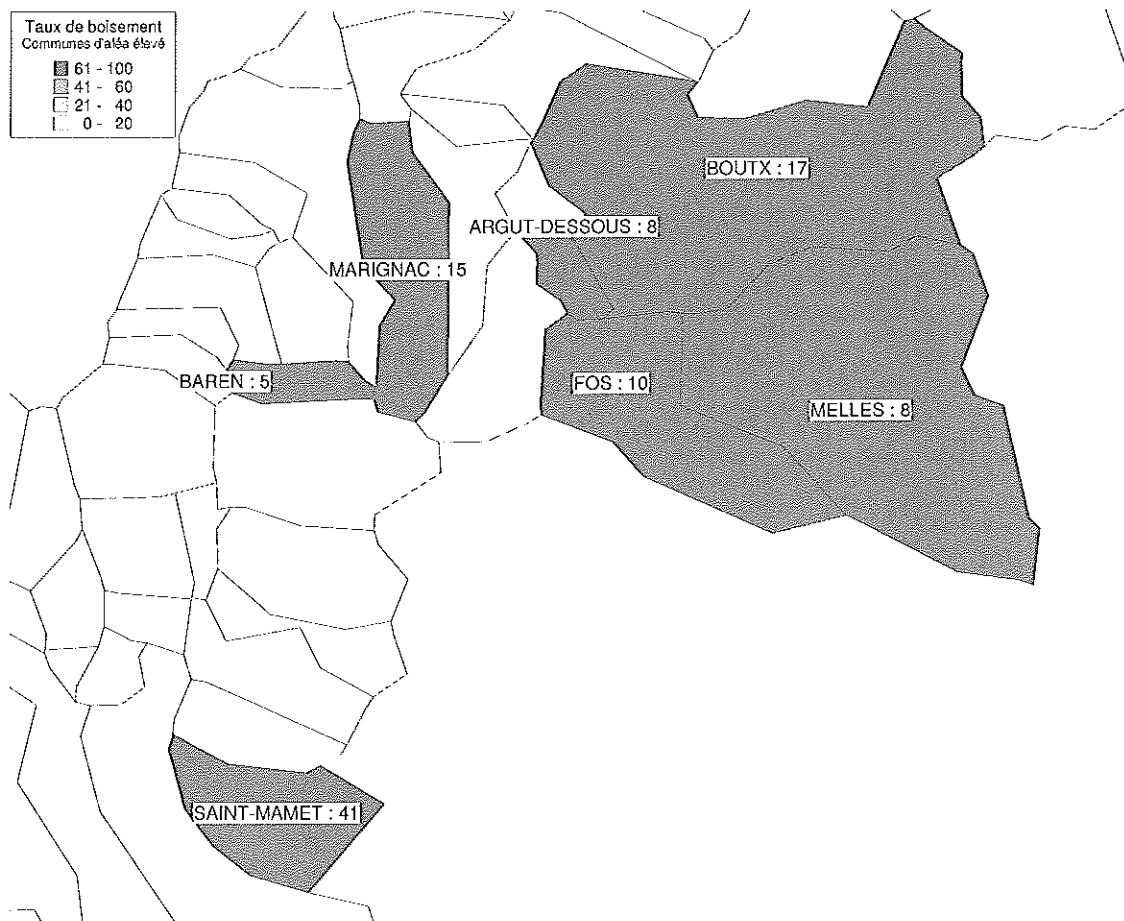
Carte 16 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes d'aléa global faible



**Carte 17 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes
d'aléa global moyen**

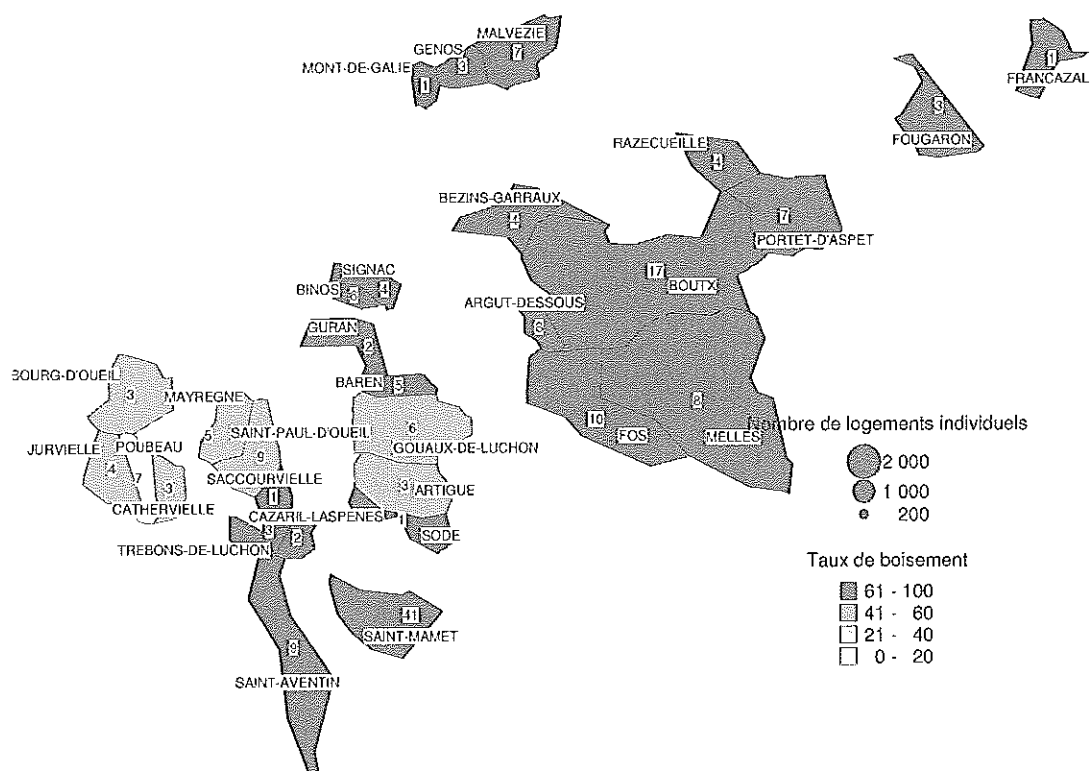


**Carte 18 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes
d'aléa global élevé**



La Carte 19 présente, pour les communes d'aléa potentiel élevé, le nombre de logements individuels et le taux de boisement. Cet aléa ne tient pas compte de l'historique des feux. Dans les 30 communes concernées, seule Saint-Mamet se distingue par sa valeur relativement forte (41 logements individuels nouveaux entre 1994 et 2005). Le cas de Boutx peut également susciter une attention particulière (17 logements). Dans les autres communes, la dynamique urbaine est relativement faible.

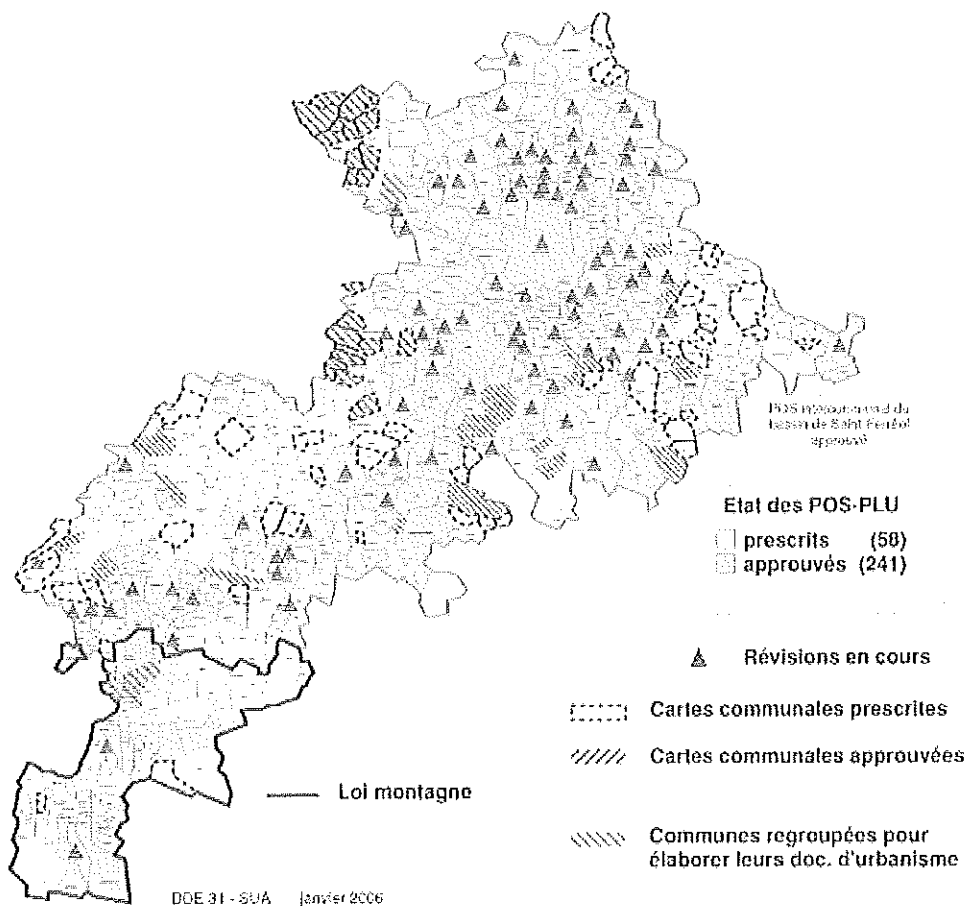
Carte 19 : nombre de logements individuels et taux de boisement des communes d'aléa potentiel élevé



Documents d'urbanismes et aléa

La Carte 20 présente l'état des documents d'urbanisme au 1^{er} janvier 2006 dans le département. La superposition de cette carte avec la carte d'aléa permet de se rendre compte du risque qu'entraînerait une urbanisation non contrôlée dans une commune à dynamique urbaine forte et ne possédant pas de documents d'urbanisme.

Carte 20 : État des documents d'urbanisme au 1er janvier 2006



■ Synthèse

Le Tableau 17 synthétise les données des communes ayant un **aléa global élevé et/ou un aléa potentiel élevé**.

Tableau 17 : Communes à aléa global élevé et/ou aléa potentiel élevé, triées par le total de nouveaux logements

Commune	Aléa historique	Aléa potentiel	Aléa global	Logements totaux	Logements individuels	Locaux	Évolution de la population	Taux de boisement	Surface de la commune	Documents d'urbanisme
FRANCAZAL	1	776	moyen	1	1	3	220	83	551	aucun
SACCOURVIELLE	0	882	moyen	1	1	1	8	92	342	aucun
MONT-DE-GALIE	1	941	moyen	1	1	0	20	89	239	aucun
SODE	0	978	moyen	1	1	0	-41	70	546	aucun
GURAN	0	786	moyen	2	2	1	-20	89	528	aucun
FOUGARON	0	756	moyen	3	3	3	0	86	921	aucun
ARTIGUE	0	781	moyen	3	3	1	62	58	980	POS/PLU approuvé
BOURG-D'OUEIL	1	804	moyen	3	3	0	-44	46	967	aucun
GENOS	0	827	moyen	3	3	3	1	76	350	POS/PLU prescrits
CATHERVIELLE	0	923	moyen	3	3	0	30	57	366	Carte Com. prescrite
TREBONS-DE-LUCHON	0	1023	moyen	3	3	0	-38	89	91	aucun
SIGNAC	0	785	moyen	4	4	2	-24	88	327	aucun
JURVIELLE	0	807	moyen	4	4	2	-52	47	592	aucun
RAZECUEILLE	0	861	moyen	4	4	3	-44	82	652	aucun
BEZINS-GARRAUX	0	938	moyen	4	4	0	-11	97	787	aucun
BAREN	2	785	élevé	5	5	0	0	61	305	aucun
MAYREGNE	1	859	moyen	5	5	1	-6	59	523	aucun
GOUAUX-DE-LUCHON	0	791	moyen	6	6	2	-17	59	1448	aucun
BINOS	0	840	moyen	6	6	2	-36	70	199	aucun
MALVEZIE	0	757	moyen	7	7	2	11	78	841	POS/PLU prescrits
PORTET-D'ASPET	0	822	moyen	7	7	1	-1	87	1402	aucun
CAZARIL-LASPENES	0	956	moyen	7	2	1	-30	93	242	aucun
MELLES	3	817	élevé	8	8	0	-36	64	4600	aucun
ARGUT-DESSOUS	3	982	élevé	8	8	3	-40	79	275	aucun
POUBEAU	1	759	moyen	9	7	1	430	20	420	aucun
SAINT-PAUL-D'OUEIL	0	793	moyen	9	9	1	17	44	741	aucun
FOS	3	822	élevé	12	10	2	-29	83	1850	Carte Com. prescrite
BOUTX	3	818	élevé	17	17	13	-15	81	4757	POS/PLU approuvé
SAINT-AVENTIN	1	758	moyen	21	9	5	-36	65	1766	POS/PLU en révision
MARIGNAC	3	648	élevé	23	15	7	-26	78	1298	POS/PLU approuvé
SAINT-MAMET	2	784	élevé	101	41	3	22	84	1131	POS/PLU approuvé

Seules 5 de ces communes ont un nombre de logement total supérieur à 10 entre 1995 et 2004 : Fos, Boutx, Saint Aventin, Marignac, Saint-Mamet. Toutes ces communes disposent de documents d'urbanisme en révision, approuvés ou en voie de l'être.

Les communes présentant l'aléa potentiel le plus élevé, par ordre décroissant sont : Trebons-de-Luchon, Argut-Dessous, Sode, Cazaril-Laspenes, Mont-de-Galie, Bezins-Garraux et Cathervielle. A l'exception de Cathervielle, elles ne possèdent pas de documents d'urbanisme. Leur dynamisme urbain est globalement très modéré, sauf pour Argut-Dessous et Cazaril-Laspenes.



Une action de prise en compte du risque incendie dans les décisions d'urbanisme sera donc prioritaire sur les 12 communes suivantes, par ordre de priorité croissante : Malvezie, Portet-D'aspet, Cazaril-Laspenes, Melles, Argut-Dessous, Poubeau, Saint-Paul-D'oueil, Fos, Boutx, Saint-Aventin, Marignac, Saint-Mamet.

Cette action devra s'étendre aux autres communes possédant à la fois un aléa potentiel élevé et un nombre total de nouveaux logements relativement fort.

Un classement est proposé à dire d'expert, combinant aléa potentiel, nombre de logement totaux et surface boisée de la commune :

Saint-Mamet	Saint-Paul-D'oueil	Fougaron
Boutx	Binos	Artigue
Fos	Bezins-Garraux	Bourg-D'oueil
Saint-Aventin	Poubeau	Genos
Melles	Trebons-De-Luchon	Sode
Marignac	Razecueille	Mont-De-Galie
Portet-D'aspet	Mayregne	Saccourvielle
Argut-Dessous	Jurvielle	Guran
Cazaril-Laspenes	Signac	Francazal
Gouaux-De-Luchon	Baren	
Malvezie	Cathervielle	

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, **il n'est pas proposé de prescrire dans l'immédiat de Plans de Prévention de Risque Incendie de Forêt (PPRIF)**. Toutefois, la sous-commission feux de forêt suivra l'évolution de la situation vis-à-vis des feux sur les 31 communes listées précédemment, ainsi que les résultats de l'action n°9 « Prise en compte du risque d'incendie dans l'urbanisme » (cf partie Fiches actions et indicateurs de suivi).

Délimitation des massifs à risque

■ Méthodologie

La délimitation des massifs à risque se base sur l'approche de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie de forêts et de landes.

Suite à l'étude d'évaluation de l'aléa feux de forêts en Midi-Pyrénées, la sous-commission a retenu une liste de 8 grands massifs où il existe un enjeu fort (en termes d'accueil du public, production de bois ou d'intérêt environnemental) et présentant un aléa feux potentiel (Carte 21) :

- ♦ le massif pyrénéen,
- ♦ le massif forestier de Bouconne,
- ♦ le massif forestier de Rieumes,
- ♦ le massif forestier de Buzet,
- ♦ les massifs du Volvestre,
- ♦ les massifs des coteaux de l'Ariège,
- ♦ le massif forestier de Cardeilhac,
- ♦ le massif forestier de Fabas.

Compte tenu des implications liées au classement de chaque massif, il a été nécessaire, de caractériser ce choix par des critères plus quantifiables et objectifs. Trois critères ont alors été retenus :

- ♦ la position de ce massif dans un secteur d'aléa potentiel non nul,
- ♦ la taille de ce massif supérieure à 500 ha (d'un seul tenant),
- ♦ la présence d'enjeux.

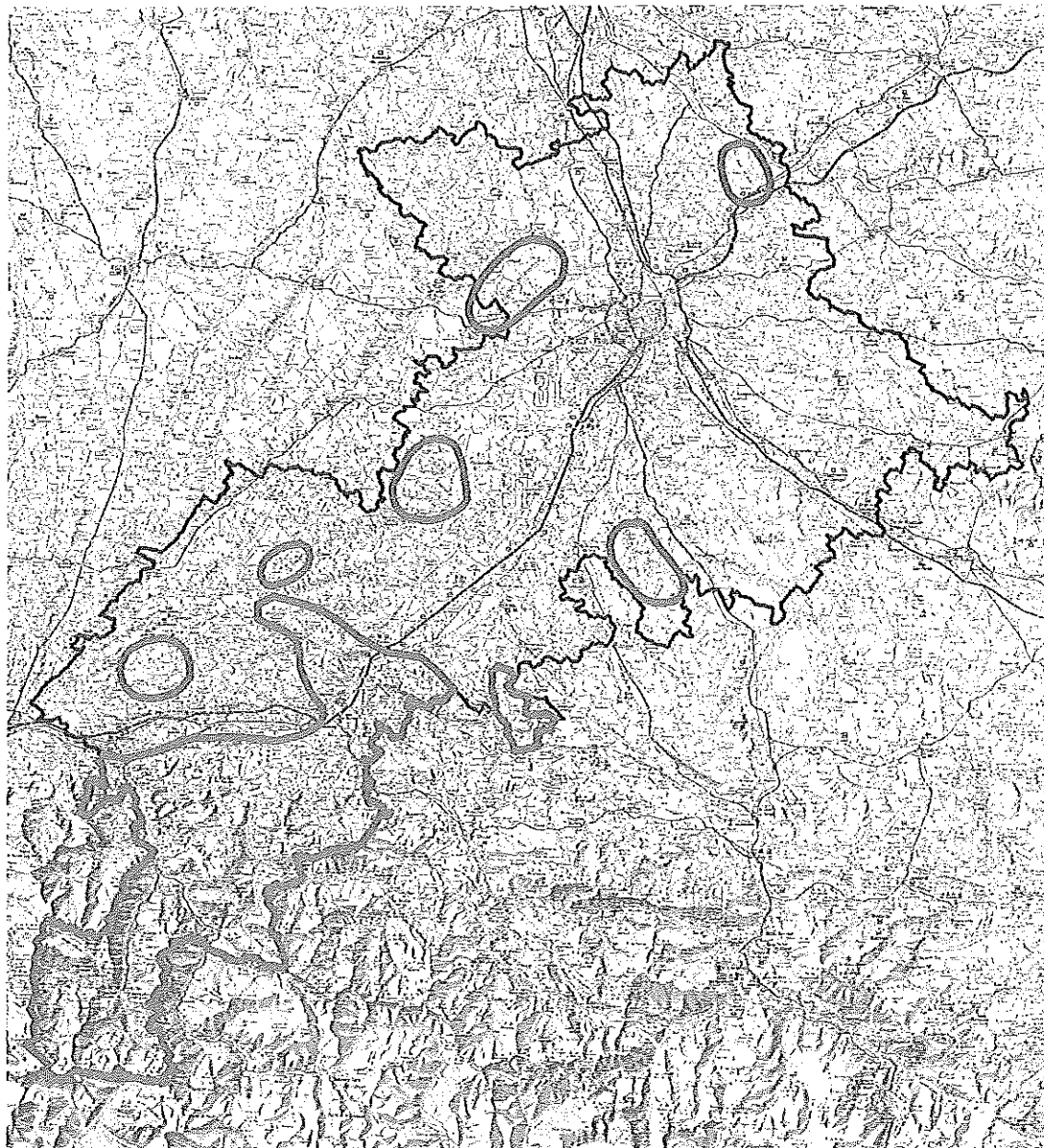
Le premier critère a été utilisé dans la méthodologie développée par la sous-commission départementale. C'est le seul critère à l'échelle départementale qui intègre une partie des différentes composantes de l'aléa feux de forêt.

Le deuxième critère intègre, par la notion de surface, les enjeux liés aux massifs : plus un massif est grand, plus il peut contenir des enjeux divers (production, accueil du public, intérêt environnemental) et plus sa destruction serait dommageable pour ces différents enjeux.

Le troisième critère est également un critère d'enjeux qui permet d'affiner le critère précédent. Il a été affecté à chaque massif, à partir des données du SDACR et du dire d'expert des différents partenaires, notamment SDIS et ONF.



Carte 21 : carte des massifs à risque listés par la sous-commission départementale de sécurité contre le risque incendie feux de forêt



Le massif forestier tel qu'il est défini dans le présent plan correspond à **un espace combustible boisé dont le boisement peut être plus ou moins lâche, haut ou âgé et aux landes associées.**

Afin de définir et délimiter les massifs forestiers, les données géographiques de l'IFN ont été utilisées. A l'exception des types forestiers « lande alpine », « pelouse alpine », « peupleraie cultivée » et « autre », l'ensemble des types de la classification de l'IFN présents sur le département a été utilisé. Les types « grandes landes », « inculte ou friche » et « grandes formations pastorales », du fait de leur possible forte combustibilité, de leur rôle dans la propagation de feux et de leur mention dans le code forestier, ont été inclus dans la définition de massif.

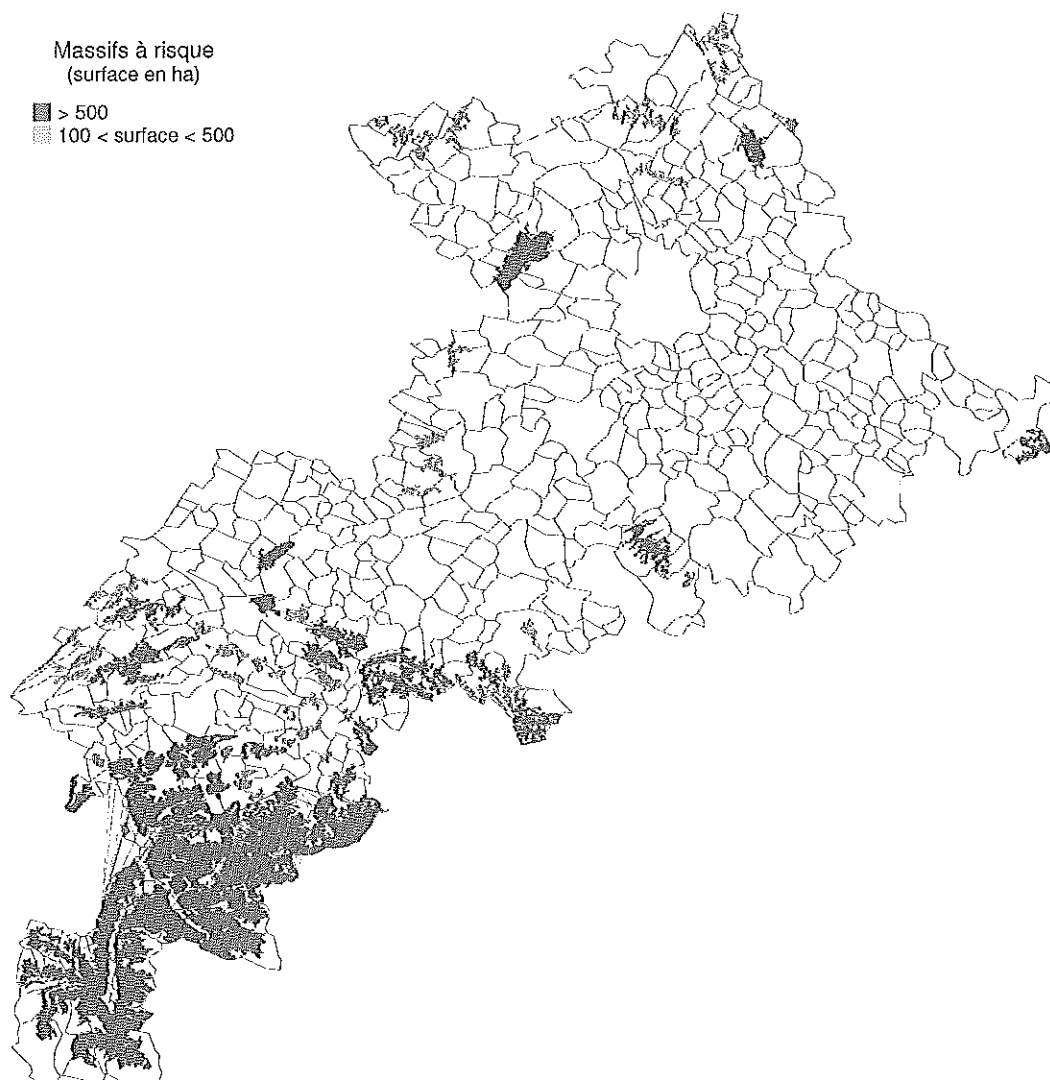
La Carte 22 présente les massifs de plus de 100 ha et distingue les massifs de plus de 500 ha. Les boisements du type ripisylve sont très peu sensibles aux feux. Leur aspect linéaire, l'humidité des milieux les accompagnant et la composition floristique associée ont conduit à les extraire de cette cartographie et à considérer, par conséquent, que le risque qui leur est associé est nul.

Par combinaison des deux premiers critères (aléa et taille de massif), 21 massifs de plus de 500 ha ressortent. Le troisième critère (présence d'enjeux) permet alors d'affiner l'analyse des enjeux pour les massifs de plus faible surface (100 ha < surface < 500 ha).

Une présélection des massifs classés à risque a été faite en suivant les trois critères précédents. Cette présélection a été examinée au cours des deuxième et troisième comités de pilotage, en parallèle des informations fournies par les différents partenaires qui ont participé à l'élaboration de ce plan. La liste suivante, reprise par la Carte 23, est celle des massifs qui ont été retenus :

- | | |
|--|------------------------------|
| ♦ le massif de Buzet, | ♦ le massif de Mauboussin, |
| ♦ le massif de Bouconne, | ♦ les massifs des Coteaux du |
| ♦ les massifs de Rieumes, | Volvestre, |
| ♦ le massif de la Montagne Noire, | ♦ les Petites Pyrénées, |
| ♦ les massifs des Coteaux de l'Ariège, | ♦ les piémonts pyrénéens, |
| ♦ les massifs de Fabas, | ♦ le massif pyrénéen. |
| ♦ les massifs de Cardeilhac, | |

Chacun de ces massifs peut rassembler plusieurs massifs forestiers disjoints. Le Tableau 18 détaille si besoin, la ou les communes sur lesquelles se trouvent ces massifs. Les autres éléments qui sont repris dans le tableau sont issus de l'IFN (surface, type de peuplement), du SDACR (type de peuplement / enjeux) et des informations apportées par les partenaires (enjeux). Ce tableau n'a donc pas été rempli de manière exhaustive, certaines informations manquant.

Carte 22 : massifs de plus de 100 ha (hors ripisylve) et de plus de 500 ha

Carte 23 : massifs (en rouge) classés à risque

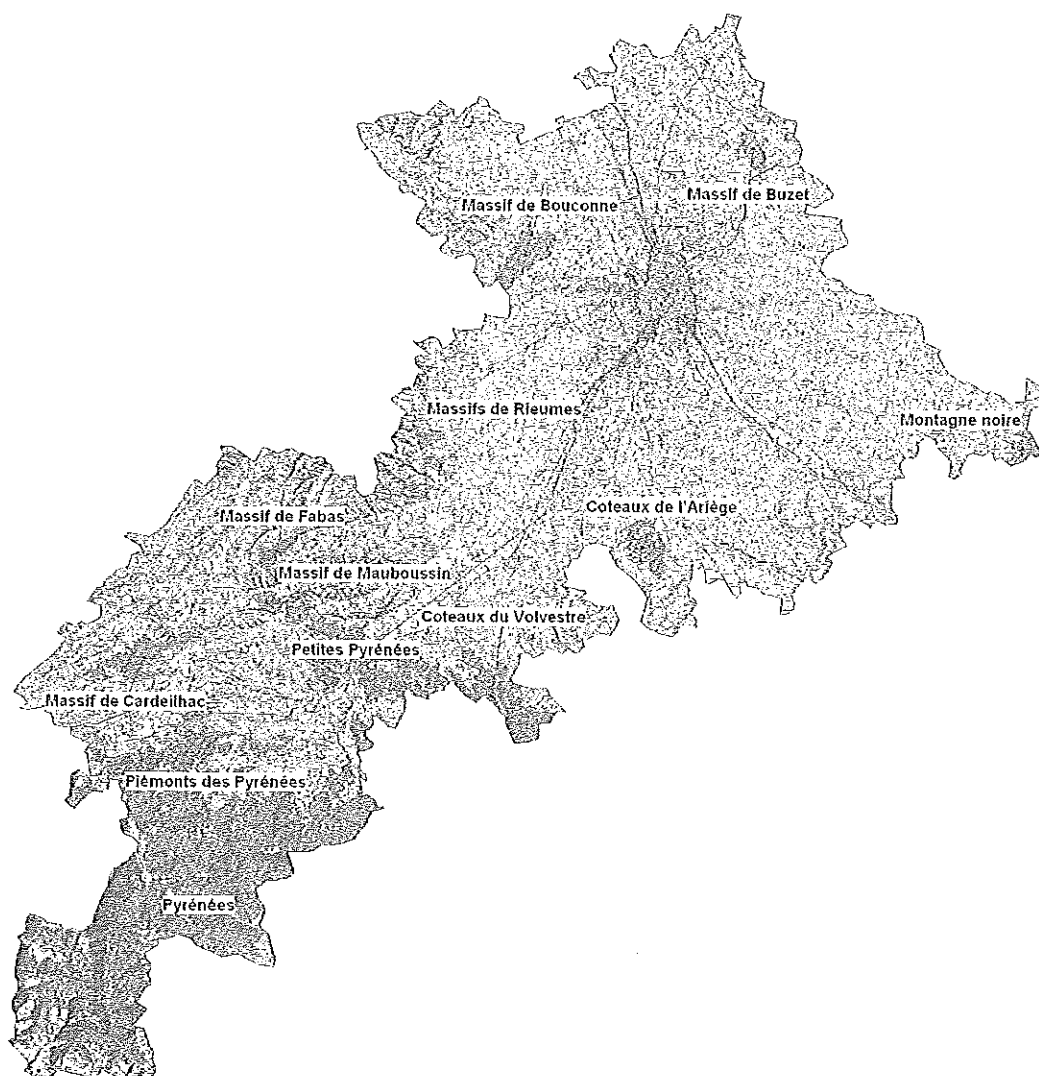


Tableau 18 : liste des massifs classés à risque et principales informations

Appellation	Surface (en ha)	Principales communes concernées	Type de peuplement	Enjeux
Coteaux de l'Ariège	1 322	Lagrace-Dieu -> Caujac	Futaies de conifères et de feuillus	Début d'activité de loisir
Coteaux du Volvestre	389	Montesquieu-Volvestre	Chênes et feuillus indifférenciés	
Coteaux du Volvestre	162	Montesquieu-Volvestre	Chênes, reboisement conifères et taillis de feuillus	
Coteaux du Volvestre	161	Lahitère	Chênes et feuillus indifférenciés en futaie et taillis	Habitat dispersé et hôtellerie
Coteaux du Volvestre	573	Montberaud	Chênes et feuillus indifférenciés en futaie et taillis, reboisement de résineux	Activité liée à l'exploitation forestière
Coteaux du Volvestre	160	Montesquieu-Volvestre	Chênes et feuillus indifférenciés en futaie et taillis	
Coteaux du Volvestre	187	Montesquieu-Volvestre	Futaie et taillis de chênes	
Coteaux du Volvestre	1 472	Montbrun-Bocage	Mélange de feuillus, de conifères et de taillis	
Massif de Fabas	670	Fabas, Saint Andre	Mélange de feuillus et conifères	
Massif de Bouconne	2 501	Lévignac	Futaies de conifères et feuillus	Forte activité humaine de loisir
Massif de Buzet	952	Buzet sur Tarn	Futaies de feuillus indifférenciées	Activité humaine de loisir
Massif de Cardeilhac	2 123	Cardeilhac, Lodes	Mélange de feuillus, conifères et taillis	
Massif de Mauboussin	526	Cassagnabère-Tournas	Futaie de chênes	
Massif de Rieumes	105	Saveres, Lautignac	Mélange de futaies de feuillus, conifères et de taillis	Forte activité humaine de loisir / centre ludique / habitat diffus
Massif de Rieumes	162	Lautignac	Mélange de futaies de feuillus, conifères et de taillis	Forte activité humaine de loisir / centre ludique / habitat diffus
Massif de Rieumes	402	Rieumes, Lahage	Mélange de futaies de feuillus, conifères et de taillis	Forte activité humaine de loisir / centre ludique / habitat diffus
Massif de Rieumes	376	Rieumes	Mélange de futaies de feuillus, conifères et de taillis	Forte activité humaine de loisir / centre ludique / habitat diffus
Montagne noire	686	Vaudreuille	Futaie et taillis de feuillus, futaie mixte de feuillus et résineux	
Petites Pyrénées	1 296	Martre-Tolosane, Marignac, Alan	Futaie et taillis de chênes, taillis de feuillus indifférenciés	

Petites Pyrénées	452	Laffite, St Martory	Futaie et taillis de chênes, boisements de résineux	
Petites Pyrénées	796	Bouzin, Auzas Mancieux	Futaie mixte feuillus résineux, taillis	
Petites Pyrénées	413	Boussan	Futaie et taillis de chênes	
Petites Pyrénées	3 132	Ausseing, Mauran, Plagne, St Michel	Futaie et taillis de chênes	
Piémont des Pyrénées	192	Gourdan Poulignan, Seilhan	Futaie et taillis de chênes	Habitat en lisière
Piémont des Pyrénées	135	Bagiry	Feuillus indifférenciés	Habitat en lisière
Piémont des Pyrénées	2 107	Aspret-Sarrat	Futaie mixte de feuillus, sapin ou hêtre	Forte activité humaine de loisir ou exploitation forestière
Piémont des Pyrénées	542	Cabanac-Cazaux, Encausse, Soueich	Futaie mixte de feuillus, sapin ou hêtre	Forte activité humaine de loisir ou exploitation forestière
Piémont des Pyrénées	162	Lespiteau, Pontis-Inard	Chênes et taillis de feuillus	
Piémont des Pyrénées	438	Soueich, Couret	Chênes et feuillus indifférenciés en futaie et taillis	Habitat en lisière
Piémont des Pyrénées	566	Pointis-Inard, Montespan	Futaie et taillis de chênes	
Piémont des Pyrénées	130	Estadens, Aspet	Futaie de feuillus indifférenciés	Habitat en lisière
Piémont des Pyrénées	552	Touille, Salies, Marsoulas	Futaie de chênes et taillis	
Piémont des Pyrénées	607	Saleich, Castagnède	Futaie et taillis de chênes	
Piémont des Pyrénées	126	Montespan	Futaie de chêne et feuillus indifférenciés, taillis	Habitat en lisière
Piémont des Pyrénées	5 601	Seilhan -> Saleich, Touille	Futaie mixte de feuillus, sapin ou hêtre	Forte activité humaine de loisir ou exploitation forestière
Piémont des Pyrénées	699	St Bertrand de Comminges	Futaie mixte de feuillus, sapin ou hêtre	Forte activité humaine de loisir ou exploitation forestière / habitat en lisière
Pyrénées	46 459	Cantons de Luchon, St Bât	Futaie mixte de feuillus, sapin ou hêtre	Forte activité humaine de loisir ou exploitation forestière

Un niveau de risque a été fixé lors des différents comités de pilotage, en croisant aléa,, enjeux et défendabilité (accessibilité et desserte du massif). L'ensemble des massifs précédents possède un **risque fort** à l'exception des massifs de la Montagne Noire, de Rieumes et des massifs situés sur les communes de Saint Martory, Laffite-Toupière et Boussan, jugés à **risque moyen**.

Priorités par massif

Lors de l'analyse des massifs en vue de leur classement à risque, deux catégories de massifs ont été distinguées. A l'exception des massifs de la Montagne Noire et des massifs de Rieumes, l'ensemble des massifs est considéré à risque fort. Si une hiérarchisation des actions est recherchée, elle pourra se baser sur cette différence de niveau de risque.

D'autre part, le rapport de présentation a révélé une certaine typologie de feux mais également des différences d'enjeux d'un massif à l'autre. Il convient donc de définir, par massif, des orientations répondant à ces variables.

Les orientations décrites dans le tableau suivant ont pour but de définir **une stratégie de prévention adaptée à chaque massif forestier**. Ces stratégies reposent toutefois sur des socles communs que sont :

- ♦ le respect du débroussaillage,
- ♦ l'amélioration de la connaissance des causes,
- ♦ la définition des équipements DFCI (pistes et points d'eau) à mettre en place,
- ♦ la mise en place et mise à jour de la cartographie des équipements DFCI,
- ♦ l'information et la sensibilisation de tous les publics,
- ♦ la coordination des dispositifs de surveillance...

Massif	Caractéristiques	Orientations prioritaires
Massif pyrénéen	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif très vaste (plus de 46 500 ha) d'aléa potentiel moyen ou élevé ; l'aléa global est faible à élevé et donc très hétérogène d'un secteur à l'autre ♦ Le massif est touché essentiellement par des feux d'hiver ♦ Massif concentrant une grande partie des enjeux forestiers d'exploitation, environnementaux, de forts enjeux touristiques mais peu d'enjeux humains ♦ Le massif se situe dans un secteur montagneux et présente donc de fortes pentes, facteur freinant l'accessibilité 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Encadrement de l'écobuage ♦ Amélioration des équipements DFCI ♦ Application de la réglementation sur le débroussaillage sur tous les versants sud ♦ Renforcement de la surveillance ♦ Contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées ♦ Amélioration de la connaissance des causes
Piémonts des Pyrénées	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Secteur rassemblant plusieurs massifs disjoints d'aléa faible à moyen ♦ Massif présentant des enjeux forestiers d'exploitation, de forts enjeux de loisirs et quelques enjeux environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public ♦ Contrôle de l'urbanisation au niveau des lisières
Petites Pyrénées	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif globalement d'aléa faible ♦ Enjeux de loisir et environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public
Coteaux du	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif d'aléa faible 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du

Massif	Caractéristiques	Orientations prioritaires
Volvestre	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Enjeux essentiellement de loisir ♦ Accessibilité difficile due aux secteurs vallonnés : voirie sinueuse et peu développée 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ public ♦ Amélioration des équipements DFCI
Massifs de Bouconne	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif d'aléa faible ♦ Le massif est touché davantage par des feux d'été ♦ Forts enjeux de loisir ; enjeux environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public ♦ Contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées
Massifs de Buzet	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif d'aléa faible ♦ Le massif est touché davantage par des feux d'été ♦ Forts enjeux de loisir ; enjeux environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public ♦ Contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées
Massifs de Fabas	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif dans un contexte d'aléa nul ♦ Le massif est touché davantage par des feux d'été ♦ Enjeux environnementaux ♦ Enjeux de loisir 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Application de la réglementation sur le débroussaillage ♦ Contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées
Massifs de Cardeilhac	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif d'aléa faible ♦ Le massif est touché davantage par des feux d'été ♦ Enjeux environnementaux ♦ Enjeux de loisir 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Application de la réglementation sur le débroussaillage ♦ Contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées
Massif de Mauboussin	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif d'aléa faible ♦ Le massif est touché davantage par des feux d'été ♦ Enjeux environnementaux ♦ Enjeux de loisir 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Application de la réglementation sur le débroussaillage ♦ Contrôle de l'urbanisation dans les zones exposées
Massifs des Coteaux de l'Ariège	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massifs d'aléa faible ♦ Les massifs sont touchés davantage par des feux d'été ♦ Enjeux de loisir en augmentation ♦ Bonne accessibilité 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public
Massifs forestiers de Rieumes	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massifs d'aléa faible, de faible surface ♦ Les massifs sont touchés davantage par des feux d'été ♦ Forts enjeux de loisir ; enjeux environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public
Massif forestier de la Montagne Noire	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Massif d'aléa faible ♦ Le massif est touché davantage par des feux d'été ♦ Forts enjeux de loisir ; enjeux environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Information et sensibilisation du public

Modalités de débroussaillage

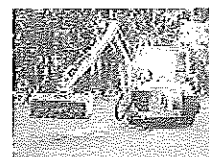
Le débroussaillage est notamment obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de cinquante mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de dix mètres de part et d'autre de la voie (Article L322-3 du code forestier).

Le code forestier prévoit également le débroussaillage des alentours de certains réseaux linéaires, sur une largeur qui ne peut excéder 20 m de part et d'autre de leur emprise :

- ♦ lignes électriques aériennes (Article L322-5),
- ♦ voies ouvertes à la circulation publique (Article L322-7),
- ♦ voies ferrées (Article L322-8).



Le groupe de travail sur le débroussaillage, réuni le 25 janvier 2006, a défini des orientations, proposé une définition du débroussaillage et fixé des largeurs en fonction du type d'infrastructure. Une proposition de rédaction d'arrêté préfectoral a également été examinée. Le travail du groupe "débroussaillage" a été repris lors du comité de pilotage du 14 mars 2006.



Les **objectifs prioritaires** qui sont assignés au débroussaillage sont :

- ♦ une action sur les départs de feux, à proximité des réseaux
- ♦ la diminution de l'intensité des feux autour des constructions.

On entend **par débroussaillage** :

- ♦ la destruction de la végétation herbacée, semi-ligneuse et ligneuse basse,
- ♦ la suppression des foyers d'arbres morts, les arbres morts isolés n'étant pas problématiques,
- ♦ l'élagage des arbres conservés :
 - si leur hauteur totale est supérieure ou égale à 6 mètres, sur 2 m ;
 - si leur hauteur totale est inférieure à 6 mètres, sur 1/3 de leur hauteur ;
- ♦ l'élimination des rémanents par broyage, évacuation ou brûlage dans le strict respect des règles relatives à l'emploi du feu.

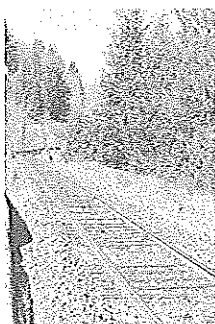
Compte tenu de la nature du risque dans le département, la mise à distance des houppiers des arbres n'a pas été retenue dans la définition du débroussaillage.

Différentes modalités et précisions ont par ailleurs été apportées :

- ♦ La réalisation des travaux de débroussaillage devra être effectuée avant une date qui reste à définir, en tenant compte du fait que le broyage des rémanents possède un intérêt pour la biodiversité s'il est réalisé entre octobre et février ;



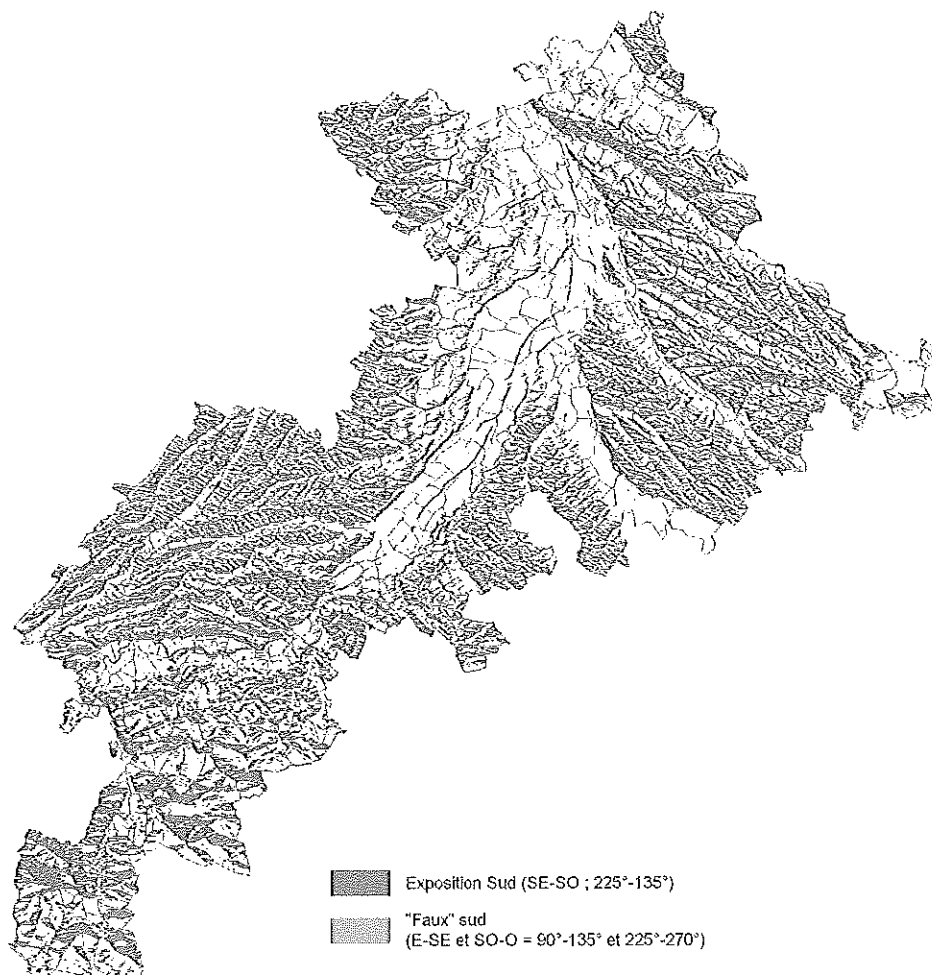
- ♦ Compte tenu de la nature du risque dans le département, la mise à distance des houppiers des arbres n'a pas été retenue ;
- ♦ Les massifs forestiers seront traités en fonction de leur niveau de risque. Concernant le massif des Pyrénées, seuls les versants exposés au sud, plus sensibles au feu, seront débroussaillés ;
- ♦ Des traitements spécifiques devront être préconisés au niveau des points sensibles ;
- ♦ Le recours à des études ultérieures montrant la nécessité de contraintes de débroussaillage plus sévères ou moins contraignantes a été évoquée mais ne sera pas retenu du fait de l'impossibilité pour certains requérants de supporter le coût de ces études. Cependant le principe d'un comité technique de suivi ou d'évaluation est proposé. Il se réunira au moins une fois par an ou à la demande du préfet, et fera des propositions à la sous-commission feux de forêt pour adapter les modalités du débroussaillage à des secteurs spécifiques ;
- ♦ Les propriétaires des **voies ouvertes à la circulation publique des engins motorisés** (autoroutes, routes nationales, départementales et communales...) doivent débroussailler sur une largeur de 3m de part et d'autre de la bordure de la chaussée. Les arbres situés dans la bande traitée qui surplombent la chaussée devront être élagués afin qu'aucune branche n'y entrave une hauteur libre de 4m.



- ♦ Les **propriétaires de voies ferrées** doivent débroussailler sur une largeur de 5m de part et d'autre de la bordure extérieure de la voie.

- ♦ les **gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'énergie électrique** se conformeront dans le cadre des opérations d'entretien de la végétation sous et aux abords des lignes électriques, à l'**arrêté technique interministériel en vigueur** fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ; Ils devront broyer les

rémanents, les incinérer dans le strict respect des réglementations en vigueur ou les évacuer si les lignes concernées se trouvent à moins de 10 m du bord extérieur d'une voie publique soumise à l'obligation de débroussailler.

Carte 24 : Carte des terrains exposés au sud

Doctrine départementale

Lors de la réunion du groupe de travail « Urbanisme et incendie », le 26 janvier 2006, a été proposée l'adoption d'une doctrine départementale feux de forêt pour la Haute-Garonne. Le modèle de la doctrine utilisée en Ardèche servirait de base de travail et la démarche d'élaboration inter-services serait identique à celle qui a permis la rédaction, en 2000, d'une doctrine sur le risque inondation. Notons qu'une démarche de rédaction d'un document de référence des services de l'Etat de la région Midi-Pyrénées est en cours pour le risque mouvement de terrain.

La doctrine « feux de forêt » devra être élaborée en cohérence avec les doctrines à venir ou existantes sur le département pour d'autres risques.

Toutefois, la doctrine « inondation » se base sur des données d'aléa, sur leur mode de classification et leur prise en compte dans l'aménagement. Il s'agit d'une démarche en parfaite cohérence avec l'élaboration de Plans de Prévention de Risque Naturel. Concernant les feux de forêt, ce type de document (PPR) ne semble pas nécessaire compte tenu de la pression du feu sur le département.

Quelques principes de la doctrine feux de forêt ont alors été proposés :

- ♦ définitions de règles pour prendre en compte le risque incendie de forêt,
 - dans le cadre de l'**élaboration de documents d'urbanisme** : distance aux massifs forestiers, éloignement par rapport aux zones déjà urbanisées, interdiction de réaliser de l'habitat individuel dans les secteurs forestiers des AU des PLU, mise en place préalable de dispositifs de lutte contre l'incendie...
 - dans le cadre de **demandes individuelles** : refus d'obtention de l'autorisation si la parcelle n'est pas à proximité d'équipement de défense, entièrement dans un secteur boisé...
- ♦ définition du **rôle des différents acteurs dans les deux cadres précédents** : rôle des communes, de la DDE, du SDIS, de la DDAF.

Également, des mises en garde ont été formulées :

- ♦ concernant la surcharge de travail occasionnée par la demande systématique d'avis sur des permis de construire de la part des services actuellement non dimensionnés pour répondre à cette charge de travail ;
- ♦ concernant l'absence de document ou donnée permettant une analyse fine de la situation et servant de base à la formulation d'un avis.

La doctrine « feux de forêt » devra donc répondre à ces différentes questions.

Emploi du feu

Une réflexion a été menée par le groupe de travail « communication et information » qui s'est réuni le 26 janvier 2006. Ces réflexions pourront alimenter la révision de l'arrêté préfectoral sur l'emploi du feu.

Une simplification du contenu de l'arrêté permettrait de faciliter sa diffusion et son application. Un document concis et reposant sur quelques principes qui se retiennent et se communiquent facilement sera recherché.

La simplification concernerait notamment les périodes et zones à risque. Il serait souhaitable de retenir seulement deux périodes dangereuses, chacune d'elles étant spécifique à un secteur du département :

- ♦ la période de novembre à mars dans la zone de montagne,
- ♦ la période de juillet à septembre dans le reste du département.

Fiches actions et indicateurs de suivi

Les actions prévues pour la période 2006-2012 peuvent être regroupées en 4 grandes familles d'objectifs, correspondant aux 3 grands objectifs du plan. Les actions d'accompagnement ont été ajoutées à ces 4 familles d'objectifs :

Type d'action et objectif poursuivi	Liste des actions appartenant à ce type
Actions de prévention visant à diminuer le nombre de départs de feux	1. Information et sensibilisation des publics
	2. Constitution d'une équipe « brûlage dirigé »
	3. Accompagnement des écobuages
	4. Amélioration de la connaissance des causes
Actions de prévention visant la diminution des surfaces brûlées	5. Amélioration et coordination des dispositifs de surveillance
	6. Amélioration de la prévision et de la connaissance du risque incendie
	7. Mise en place de plans de massif (accès, eau)
Actions de prévention visant à diminuer les conséquences des feux	8. Application de l'obligation de débroussailler
	9. Prise en compte du risque d'incendie dans l'urbanisme
	10. Mise à jour des documents d'information préventive
Actions de coordination et d'accompagnement	11. Cartographie des points d'éclosion et des contours de feux
	12. Information et formation des maires
	13. Programmation des actions et suivi du plan

Les indicateurs de suivis, qui sont détaillés dans chacune des fiches actions, ont été regroupés ci-dessous selon les 4 grandes familles d'objectifs.

Type d'action et objectif poursuivi	Indicateurs de suivi (n° de la fiche action et détail de l'indicateur)	Situation actuelle	Objectif à atteindre
Actions de prévention visant à diminuer le nombre de départs de feux	1. Nombre de personnes sensibilisées	0	6000 à minima
	1. Nombre de classes sensibilisées	0	60
	1. Révision de l'arrêté préfectoral sur l'emploi du feu	Non réalisée	Réalisée
	2. Nombre de chefs d'équipe formés	0	1
	2. Nombre d'équipiers formés	0	10
	2. Nombre de feux tactiques réalisés par l'équipe brûlage dirigé	0	10
	2. Surfaces traitées par l'équipe brûlage dirigé	0	40 ha
	3. Pourcentage de chantiers d'écobuage déclarés aux commissions locales d'écobuage	Environ 70 %	100 %
	3. Nombres d'écobuages sauvages ayant occasionné des feux	Indéterminé	0
	3. Écobuages réalisés avec l'équipe « brûlage dirigé »	0	Augmenter la demande des agriculteurs
	4. Pourcentage de feux dont la nature est connue	13 %	100 %

	4. Pourcentage des origines connues des feux de nature connue	57%	100%
	4. Constitution de la cellule d'analyse des causes	Non constituée	Constituée
Actions de prévention visant la diminution des surfaces brûlées	5. Constitution de l'équipe mixte	Non constituée	Constituée
	5. Nombre de feux détectés	0	10%
	5. Nombre de personnes formées à la surveillance DFCI	0	5
	5. Nombre de véhicules équipés de moyens de positionnement et de transmission	0	10
	6. Utilisation des cellules RADOME	Non	Oui
	6. Constitution d'une base de données archivant les données météorologiques	Non	Oui
	7. Nombre de plans de massif réalisés	0	10
Actions de prévention visant à diminuer les conséquences des feux	8. Communes concernées par l'obligation de débroussailler et gestionnaires de réseaux contactés	0	191 communes + gestionnaires de réseaux
	8. Nombre de communes soumises à l'aléa moyen vérifiées	0	54
	8. Nombre de communes soumises à l'aléa élevé vérifiées	0	7
	8. Arrêté préfectoral sur le débroussaillage	Non réalisé	Pris
	9. Doctrine départementale feux de forêt	Absente	Réalisée
	10. DDRM mis à jour incluant les données issues du plan départemental	Non	Oui
Actions de coordination et d'accompagnement	10. DICRIM prenant en compte le risque feux de forêt	0	Communes prioritaires puis autres
	11. Contours numérisés des feux de plus de 10 ha	0	100%
	11. Points d'éclosions des feux supérieurs à 1ha	0	100%
	12. Nombre de maire ayant participé	0	191
	13. Tableau de bord	Absent	Réalisé
	13. Nombre de réunions du comité de pilotage	0	7
	13. Utilisation des budgets prévus à l'issue des 7 ans	0	100% (120 500 €)

Action 1. Information et sensibilisation des publics

Objectif

L'objectif est de sensibiliser au risque d'incendie les différents publics concernés, sachant qu'une proportion importante de feux est d'origine accidentelle.

Situation actuelle

Des actions ponctuelles d'information sont actuellement menées : plaquettes en libre service dans le massif de Buzet, sensibilisation lors d'intervention des pompiers, mise en place de mesures spéciales en période de risque fort par la Préfecture.

Mesures prévues

Deux types d'actions sont à prévoir, le premier visant à élaborer une information à faire passer sur le long terme, le deuxième permettant de répondre aux besoins de communication lors d'événements exceptionnels.

1. Une série d'actions d'information s'inscriront sur le long terme, dont le but est d'infléchir durablement les comportements à risque :

- ♦ réalisation et diffusion de deux plaquettes à visée du grand public : l'une concernant le débroussaillage, l'autre l'emploi du feu ;
- ♦ actions de sensibilisation et d'éducation en direction des scolaires, encadrées par l'Inspection de l'Académie et la Gendarmerie, via ses brigades « FREE » (Formateurs Relais Enquêteurs Environnement) ; ces actions devront s'inscrire dans le cadre de sensibilisations et d'éducation des scolaires à l'environnement, au développement durable, à la sécurité et la citoyenneté et en lien avec les autres risques naturels majeurs.
- ♦ actions de sensibilisation menées par les maires en direction des résidents principaux, secondaires et des vacanciers ;
- ♦ réalisation, sur le site internet du CRPF, d'un espace d'information spécifique aux incendies de forêt, à destination des propriétaires forestiers. Cet espace comportera notamment des précisions sur les normes utilisées pour les équipements DFCI (voirie, points d'eau) ;
- ♦ renforcement de l'information des agriculteurs via la chambre d'agriculture et la cellule d'animation pastorale ;
- ♦ action de communication à l'attention de la Fédération des chasseurs ;
- ♦ révision de l'arrêté préfectoral régissant l'emploi du feu.

La formation des maires est un axe prioritaire. Ils sont en effet les meilleurs relais au près de la population locale. Leur formation fera l'objet d'une action particulière (fiche action 10), menée en collaboration avec la Préfecture, le Conseil Général, le SDIS et la DDAF.

2. Des mesures préparatoires à une communication de crise :

<ul style="list-style-type: none"> ♦ Indicateurs d'anticipation des situations exceptionnelles ; ♦ Préparation d'arrêtés préfectoraux exceptionnels ; ♦ Plan de communication préfectoral ; ♦ Diffusion des arrêtés préfectoraux exceptionnels par fax aux maires. 							
■ Massifs concernés Tous	■ Partenaires concernés (leader) DDAF, tous les partenaires du PDPFCI			■ Moyens financiers 12 000 euros		■ Autres actions liées action 10	
Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Plaquette	3000	0	0	0	3000	0	0
Supports pédagogiques	0	3000	0	0	0	3000	0
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
Nombre de personnes sensibilisées			0		6000 à minima		
Nombre de classes sensibilisées			0		60		
Révision de l'arrêté préfectoral sur l'emploi du feu			Non réalisée		Réalisée		

Action 2. Constitution d'une équipe « brûlage dirigé »

Objectif

L'objectif est de constituer une équipe pluri-disciplinaire de brûlage dirigé à partir d'un personnel mixte (SDIS, ONF).

Situation actuelle

Une forte proportion des départs de feu et des surfaces brûlées est due aux travaux d'écobuages (incinérations mal contrôlées). Les brûlages dirigés peuvent servir d'exercices aux équipes susceptibles d'utiliser le feu tactique.

En 2006, une seule personne du SDIS avait reçu la formation d'équipier pour constituer une équipe de brûlage dirigé. Cette personne doit suivre en 2007 une formation de chef de chantier.

Mesures prévues

- ♦ Formation de personnes du SDIS et de l'ONF dans le but de constituer une équipe mixte brûlage dirigé.
- ♦ Fournir à cette équipe du matériel spécifique à ces techniques.
- ♦ Utiliser le feu tactique pour lutter contre les grands incendies.
- ♦ Intégrer ses actions aux commissions locales d'écobuage.

■ Massifs concernés	■ Partenaires concernés (leader)		■ Moyens financiers			■ Autres actions liées	
Massifs pyrénéens	SDIS, ONF, DDAF		60 000 euros			Action 3	
Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	45 000	0	0	0	15 000	0	0
Indicateurs de suivi			Situation actuelle			Objectif à atteindre	
Nombre de chefs d'équipe formés			0			1	
Nombre d'équipiers formés			0			10	
Nombre de feux tactiques réalisés par l'équipe brûlage dirigé			0			10	
Surfaces traitées par l'équipe brûlage dirigé			0			40 ha / an	

Action 3. Accompagnement des écobuages							
Objectif L'objectif est de continuer à diminuer le nombre de départs de feux liés aux « écobuages ».							
Situation actuelle Une forte proportion des départs de feu et des surfaces brûlées est due aux travaux (incinérations mal contrôlées). L'écobuage est encadré par les commissions locales d'écobuage, sur le canton de Luchon depuis 2002, sur le canton de Saint Bât plus récemment.							
Mesures prévues ♦ Poursuite de l'encadrement des écobuages par les commissions. ♦ Analyse de l'opportunité de mettre en œuvre des brûlages dirigés au sens du code forestier, nécessitant du personnel qualifié (fiche action 2). Les écobuages les plus risqués seront donc co-réalisés par les agriculteurs et les personnels de l'équipe « brûlages dirigés ».							
■ Massifs concernés Massif pyrénéens, cantons de St Bât et de Luchon	■ Partenaires concernés (leader) DDAF, Chambre d'agriculture, SDIS			■ Moyens financiers		■ Autres actions liées Action 1 et 2	
Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
Pourcentage de chantiers d'écobuage déclarés aux commissions locales d'écobuage			Environ 70 %		100 %		
Nombres d'écobuages sauvages ayant occasionné des feux			Indéterminé		0		
Écobuages réalisés avec l'équipe « brûlage dirigé »			0		Augmenter la demande des agriculteurs		

Action 4. Amélioration de la connaissance des causes							
Objectif Mettre en place des outils d'investigation et des outils juridiques pour améliorer la connaissance des causes.							
Situation actuelle Pour la période de 1992-2005, sur les 856 feux recensés, 87 % des feux sont de nature inconnue. Dans les données transmises au S.C.E.E.S. (Service Central des Enquêtes et Études Statistiques du ministère de l'agriculture et de la pêche), seulement 61 origines ont été saisies sur les 106 feux dont la nature est renseignée et pas inconnue, soit 57%.							
Mesures prévues Mise en place d'outils d'investigation, impliquant pompier, forestiers et gendarmes : <ul style="list-style-type: none"> – mise en place d'une procédure ; – constitution d'équipes d'investigation ; – constitution d'une cellule d'analyse des causes ; et d'outils juridiques pour élucider les origines des causes. La cellule d'analyse des causes sera activée pour tous les feux de plus de 10 ha.							
■ Massifs concernés Tous	■ Partenaires concernés (leader) Gendarmerie, SDIS, ONF, DDAF	■ Moyens financiers	■ Autres actions liées Action 9				
Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
Pourcentage de feux dont la nature est connue			13 %		100 %		
Pourcentage des origines connues des feux de nature connue			57%		100%		
Constitution de la cellule d'analyse des causes			Non constituée		Constituée		

Action 5. Amélioration et coordination des dispositifs de surveillance							
Objectif L'objectif est d'encadrer et d'améliorer le dispositif de surveillance terrestre mobile.							
Situation actuelle L'ONF réalise déjà des tournées « multiservices » renforcées, en période sensible, par du personnel du SDIS.							
Mesures prévues <ul style="list-style-type: none"> ♦ Constitution des équipes affectées à la surveillance ; ♦ Acquisition de matériel de télécommunication et de positionnement (GPS) ; ♦ Patrouille sur les secteurs identifiés comme sensibles ; ♦ Former le personnel à la surveillance DFCI. 							
■ Massifs concernés Tous	■ Partenaires concernés (leader) ONF, SDIS		■ Moyens financiers 18 000 euros		■ Autres actions liées Action 3		
Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	12 000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
Constitution de l'équipe mixte			Non constituée		Constituée		
Nombre de feux détectés			0		10%		
Nombre de personnes formées à la surveillance DFCI			0		5		
Nombre de véhicules équipés de moyens de positionnement et de transmission			0		10		

Action 6. Amélioration de la prévision et de la connaissance du risque incendie

■ Objectif






L'objectif est d'améliorer la prévision des événements en corrélation avec le risque météorologique.

■ Situation actuelle

Le SDIS se base sur l'Indice Forêt-Météo (IFM) développé par les services de Météo France pour dimensionner et mettre en œuvre préventivement les moyens de lutte feux de forêt. L'indice est calculé sur deux cellules qui couvrent la quasi-totalité du département, à l'exception des Pyrénées et des piémonts pyrénéens.

■ Mesures prévues

- ♦ Améliorer la précision de la prévision du risque incendie en utilisant un découpage météorologique plus fin du département. L'utilisation des cellules RADOME (14 cellules couvrant le département), sous réserve qu'elle soit validée techniquement par Météo France permettra cette action.
- ♦ Archiver et analyser les données météorologiques pour améliorer la connaissance du phénomène incendie et sa corrélation avec les phénomènes météorologiques.

 Massifs concernés	 Partenaires concernés (leader)	 Moyens financiers				 Autres actions liées	
Tous	<u>Météo France</u> , SDIS, DDAF					Action 9	
 Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi			Situation actuelle			Objectif à atteindre	
Utilisation des cellules RADOME			Non			Oui	
Constitution d'une base de données archivant les données météorologiques			Non			Oui	

Action 7. Mise en place de plans de massif prioritaires (accès et eau)

■ Objectif

L'objectif est de définir de manière cohérente et concertée l'équipement DFCI de chaque massif forestier.

■ Situation actuelle

Le SDIS a réalisé l'inventaire des équipements DFCI sur le canton de Luchon et entamé celui du canton de St Bât.

Sur les massifs de Bouconne et Buzet notamment, les plans d'aménagement permettent de disposer du suivi des équipements pouvant servir à la DFCI.

Aucune cartographie intégrée à un SIG (Système d'Information Géographique) n'est disponible pour le moment.

■ Mesures prévues

- ♦ Constituer une équipe mixte forestier / pompier pour finaliser les inventaires d'équipements DFCI et les points noirs dans les secteurs prioritaires puis dans les autres secteurs à risque.
- ♦ Centraliser les éléments inventoriés au sein d'une base de données géographiques.
- ♦ Définir les équipements DFCI à mettre en place.

■ Massifs concernés	■ Partenaires concernés (<u>leader</u>)		■ Moyens financiers			■ Autres actions liées	
Tous, en priorité le massif pyrénéen	DDAF, ONF, SDIS, CRPF		22 000 euros			Action 9	
■ Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	10 000	2000	2000	2000	2000	2000	2000
Indicateurs de suivi			Situation actuelle			Objectif à atteindre	
Nombre de plans de massif réalisés			0			10	

Action 8. Application de l'obligation de débroussailler

■ Objectif

L'objectif est, en faisant appliquer le débroussaillage,

- de mettre en sécurité les installations de toute nature et particulièrement les habitations et des établissements qui accueillent du public (camping...) ;
- de diminuer le risque de départ de feu à partir de ces installations et des infrastructures d'équipement.

■ Situation actuelle

Selon le code forestier, à moins de 200 mètres des massifs forestiers, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires aux abords des constructions et de leur voie d'accès mais également aux abords des voies ferrées, lignes électriques, voies ouvertes à la circulation publique.

Les gestionnaires d'infrastructures réalisent déjà ce débroussaillage, pour des raisons autres que de DFCI. Les propriétaires de constructions n'ont pas été impliqués jusqu'à présent dans cette démarche.

191 communes ont une surface soumise au débroussaillage supérieure à 13 ha.

■ Mesures prévues

Le débroussaillage d'office (décrit par le code forestier) doit rester l'exception. Une démarche progressive d'information et de contrôle est proposée :

- ♦ élaboration d'un arrêté préfectoral concernant le débroussaillage et ses modalités ;
- ♦ inventaire des propriétés les plus exposées au sein des massifs les plus sensibles, sur la base des diagnostics communaux établis par le SDIS, l'ONF et la DDAF ;
- ♦ action de sensibilisation des élus et du public (réunions communales, visites, conseils, parcelles de référence, ...) ;
- ♦ mise en place d'un protocole pérenne de suivi des propriétés concernées ;
- ♦ mise en place d'un groupe de visite pour la sécurité des occupants de terrains de camping et de caravanning, intégrant un diagnostic du débroussaillage.
- ♦ Sur les 7 communes ayant un aléa global élevé (Melles, Fos, Boutx, Baren, Argut-Dessous, Marignac, Saint-Mamet), les actions concernant le débroussaillage seront prioritaires. Pour chacune d'entre elles, la DDAF participera à l'élaboration d'un diagnostic pilote afin de proposer une organisation et un dispositif à mettre en place.

■ Massifs concernés	■ Partenaires concernés (leader)	■ Moyens financiers	■ Autres actions liées
Tous	DDAF, DDE, CG, Communes, ONF, SDIS, CRPF		Actions 1 et 8

■ Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi	Situation actuelle				Objectif à atteindre		
Communes concernées par l'obligation de débroussailler et gestionnaires de réseaux contactés	0				191 communes + gestionnaires de réseaux		
Nombre de communes soumises à l'aléa moyen vérifiées	0				54		
Nombre de communes soumises à l'aléa élevé vérifiées	0				7		
Arrêté préfectoral sur le débroussaillage	Non réalisé				Pris		

Action 9. Prise en compte du risque d'incendie dans l'urbanisme

■ Objectif

L'objectif est d'améliorer la prise en compte du risque d'incendie à la fois lors de l'élaboration des documents d'urbanisme et lors de l'application du droit des sols.

■ Situation actuelle

La procédure de PPRIF (Plan de Prévention de Risque Incendie de Forêt) semble peu adaptée à l'ensemble de la Haute-Garonne. En effet, les communes potentiellement les plus exposées à l'aléa incendie de forêt ont des dynamiques urbaines relativement faibles.

Cependant, la réhabilitation et l'aménagement de granges créent des points sensibles qu'il faudrait éviter.






■ Mesures prévues

L'intégration de dispositions simples dans les documents d'urbanisme (carte communale, Plan d'Occupation des Sols ou Plan Local d'Urbanisme, schémas de cohérence territoriale), au moment de leur élaboration, et la définition de certaines prescriptions, au moment de la délivrance des permis de construire, sont de nature à éviter une aggravation du risque dans les années à venir.

Une intégration systématique des préoccupations DFCI est souhaitable dans les documents d'urbanisme des communes à risque.

Pour ce faire, une « doctrine départementale » sera élaborée conjointement par les différents services concernés, afin de bien définir :

- ♦ des règles à suivre pour prendre en compte le risque incendie de forêt, au niveau de l'élaboration des documents d'urbanismes et des autorisations de demandes individuelles ;
- ♦ le rôle des différents acteurs (communes, DDE, SDIS, DDAF), notamment au moment du « porté à connaissance ».

 Massifs concernés	 Partenaires concernés (leader)		 Moyens financiers			 Autres actions liées	
En priorité dans le massif pyrénéen	DDE, DDAF, SDIS, communes					Action 7 et 10	
 Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi			Situation actuelle			Objectif à atteindre	
Doctrine départementale feux de forêt			Absente			Réalisée	

Action 10. Mise à jour des documents d'information préventive							
■ Objectif L'objectif est de mettre à jour les documents d'information préventive pour tenir compte du risque incendie.							
■ Situation actuelle Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) a été mis à jour en février 2005 et évoque le risque incendie de forêt. Aucun Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) ne prend en compte le risque incendie de forêt.							
■ Mesures prévues L'ensemble des documents d'information préventive doit être mis à jour en fonction des données cartographiques et autres issues du présent plan.							
■ Massifs concernés Tous	■ Partenaires concernés (leader) SIRACED/PC, DDE, DDAF			■ Moyens financiers	■ Autres actions liées Toutes		
■ Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
DDRM mis à jour incluant les données issues du plan départemental			Non		Oui		
DICRIM prenant en compte le risque feux de forêt			0		♦ Dans les trois ans, sur les communes prioritaires ♦ Dans les autres communes ensuite		

Action 11. Cartographie des points d'éclosion et des contours de feux

■ Objectif

L'objectif visé est de mieux connaître les conditions d'éclosion (versants sud, types de formations) et de propagation, afin de mieux orienter les actions de prévention et d'anticipation.

■ Situation actuelle

Il n'existe pas à l'heure actuellement de cartographie, même approximative, ni des points d'éclosion ni des contours de feux.

Les seules données actuellement disponibles sont les tableaux envoyés au S.C.E.E.S.

■ Mesures prévues

Les mesures suivantes seront mises en œuvre :

- ♦ détermination et saisie systématique du point d'éclosion par GPS (qui peut être faite à l'occasion des interventions des pompiers) ; Pour ne pas relever tous les points d'éclosion de feux, un seuil de surface de 1ha est proposé. Sur la période 1992 – 2005, cela représente environ 700 feux, soit 50 feux par an.
- ♦ cartographie des contours des grands feux (feux de plus de 10 ha) ;

■ Massifs concernés	■ Partenaires concernés (leader)		■ Moyens financiers			■ Autres actions liées	
Tous	SDIS, DDAF, ONF, Gendarmerie		6500 euros			Actions 1 et 4	
■ Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	3500	500	500	500	500	500	500
Indicateurs de suivi			Situation actuelle			Objectif à atteindre	
Contours numérisés des feux de plus de 10 ha			0			100%	
Points d'éclosions des feux supérieurs à 1ha			0			100%	

Action 12. Formation des maires

■ Objectif

L'objectif est de développer l'information en impliquant les maires comme relais auprès des citoyens : responsabilités, réglementation, organisation, débroussaillage, emploi du feu, surveillance, gestion de l'occupation du sol, urbanisme.

■ Situation actuelle

Peu d'élus semblent sensibilisés à la DFCI, la réglementation en vigueur, les partenaires impliqués, ainsi qu'à leurs responsabilités dans différents types de situation.

Aucune information n'est par ailleurs relayée à la population locale à ce sujet.

■ Mesures prévues

Après une enquête faite auprès des maires et selon leurs besoins, une formation pourra être renouvelée une fois tous les 2 ou 3 ans, afin de permettre à tous les élus des communes (maires et adjoints), ainsi qu'à une partie du personnel administratif, d'acquérir les connaissances nécessaires.

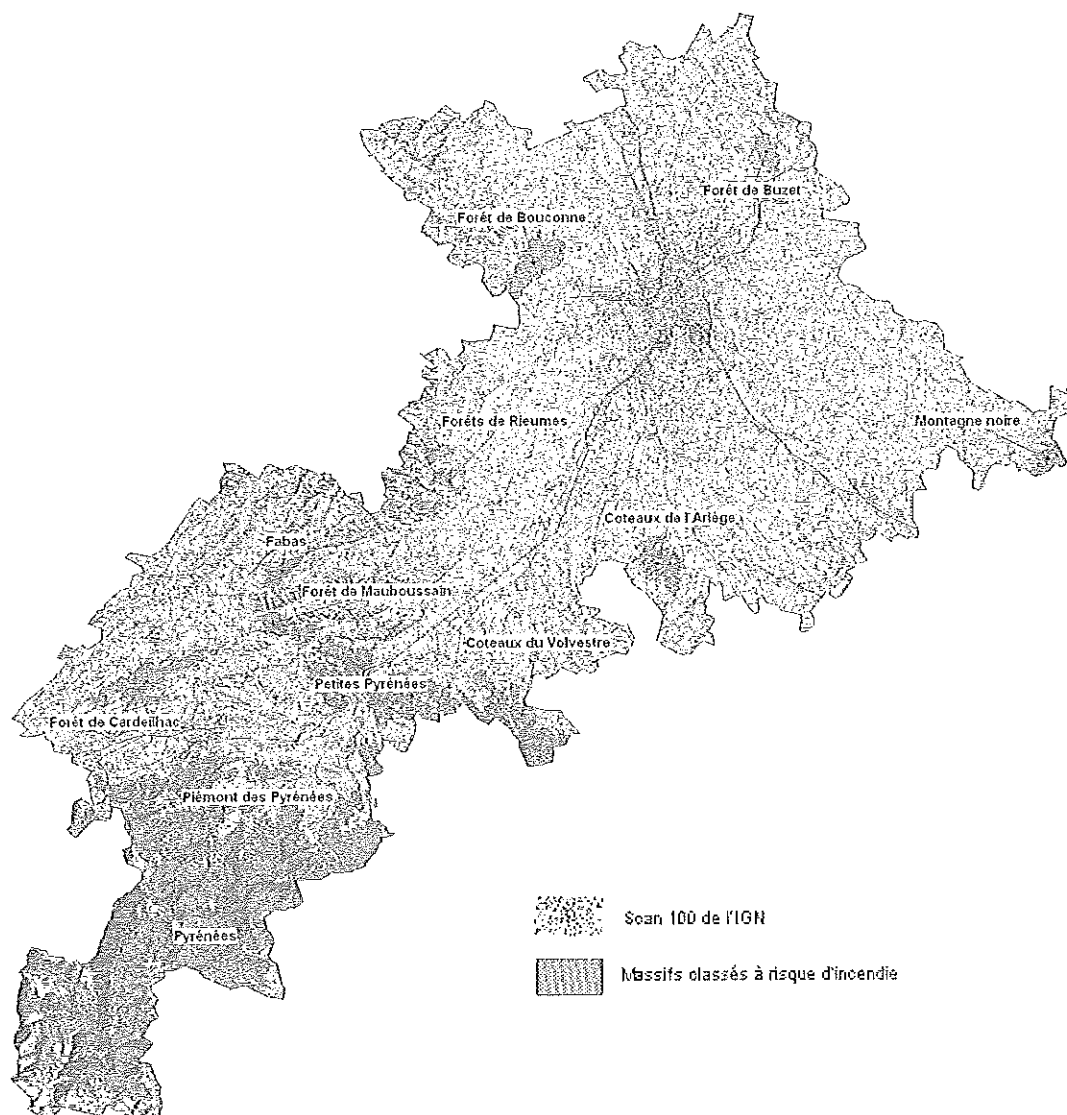
Le risque incendie n'étant pas de même nature entre le sud et le nord du département, des formations plus spécifiques pourront être réalisées.

<div>■ Massifs concernés</div> <div>Tous</div>	<div>■ Partenaires concernés</div> <div>DDAE, SDIS, ONF, CG, Association des maires, Association des Communes Forestières</div>	<div>■ Moyens financiers</div> <div>22 000 €</div>	<div>■ Autres actions liées</div> <div>Action 1</div>				
<div>■ Échéancier</div>	<div>2007</div> <div>0</div>	<div>2008</div> <div>11 000</div>	<div>2009</div> <div>0</div>	<div>2010</div> <div>0</div>	<div>2011</div> <div>11 000</div>	<div>2012</div> <div>0</div>	<div>2013</div> <div>0</div>
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
Nombre de maires ayant participé			0		191		

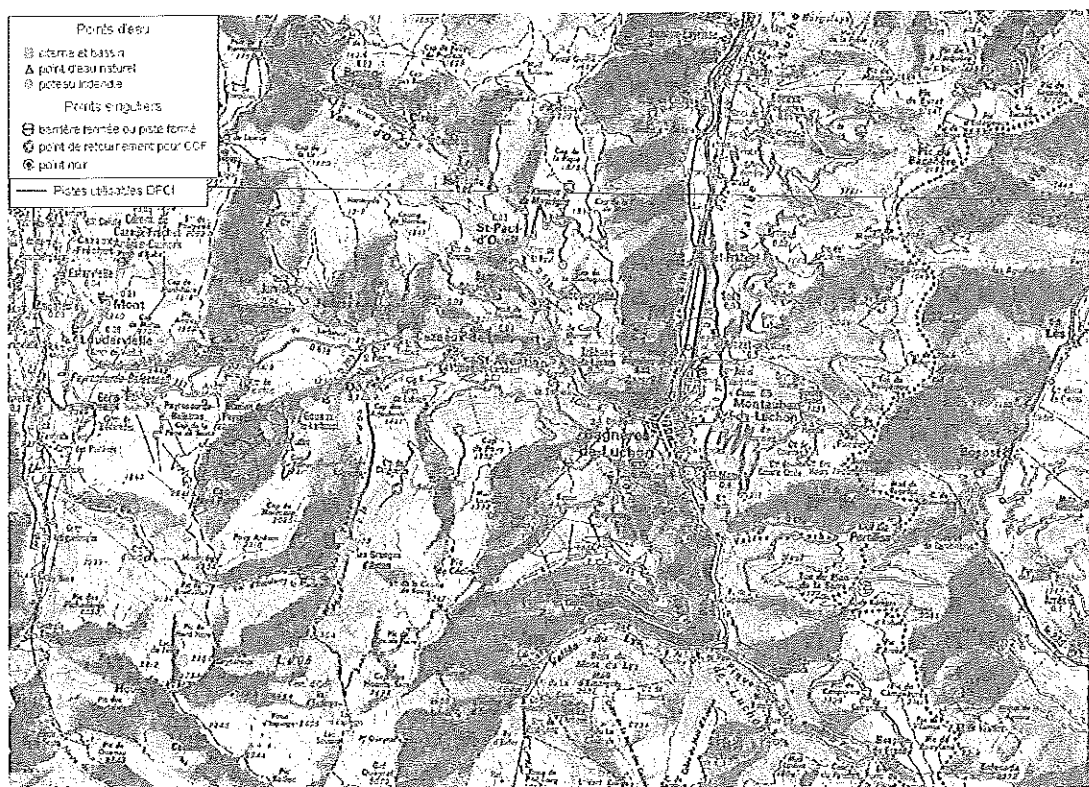
Action 13. Programmation des actions et suivi du plan							
■ Objectif L'objectif est de coordonner entre les services la programmation de l'ensemble des actions précédentes.							
■ Situation actuelle Aucune coordination des actions concernant la DFCI n'est actuellement en place.							
■ Mesures prévues Un tableau de bord sera mis en place pour suivre le bon déroulement du plan. Une structure de coordination composée des principaux services (membres du comité de pilotage du plan départemental) se réunira une fois par an sous l'égide du sous-préfet responsable du pôle DFCI pour : <ul style="list-style-type: none"> ♦ réaliser le bilan des actions réalisées au cours de l'année précédente et programmer les actions de l'année suivante, ♦ évaluer l'état d'avancement du plan au travers de la mise à jour des indicateurs de suivi 							
■ Massifs concernés Tous	■ Partenaires concernés (leader) <u>Sous commission "feux de forêt" de la CDSA</u> , sous-préfet, DDAF, SDIS, ONF, CG, SIRACED/PC, DDE, CA, CRPF, Gendarmerie			■ Moyens financiers	■ Autres actions liées Toutes		
■ Échéancier	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	+	+	+	+	+	+	+
Indicateurs de suivi			Situation actuelle		Objectif à atteindre		
Tableau de bord			Absent		Réalisé		
Nombre de réunions du comité de pilotage			0		7		
Utilisation des budgets prévus à l'issue des 7 ans			0		100% (120 500 euros)		

Documents graphiques

Cartographie des massifs classés à risque d'incendie

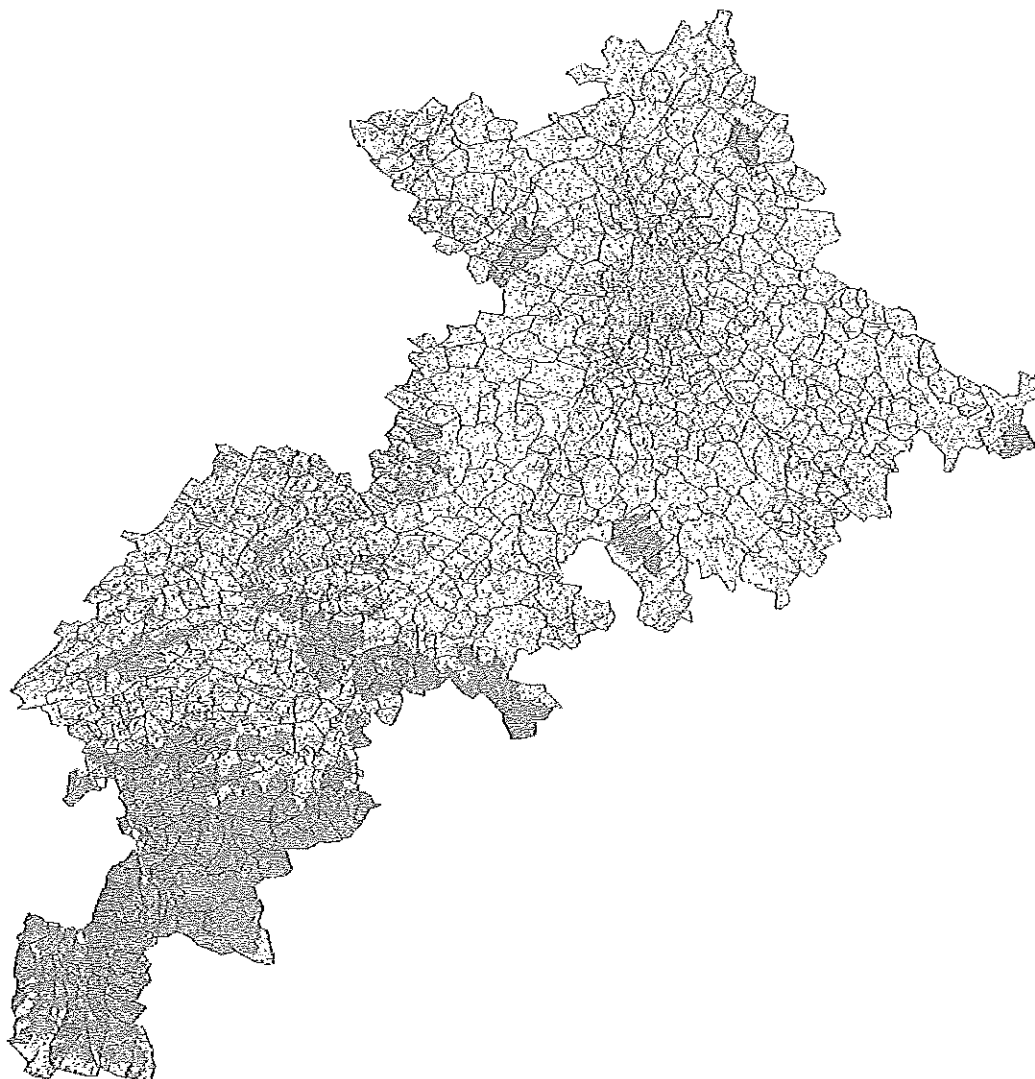


Carte des aménagements et équipements préventifs



Il n'y a pas, à la date du présent plan, de base de données numériques et/ou géographiques répertoriant les aménagements et équipements préventifs. Cette carte a été réalisée sur support scan25 (IGN©), à partir d'une carte papier du SDIS. Elle est présentée sur scan100 (IGN©).

Cartographie des zones à débroussailler



Cette cartographie a été réalisée à l'échelle départementale (environ 5 700 000ème). Elle s'appuie sur la cartographie des massifs à risque

Annexes

Glossaire

Sigle	Signification
CRPF	Centre Régional de la Propriété Forestière
DDAF	Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
DDE	Direction Départementale de l'Équipement
DRE	Direction Régionale de l'Équipement
IFN	Inventaire Forestier National
ONF	Office National des Forêts
PLU	Plan Local d'Urbanisme
POS	Plan d'Occupation du Sol
PPRif	Plan de Prévention de Risque Incendie de Forêts
PPRN	Plan de Prévention de Risque Naturel
RGA	Recensement Général Agricole
RGP	Recensement Général de la Population
SCEES	Service Central des Enquêtes et Études Statistiques
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours

Documents consultés

Titre	Date	Source	Observations
Plan de protection des forêts contre l'incendie 1999 – 2001		SDIS et DDAF	
Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques		SDIS	Document en cours d'élaboration
Directive et orientation locales d'aménagement	09/09/98	ONF	
Archives DDAF			Cartons d'archives 1892 - 2005
État des POS PLU	Janvier 2006	DDE31 SUA	
Harmonisation des pratiques en matière de FAUCHAGE et DEBROUSSAILLAGE sur Routes Départementales	Août 2004	CG 31 - DVI	

Adresses utiles

NOM	BP	ADRESSE	CP	VILLE
Monsieur le sous-préfet	BP 169	Sous-préfecture de Saint-Gaudens	31 806	SAINT GAUDENS
Monsieur le Préfet de la Région Midi-Pyrénées Préfet de la Haute-Garonne		SIRACED/PC Hôtel de la Préfecture 1 place Saint-Etienne	31 038	TOULOUSE CEDEX 9
Monsieur le Colonel Commandant du groupement de gendarmerie		Caserne Saint-Michel 12, place Lafourcade	31 055	TOULOUSE CEDEX
Monsieur le directeur du service départemental d'incendie et de secours	BP 123	49 chemin de l'Armurier	31 772	COLOMIERS CEDEX
Monsieur le directeur départemental délégué de l'agriculture et de la forêt		Cité administrative - Bât. E	31 074	TOULOUSE CEDEX
Monsieur le directeur régional et départemental de l'équipement		Cité Administrative - Bât. A	31 074	TOULOUSE CEDEX
Monsieur le directeur régional de l'environnement		Cité administrative - Bât. G	31 074	TOULOUSE CEDEX
M. le directeur de l'agence interdépartementale de l'ONF, Haute-Garonne et Gers		262 route de Landorthe	31 800	ST GAUDENS
Monsieur le directeur du centre régional de la propriété forestière		7, chemin de la Lacade	31 320	AUZEVILLE- TOLOSANE
M. le directeur départemental de la sécurité publique		23 bd de l'Embouchure	31 066	TOULOUSE CEDEX
Transport Electricité Sud Ouest - groupe d'exploitation transport Pyrénées		87 rue J. Gayral	31 200	TOULOUSE
Monsieur Jean-Claude CHIBARIE		61 allée de Brienne	31 069	TOULOUSE CEDEX
Monsieur Jean de GALARD		Espace Pégot	31 800	ST-GAUDENS
Monsieur Bernard FERNANDEZ			31 440	CIERP-GAUD
Monsieur François GOUAZE			31 390	LAFITTE- VIGORDANE
Monsieur Jean-Claude CAMBUS			31410	LE FAUGA
Monsieur Claude CALESTROUPAT		Conseil Général 1, boulevard de la Marquette	31 090	TOULOUSE CEDEX 9
Monsieur Patrick PIGNARD		Conseil Général 1, boulevard de la Marquette	31 090	TOULOUSE CEDEX 9
Madame Marie-Christine LAFFORGUE		Conseil Général 1, boulevard de la Marquette	31 090	TOULOUSE CEDEX 9

Monsieur le Président de l'association des maires de la Haute-Garonne		Hôtel du Département - Conseil Général 1 boulevard de la Marquette	31 090	TOULOUSE CEDEX 9
M. le président du Conseil Général de la Haute-Garonne		DRADE 1 boulevard de la Marquette	31 090	TOULOUSE CEDEX 9
Direction régionale des Autoroutes du Sud de la France	BP 4037	service technique génie civil Lieu dit Gaussens	47 901	AGEN CEDEX 9
M. le directeur régional de RFF		direction régionale Midi-Pyrénées 2 esplanade Compans-Caffarelli immeuble Toulouse 2000 bat E	31 000	TOULOUSE
M. le président de l'UMINATE		Maison régionale de l'environnement 14 rue de Tivoli	31 068	TOULOUSE CEDEX
Mr le président de l'association Nature Comminges		rue des Filateurs	31800	SAINT GAUDENS